

## **Procédure Pénale 12 février 07**

Acheter le code de procédure pénale.

Pradel Jean, Procédure pénale pugasse 2006 2007 13<sup>e</sup> édition.

Précis Dalloz, Procédure Pénale, Stéphanie, Levasseur et Boulock.

Pradel, Varinard Les grands arrêts de la procédure pénale, Dalloz, 2006.

Introduction :

On constate l'acte in fractionnel et on mène une procédure jusqu'à son terme, voire jusqu'au jugement. Il peut ne pas y avoir de phase d'instruction : surtout pour les délits. Pour le jugement, juge du siège en formation collégiale. On peut ne pas aller jusqu'au jugement parce qu'il y a d'autres possibilités : rappel à la loi. Plus l'infraction est faible, plus la procédure va être court. Plus l'infraction est grave, plus la procédure est longue et complexe pour avoir le meilleur jugement garanti. Deux grands systèmes : accusatoires & inquisitoires.

### **I. procédure accusatoire et procédure inquisitoire.**

Termes qui sont nés de l'évolution des procédures pénales sur le continent européen. Garrapon, Juger en Amérique et en France, Odile Jacob, 2003.

#### **A) la procédure accusatoire**

la procédure est déclenchée par une accusation, procédure la plus ancienne car elle correspond au rapport entre l'auteur de l'infraction et la victime. => accusation du fait de la victime. Toute la procédure s'organise autour de ça. Personne privée => accusateur (famille, etc.) supporte la charge matérielle du procès, si pas d'accusation de ce type là, pas de sanction. Accusation privée est la condition essentielle pour déclencher la procédure. accusation abusive : => peine du délit qu'il a dénoncé. Point fondamental : administration de la preuve. La preuve incombe généralement à la victime. La preuve incombe à la victime et la personne poursuivie doit apporter la preuve contraire pour pouvoir se décharger. A l'époque, pas de preuve scientifique, on va utiliser les preuves aléatoires : témoignages, actes symboliques (serment), co jureur, épreuves physiques (ordalies), duel judiciaire. Preuves sujettes à caution, procédure qui n'est pas totalement satisfaisante du point de vue probatoire car les preuves sont extrêmement factuels, à l'actif de cette procédure, on considère que c'est démocratique car le jugement dans un système accusatoire est fait par un ensemble de citoyens, pairs de l'accusé, ce ne sont pas des professionnels qui jugent donc on dit que le système accusatoire est un système démocratique car le citoyen apporte l'accusation et les membres de la société jugent. Techniquement, la procédure est orale et elle est publique. L'autorité publique ne participe pas au jugement même si le jugement peut être rendu en son nom. L'inconvénient du système c'est de laisser impuni des actes graves par inertie de l'acteur privé.

Actuellement les systèmes se sont mélangés et sont apparus des procureurs avec mission de représenter les parties devant la justice. Cette notion a évolué et l'autorité royale a créé un procureur du roi qui peut donc déclencher les poursuites sans une accusation d'une personne privée. Accusation de type publique. Ancêtre du ministère public. Le système royal met la

main sur la justice et est assuré que certains actes seront poursuivis. Evolution dans un sens de captation par l'autorité publique et évolution dans notre procédure.

## B) procédure inquisitoire

issue de filiation différente de la procédure accusatoire ; issue du droit canon du début du 13<sup>e</sup> siècle, la voie de l'accusation demeure et le droit canon admet que le juge puisse se saisir d'office d'une affaire et ouvrir une enquête : inquisition. Démarche d'un juge qui va se saisir d'office d'une affaire. Le juge va se servir de dénonciation, rumeur, plainte, etc. cette procédure a trouvé sa manifestation dans la juridiction de l'Inquisition : fonction sur ce mode là pour poursuivre les hérétiques. Le droit canon fait émerger ce type de procédure et cette procédure a été relayée dans le sud par le droit romain. Le droit romain connaissait l'ouverture d'une procédure d'office. Mariage qui a donné lieu au développement de la procédure inquisitoire. Pendant un certain temps, on va voir de l'inquisitoire et de l'accusatoire. Il y a souvent une dénonciation ou la rumeur publique. Le dénonciateur peut être la victime qui va demander réparation de son dommage à un juge. si acte répréhensible, c'est le même juge qui va régler la réparation et la sanction. Soit procureur soit juge ecclésiastique vont prendre en charge la procédure. l'action civile va prendre son autonomie et l'action pénale aussi. Beaucoup de transactions entre personnes : l'autorité royale va considérer que ce n'est plus suffisant et donc la société doit demander une sanction, cela va renforcer l'autorité publique. Cela va amener la division des actions. Sur le plan de l'administration de la preuve, accusation qui doit apporter la preuve, inquisition : le juge cherche la preuve. La juge va être en charge de l'administration de la preuve et donc les règles de preuves vont se clarifier. Système de preuve légale : témoignage direct et non plus indirect, les témoins doivent être irréprochables (étrangers, femmes de mauvaise vie, repris de justice). Serment de vérité. L'accusé est a priori considéré comme innocent : mise en place de la présomption d'innocence de l'accusé. Le système accusatoire est moins favorable à l'accusé. Exigence de preuves légales. Le juge n'est pas dominé par son intime conviction (= évaluation des preuves par le juge), le système inquisitoire élimine l'intime conviction. Preuve parfaite : 4 témoins. Torture était codifiée. Le juge n'avait aucune marge de manœuvre. Actuellement, liberté de preuve. Question => torture judiciaire : aide dans l'administration de la preuve, avoir une preuve objective : aveu du prévenu. Système actuel est dominé par la religion de l'aveu dans la procédure. autorité publique intervient d'avantage. Et l'enquête se développe. procédure inquisitoire est secrète et écrite => secret de l'instruction & enquête, écrite pour collecter tous les actes de procédures qui vont aider les juges à se faire une idée des actes d'accusation. On va admettre plus de voies de recours dans la procédure inquisitoire. Actuellement mix de toutes les procédures.

## II. les étapes de la procédure pénale en France depuis l'ordonnance criminelle de 1670

jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, règles coutumières et jurisprudentielles. Inégalité de traitement entre les justiciables : grande relativité des règles donc inégalité de traitement, les ordonnances royales vont corriger cette situation et la priorité du pouvoir royal est d'avoir la maîtrise de la justice pénale : règle par voie d'ordonnance qui uniformise la procédure dans tout le royaume au bénéfice du pouvoir royal. 2 ordonnances. L'ordonnance de Villers-

Couttrelles de 1539 qui a précisé certains éléments de la procédure : caractère secret, distinction entre l'instruction et le jugement et pas d'avocat.

1670=> 4 étapes dans la procédure pénale : mise en mouvement de l'action publique qui va résulter soit de la plainte d'une partie soit de la poursuite d'office par un juge. l'accusateur privé va se tourner vers l'autorité publique qui va prendre en charge sa plainte. Instruction préparatoire : interrogatoire, recherche de la preuve. Instruction définitive : on va confronter toutes les preuves. On va demander confirmation des témoignages, on va confirmer les témoignages et on va mettre tout ça dans un sac du procès. Ce sac va être transmis à un juge rapporteur qui sera chargé de faire la synthèse du dossier devant le tribunal. Ensuite le procès devant le tribunal : la comparution n'est pas à son avantage, l'accusé est seul et présente seul sa défense. Mis sur la sellette et va entendre toutes les accusations et présenter sa défense. Le tribunal peut demander des compléments d'enquête et peut demander à l'accusé et autorisé l'accusé de faire la preuve de certains faits : contrainte physique et élément extérieur : il peut ordonner se soumettre l'accusé à la Question. Le procès va donc se tenir et en principe, le jugement est définitif. L'ordonnance prévoit des possibilités d'appel pour les condamnations très importantes. Le système n'est pas totalement satisfaisant.

Le système va être critiqué.

Critique du caractère trop secret de la procédure. les juristes critiquent le manque de transparence de la procédure et l'absence de vraie défense de l'accusé. Cf Montesquieu. Critique du recours à la torture ➔ procédure arbitraire. Pays des lumières : la procédure pénale ne correspond au siècle qui va venir. A la même époque, les philosophes s'intéressent à la procédure de l'habeas corpus, beaucoup plus protectrice des libertés individuelles. Jugement par les pairs que l'on conserve pour les crimes. Abolition de la torture au cours de l'instruction 1780, abolition au cours du procès en 1788. sous la révolution, plusieurs réformes : on admet la publicité des audiences. Assistance d'un conseil : avocat ou non. Garde le caractère secret et écrit de l'instruction. Organisation du ministère public. Un ministère public par département et un tribunal par département. Ministère public va devenir le vrai chef de la police judiciaire. Organisation du parquet. Cette orientation « libérale » va être confirmée par le code d'instruction criminelle de Napoléon. => code de compromis. Va prendre en compte des acquis révolutionnaires. La procédure pénale va se publiciser, toute la procédure d'instruction va être renouvelée. Confiée à un juge unique. Et la procédure va rester secrète et écrite. Article 11 du Code de procédure pénale. On va supprimer l'assistance d'un conseil. On maintient la phase publique du procès, les débats sont oraux et contradictoires, on accepte l'avocat. Héritage de la Révolution.

1808 : la phase antérieure au jugement est inquisitoire, le juge peut se saisir d'office. La phase antérieure au jugement est inquisitoire alors que la phase de jugement est accusatoire. On garde d'ailleurs le jury en matière criminelle : contraste. Mélange accusatoire & inquisitoire. les grands principes de la procédure pénale sont dégagés : séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement. Cela veut dire que le même juge ne peut pas tout faire, à chaque de la procédure, c'est une personne différente : garantie contre l'arbitraire. La poursuite c'est un magistrat du parquet avec la police (procureur de la république), instruction est un juge du siège (TGI), jugement => juge du siège en formation collégiale. Ensuite, secret de l'instruction : rien ne doit percer des investigations qui sont faites par la police. Secret pour l'enquête aussi. Théoriquement secret total. Il y a un double degré de juridiction. Dans l'ancien droit, pas de recours. Tribunal correctionnel => appel => cours d'appel. Avant 2000, les arrêts d'assises étaient définitifs. On considère que la décision du jury est l'émanation de

la volonté populaire et donc pas de remise en cause. Appel devant une autre cours. Principe de collégialité devant les juridictions répressives. Principe de collégialité contesté en matière de délits. Ces principes ne vont pas être remis en cause. Ce qui va changer c'est que vont alterner des manifestations d'une tendance autoritaire avec des tendances libérales. Ce code d'instruction criminelle va durer jusqu'en 1957 et va être remplacé par le code de procédure pénale : loi du 31 décembre 1957 et ordonnance du 23 décembre 1958. le CPP n'est pas un code qui va anéantir les principes précédents, ce code veut renforcer les garanties de la liberté individuelle : meilleure séparation des fonctions, indépendance du juge d'instruction mais pas d'avocat. Ce renforcement est relatif. Individualisation => enquête sociale et médico psychologique. A la fin de la procédure, le juge devra individualiser la peine. Depuis cette date, la procédure pénale est souvent modifiée : facteur politique, chaque majorité fait une loi de procédure pénale, facteurs économiques, facteurs juridiques, CESDH, UE (mandat d'arrêt européen), jurisprudence de la CESDH, évolution de la criminalité. En 10 ans, la système judiciaire a été recomposé, il y a de nouveaux équilibres :

- \_ établissement de procédures pénales dites dérogatoires pour un certain nombre d'infraction (terrorisme, etc.) accroissement des pouvoirs de la police et du parquet.
- \_ multiplication de juridictions spécialisées : pôle financier, santé publique.
- \_ procédures rapides & expéditives.
- \_ déprofessionnalisation des juges : loi du 26 janvier 2005 : juge de proximité pour les contraventions des 4 premières classes.
- \_ autre rapport de force entre le parquet et l'instruction : marginalisation du rôle du juge d'instruction.
- \_ développement des garanties individuelles : avocat pendant la garde à vue.
- \_ plus grande visibilité des victimes.

Article 30 à 48 du code de procédure pénale.

Procédure pénale 19 février 07

### III. Les lois de procédures

Elles sont comme les lois répressives et sont édictées conformément à l'article 34 de la constitution. Le pouvoir législatif fixe les règles de procédure pénale. Tout ce qui concerne la création des juridictions relèvent du pouvoir législatif donc recours possible devant le Conseil Constitutionnel. Les dernières lois de procédures pénales ont toutes fait l'objet d'un recours devant le conseil constitutionnel. Le conseil constitutionnel est attentif aux garanties des libertés individuelles. 3 septembre 1986, conseil constitutionnel : porte sur l'examen d'une loi relative au terrorisme. La loi soumettait à des règles procédures particulières la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions de terrorisme. 1<sup>ères</sup> lois concernées par des procédures pénales dérogatoires. Cette loi prévoyait une cours d'assise spéciale sans jurés pour éviter les menaces et pressions. On propose une garde à vue dont le délai est augmenté et des moyens d'investigation plus puissant. Le recours était fondé sur le non respect du principe d'égalité devant la justice qui veut que la procédure soit la même pour tout le monde. Toutes les étapes de la procédure étaient particulières. => violation du principe d'égalité devant la justice.

Conseil constitutionnel => « il est loisible au législateur de prévoir des règles de procédures différentes selon les faits, les situations et les personnes auxquelles elles s'appliquent pourvu

que ces différences ne procèdent pas de discriminations injustifiées et que soient assurés aux justiciables des garanties égales notamment quant au respect du principe des droits de la défense. »

Principe qui sera rappelé plusieurs fois. La loi Perben II du 9 mars 2004 a été soumise à ce régime concernant la criminalité organisée. La composition de la Cour d'assise sans jurés présentent des garanties et les droits de la défense présentent des garanties. Garde à vue : mesure de contrainte mise en œuvre par la police soit dans le cadre d'une enquête, soit à la demande d'un juge d'instruction au cours de cette procédure : délai de droit commun : 24h, selon l'infraction, elle peut être plus longue, plus l'infraction est grave, plus le délai est long, le maximum est de 96h. la garde à vue pouvait être prolongée de 24h pour atteindre 48h mais il faut une autorisation d'un magistrat du siège. D'après les requérants, cette disposition serait contraire à la liberté individuelle. Le conseil constitutionnel rejette le recours au motif de l'article 66 de la constitution : autorité judiciaire est le gardien des libertés individuelles.

Autre décision : 2 mars 2004 : concernant la LPJ : adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité : cette loi est une loi qui établit une vraie procédure pénale dérogatoire pour la criminalité organisée. Tout est spécifique, depuis la poursuite et l'enquête en passant par l'instruction, souvent juridictions spécialisées pour le jugement. Insonorisation de certains lieux, fouilles, infiltrations. Mesures d'investigation poussées. Recours : atteinte aux libertés individuelles, rejet du conseil constitutionnel avec des réserves d'interprétation : consignes pour appliquer la loi. => respect des prérogatives de l'autorité judiciaire. « Il faut que les restrictions apportées aux droits constitutionnellement garantis soient nécessaires à la manifestation de la vérité, proportionnées à la gravité et à la complexité des infractions commises et n'introduisent pas des discriminations injustifiées. »

Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : le « plaidez-coupable. »

Procédure voisine présente en common law. Une fois que la personne a reconnu les faits devant le procureur, présentation devant un magistrat du siège pour homologation, pas de négociation de la peine. Initialement, l'audience d'homologation n'était pas publique. Cette disposition a été annulée par le Conseil Constitutionnel car il a considéré que le jugement devait se faire en audience publique avec présence du parquet. Cette présence du parquet n'est plus la règle. Une autre loi dispense le parquet d'être toujours présent à la procédure d'homologation.

Les lois de procédures sont influencées par les engagements internationaux de la France : convention européenne des droits de l'homme. Convention est un texte de référence auquel on va confronter aux normes pour savoir si elles sont conformes à la convention. Article 3 de la convention : « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains dégradants ». article 5 : détention et arrestation régulière conformément aux lois. Article 6 : procédures équitables en matière pénale. Article 8 : droit au respect de la vie privée. On sait que la France a été condamnée de nombreuses fois sur le terrain de ces articles : Kruslen et Huvig d'avril 90 sur les écoutes téléphoniques. Nos textes ont été considérés comme violant la convention car aucune prévisibilités. Cour européenne des droits de l'homme : Muller contre France, 17 mars 1997 : juillet à novembre 1988 : constate plusieurs attaques à main armée dans l'est de la France contre des agences bancaires. L'enquête aboutie et les frères sont placés en garde à vue : reconnaissance des faits mais problèmes sur la procédure. mise en examen et ils sont placés en détention provisoire. La procédure est longue & compliquée, les demandes de mise en liberté sont rejetés en raison « de la gravité des infractions, risque de récidive et du risque de fuite ». finalement, l'audience de la cour d'assise n'a lieu qu'en décembre 1992, 4 ans après les faits. Ils sont condamnés à 10 ans de réclusion criminelle :

l'un des frères va se plaindre de la durée excessive de la détention provisoire devant la cour. Recours fondé sur l'article 5 : la cour va examiner les motifs du maintien en détention provisoire : le risque de fuite invoqué ne peut s'apprécier sur la seule base de la gravité de la peine encourue. Il faut prouver spécifiquement le risque de fuite. Sur le risque de récidive, fondement sur les antécédents judiciaires, la cour dit que cette référence ne suffit pas à justifier le maintien en détention. La cour dit qu'au moins à la date de novembre 1991, la détention provisoire n'était plus fondée.

Condamnation pour la violation de la Convention : lorsque la France doit exécuter un arrêt de condamnation : satisfaction équitable. La France a modifié le code de procédure pénale : article 626-1, re examen après la condamnation de la France par la CEDH (depuis la loi du 15 juin 2000). Au niveau de l'UE, on remarque un développement des mesures pénales au sein de l'union. Théoriquement, le droit pénal est exclu. Tendance à l'harmonisation des procédures pénales de l'union : instrument commun de procédure : mandat d'arrêt européen.

Ce mandat d'arrêt va alléger les formalités procédures des Etats membres de l'union. Le mandat est une décision judiciaire prise par un Etat qui va être exécutoire dans un autre Etat et l'autre Etat devra l'exécuter. 32 catégories d'infraction : Etat requis n'a pas à vérifier la double incrimination (demande d'extradition : Etat requis doit réprimer l'infraction pour laquelle l'individu est poursuivi) Pour le mandat d'arrêt européen, si l'infraction fait partie des 32 catégories, l'Etat requis n'a rien à vérifier => facilite les « extraditions ». création d'un parquet européen : compétence pour les violations du droit communautaire. L'enquête & poursuite au niveau européen et jugement par un pays.

Lois de procédures comportent certaines spécificités. La majorité des parlementaires s'accordent à donner une portée plus différente du principe de légalité, on considère que l'interprétation doit être plus souple que les lois de fond. Tempérament au principe de non rétroactivité des lois pénales. Ce principe ne s'applique pas au lois de procédure : principe différent : application immédiate des lois de procédures. Article 122-2 et suivants du code Pénal. Cela concerne toutes les lois relatives à l'organisation judiciaire et à la compétence. Modalités des poursuites et les formes de la procédure : lois s'appliquent aussi immédiatement sauf si elles ont pour effet d'aggraver la situation de l'intéressé. Lois de recours article 112-3 relatif aux recours. Interprétation extensive des lois de procédure : idée sous jacente est qu'une nouvelle loi de procédure est censée être prise pour améliorer l'efficacité de la justice. On va raisonner par analogie ou a fortiori. Raisonnements qui sont normalement prohibés pour la qualification des infractions. Surtout pour l'interprétation des droits de la défense. Jurisprudence => application libérale de certains textes.

## Première partie : les actions issues de l'infraction

Autorité publique coexiste avec la victime de l'infraction. Aménagement des rapports entre l'autorité publique et la victime. Coexistence privée (appartient à la victime de l'infraction - qui se prétend telle) & publique. Dans un système de common law, la victime n'est pas présente au procès pénal. Globalement, il n'y a pas de place pour la victime et doit aller devant un juge civil pour la réparation. Le code de procédure établit des règles relatives à l'action publique des autorités de poursuites + action civile de la victime : titulaires de droit à agir. La victime dispose d'une action civile en réparation de son dommage, la victime a le choix, civile ou pénale. Au début du siècle, s'est établi dans un arrêt de principe, arrêt Laurent

Athalin, Chambre criminelle, 8 décembre 1906. l'action civile lorsqu'elle est exercée devant la juridiction répressive déclenche l'action publique du parquet. Accueil mitigée de la part des juges. Certains considèrent que c'est une atteinte au monopole des poursuites du parquet en forçant les poursuites. Art 2 du code de procédure pénale : action de la victime doit se fonder sur un préjudice personnel et directement issu des faits poursuivis. Devant le tribunal civil, délai de prescription civil. juridiction répressive : délai de prescription de la procédure pénale : contravention 1 an, délit 3 ans, crime 10 ans.

Avantages que présente pour la victime une action au pénal. La victime va voir résoudre en une fois la question de la réparation et de la culpabilité. Le tribunal répressif est compétent pour accorder des dommages et intérêts civils. Quand le tribunal correctionnel prononce son jugement de condamnation pour vol. les question de culpabilité et de réparation sont réglées. La victime va bénéficier des preuves de la procédure pénale. A chaque procédure, un régime procédure particulier, civil : légalité des preuves, preuve d'une manière loyale. En droit pénal, la preuve à apporter est la commission d'une infraction, on peut apporter une preuve obtenue illicitement : enregistrement à son insu. => principe de liberté de preuve. => intime conviction du juge sur la pertinence de la preuve. Système de légalité et de liberté.

Procédure civile : victime paye l'administration de la preuve. Procédure pénale : instruction => Etat paye. On constate que les coûts de recherche et de preuves des infractions ont explosé. Les juges sont maintenant sensibles à l'aspect financier et donc pour les petites affaires : pas de poursuites avec un calcul coûts & avantages. La victime n'est pas titulaire de l'action publique, c'est bien le parquet mais elle peut l'obliger à déclencher une procédure. cas où l'infraction n'a pas fait de victime.

Pour les contraventions, le juge compétence est le juge de proximité pour les contraventions des 4 premières classes. Transfert de compétence du juge de police au juge de proximité. Le parquet est le maire & commissaire de police.

Tribunal correctionnel : délit : juridiction collégiale. Peine d'emprisonnement jusqu'à 10 ans.

Crime : cour d'assise : réclusion qui peut aller de 10 ans à perpétuité.

## Chapitre 1 : organisation du ministère public

### Section 1 : membres du ministère public.

Correspondent à la hiérarchie des tribunaux répressifs. A chaque tribunal son parquet. Ces membres du parquet sont opposés aux magistrats du siège (composent les tribunaux eux mêmes en audience de jugement.) Pour le juge de proximité et le juge de police, parquet => commissaire de police & à titre exceptionnel : un commandant ou un capitaine de police ou le maire. Devant le tribunal correctionnel, juge d'instruction et juridiction pour mineur. Procureur de la république ou le substitut pour le parquet. Au près des cours d'appel : chambre des appels correctionnels – (ordonnance d'un juge d'instruction, appel de l'ordonnance) chambre de l'instruction (formation de la cour d'appel). Parquet général à la Cour d'appel : procureur général et avocats généraux. PJ sous la surveillance du procureur général.

Cour de cassation : chambre criminelle : parquet général – procureur général près la cour de cassation – un avocat général et des avocats généraux (20). Cour de justice de la République : Procureur général, 1<sup>er</sup> avocat général + qq avocats généraux constituent le ministère public.

Juridiction militaire : commissaire du gouvernement qui fait office de ministère public. Magistrat détaché.

## Section 2 : les caractères du ministère public

Magistrats particuliers dont les règles tentent de faire coexister les membres du parquet, le lien avec l'Etat le principe de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Paradoxe initial. Difficulté de gestion que l'on va retrouver dans les caractères du parquet.

Hiérarchie du parquet : du haut vers le bas et inversement.

Vers le bas : magistrats du parquet : organisation de type pyramidale : sommet : le ministre de la justice Garde des sceaux : il peut ordonner à un membre de la hiérarchie de déclencher des poursuites pénales. Article 30 du code de procédure pénale.

On ne parle que du déclenchement des procédures. Le garde des sceaux ne peut pas bloquer des poursuites en théorie. En pratique, il est vraisemblable que le garde des sceaux empêche un déclenchement des procédures. Lorsque le garde des sceaux utilise cette possibilité, cette volonté doit être transparente. Instruction écrite et versé au dossier de la procédure. quand le garde des sceaux veut faire déclencher des poursuites, les instructions doivent être écrites depuis 1993. cette existence est maintenant respectée. Le relais est le procureur général, si le garde des sceaux dénonce, il va s'adresser au procureur général => procureur de la république => poursuites. Normalement, on ne peut pas bloquer les poursuites. Ce principe se répercute à tous les niveaux de la hiérarchie. Le parquet général de la cour de cassation n'a pas autorité sur les autres parquets, c'est le parquet général de la cour d'appel qui a autorité sur les autres parquets : article 36 du CPP. Le procureur de la république a les mêmes droits sur ses substituts. Article 44 du CPP. Article 33 du code de procédure oblige les membres de la hiérarchie à prendre des réquisitions écrites conformes au texte pré cité. L'article 33 ne dit pas que l'on va empêcher les poursuites. Seules sont admises les instructions écrites jointes au dossier.

Vers le haut : les membres inférieurs de la hiérarchie ont l'obligation d'informer leurs supérieur direct. Relations qui sont informelles. Toujours une information du bas vers le haut. Article 35 : chaque année, les membres inférieurs de la hiérarchie adresse un rapport au procureur général sur l'activité de son parquet sur la gestion des affaires en cours. Enfin, les magistrats qui ne respecteraient pas ce principe encourt des sanctions disciplinaires. Les magistrats du parquet sont révocables et sont amovibles. Portée du principe de hiérarchie. Portée importante mais non absolue. Une des limites : « la plume est servie mais la parole est libre », cela veut dire qu'à l'oral, le parquet peut développer des arguments différents de ceux qu'il a exposé par écrit. Prendre un peu plus de distance par rapport à ses écrits => article 33 in fine al 2 du CPP. De plus, pouvoirs propres des chefs de parquet (procureur de la république et les procureurs généraux des cours d'appel) les procureurs ont une indépendance dans le déclenchement des poursuites. Ils disposent d'une certaine marge de manœuvre. Le principe hiérarchique est plus important que le pouvoir propre. Le pouvoir propre a une signification dans la procédure : seul à pouvoir accomplir les actes relevant de leur compétence. Le pouvoir propre peut être une limitation au pouvoir hiérarchique.

Section 3 : action publique peut être liée aux représentants de certaines administrations spécialisées.

Dans certains cas, certaines administrations désirent avoir un droit de regard sur le déclenchement des poursuites dans un souci de politique criminelle. Pour chaque



administration, le régime est différent. Pour autant, on ne peut pas dire que les administrations ne sont pas titulaires de l'action publique, elles sont plus ou moins interventionnistes.

Exemples : délits forestiers : article L 153-1 du code forestier. Actions possibles pour les ingénieurs des forêts sans préjudice du droit qui appartient au ministère public. Droit concurrent. Le parquet est toujours titulaire de son action publique et sera partie à la procédure. pour les ingénieurs des ponts et chaussées.

Au niveau douanier, action publique et action douanière : douanier (fiscal) => administration douanière & parquet peuvent la mettre en mouvement. Si infraction de droit commun, seul le parquet pourra exercer les poursuites.

Au niveau du droit du travail, inspecteur du travail peut constater les infractions. Il ne pourra pas déclencher l'action publique, il transmet son PV au parquet.

Ces administrations ont une position assez ambiguë, mis chemin entre l'action publique pure et l'action civile. Caractère hybride du statut donc action hybride. => administrations sont considérées comme de véritables parties au procès et donc payent parfois supportent les faits du procès comme de véritables victimes. Mais elles sont aussi des PPP, pouvoir de transaction. Pouvoir puissant et de type PPP. Aspect civile qui va prévaloir. On ne peut pas généraliser. A côté de ces administrations, on voit se développer des agréments données à des agents qui appartiennent à des sociétés particulières : pas d'exercice de l'action publique. On va mettre à contribution de la société civile. Exemple : musique : le principe c'est que dès qu'une musique est diffusée en public, cet acte génère des droits financiers pour les auteurs. Si le théâtre n'a pas demandé d'autorisation de la musique, il y a un corps d'agents spécialisés et donc des membre assermentés de la société d'auteur vont constater la diffusion de musique, vont chronométrer la durée de musique et faire un PV si diffusion non autorisée. Ce qui est intéressant, c'est que ce sont des membres de la société civile qui vont constater le non respect du code de la propriété artistique.

## Chapitre 2 : l'exercice de l'action publique

Ceci signifie que le parquet exerce seulement les poursuites. En procédure pénale, le parquet déclenche ou non les procédures pénales. La cause de cette limitation des pouvoirs du parquet : séparation des fonctions de poursuite et de jugement : ces fonctions appartiennent à des magistrats différents. En droit français, il y a la poursuite, l'instruction, le jugement. Phase procédurale différente, magistrat différent, règles particulières ; ce principe est important car il tend à être obscurci par des procédures rapides.

Décision du conseil constitutionnel du 2 février 1995 : L'injonction pénale

En 95, le législateur était sensible au traitement rapide des affaires pénales pour que la sanction soit plus percutante et pour désencombrer les tribunaux. Le Procureur de la république pouvait faire injonction et demande à la personne poursuivie d'exécuter certaines obligations. « éléments d'une enquête étaient de nature à motiver l'exercice de poursuites ». le parquet pouvait procéder à l'injonction pénale. Contribution au trésor, activité d'intérêt général, etc. cette technique était possible si l'action publique n'avait été mise en mouvement et si la personne concernée reconnaissait les faits. Recours devant le conseil constitutionnel qui a déclaré cette injonction inconstitutionnelle car atteinte à la séparation des fonctions de poursuite et de jugement : article 9 de la DDHC : présomption d'innocence.

« en matière de délits et de crimes, la séparation des autorités chargées de l'action publique et des autorités de jugement concourt à la sauvegarde de la liberté individuelle. Le prononcé et l'exécution de telle mesure [injonction pénale] ,même avec l'accord de la personne poursuivie, ne peuvent intervenir à la seule diligence d'une autorité chargée de l'action publique mais requiert la décision d'une autorité de jugement. »

cette injonction a disparu mais elle a réapparu dans la composition pénale : article 41-2 du CPP : différence avec injonction pénale c'est que la composition pénale est validée par le juge du siège. => respect du principe de séparation entre la poursuite et le jugement. Donc le principe de séparation des autorités est un principe constitutionnel. Le législateur est tenu au respect de ce principe.

Section 1 : les modalités traditionnelles d'exercice de l'action publique.

Information des faits répréhensibles : plainte de la partie qui s'estime lésée. Plainte simple devant OPJ transmise au parquet, ne déclenche jamais les poursuites. Pour déclencher des poursuites pénales, on porte plainte avec constitution de partie civile devant un juge d'instruction. Dénonciations qui sont traitées par les parquets. On oblige à dénoncer : article 434-1 du code pénal : non dénonciation de crime. Fonctionnaires & autorités constituées lorsqu'elles ont connaissance d'un crime ou d'un délit doivent dénoncer le fait au parquet. Article 40. AMF. Procès verbaux dressés par des OPJ ou des agents assermentés. Transmission du PV au parquet. Donc plainte simple, dénonciation, procès verbaux. Une fois que le parquet a cette information, le parquet va prendre la décision de poursuivre ou non.

§1 : le déclenchement des poursuites.

En principe, le parquet demeure libre de poursuivre ou non. Le parquet peut être obligé.

#### A. opportunité des poursuites

le parquet choisit de faire ce qu'il veut. Article 40 et 41 du CPP. Appréciation des suites à donner. Article 41 : pas d'obligation. Expression d'un principe nuancé opposé à la légalité des poursuites. Le parquet a 3 possibilités : il peut ne rien faire et classer l'affaire. Il peut poursuivre. Mettre en œuvre une mesure alternative aux poursuites. La mesure la moins bien comprise c'est celle du classement sans suite : le parquet ne fait rien. Modification du système du classement. Le parquet doit motiver sa décision de classement lorsque la victime est identifiée. La victime doit connaître la raison pour laquelle le fait est classé. Un classement est fondé par une volonté de gérer le flux des affaires. infraction à la sécurité routière : on ne parle de violences routières. On fait passer de la sécurité à la violence ; instructions générales de la hiérarchie + demande locale. Donc création d'une politique criminelle dans les parquets. Cela peut camoufler des pressions, il est facile de classer sur instruction de la hiérarchie même si le texte ne le permet pas mais globalement, le système fonctionne pour une bonne sélection des poursuites.

Chiffres : Chiffres clés pour la justice : 2006 pour 2005 : crimes & délits 5 155 000 PV, 60% des PV non poursuivables. 325 000 sont classés sans suite. 40 000 => composition pénale. 421 000 faits font l'objet d'une alternative aux poursuites. 680 000 poursuivies => 488000 en correctionnels (500000 jugements annuels) 28 000 => « Plaidez coupable ». 67 000 => tribunal de Police, 4 200 => juge de proximité. Le reste va soit à l'instruction (20 000 dossier/an) soit devant le juge pour mineur.

Grandes lignes que l'on constate : en matière délictuelle, la procédure est sous la maîtrise du parquet. Très peu d'affaires vont à l'instruction, l'instruction n'est pas la règle en France, elle est marginale. Alternatives aux poursuites constituent la règle. Changement de « philosophie » de la procédure pénale : on ne va pas forcément vers un procès classique, on a des alternatives. La nature d'un classement sans suite : décision administrative. Pas une décision de type juridictionnel, on ne peut pas faire appel, uniquement un recours hiérarchique donc administratif. De plus, ce classement est toujours provisoire, pas d'autorité de la chose jugée d'un classement sans suite, si des faits inconnus au moment du classement, le parquet peut rouvrir le dossier et poursuivre.

B. l'absence de mise en œuvre du principe de l'opportunité des poursuites.

Procédure pénale 20 février 07

Le droit français est dominé par un principe d'opportunité des poursuites.

B. absence de mise en œuvre de l'opportunité des poursuites

Situation dans laquelle la victime va agir et forcer le parquet à engager une procédure pénale. Cohérence dans l'ensemble. On donne à la victime le droit de faire déclencher des poursuites pénales. La plainte simple se suffit pas à déclencher des poursuites. Pour que la victime soit certaine que des poursuites soient déclenchées, il faut qu'elle agisse par voie d'action. L'action est opposée à l'intervention. La victime prend l'initiative de faire déclencher les poursuites pénales.

Citation directe : acte par lequel une personne est assignée directement devant la juridiction de jugement. Lorsque que l'on fait une citation directe, le dossier doit être en état. On constate parfois qu'il y a des citations directes qui sont fragiles. Cela peut être dangereux car le dossier peut ne être en état et avoir suffisamment de matière pour satisfaire le tribunal.

Plainte avec constitution de partie civile : porte plainte devant le doyen des juges d'instruction. C'est une lettre qui est datée et signée dans laquelle on relate les faits, on vise une ou plusieurs qualifications pénales et éventuellement donner des noms. On peut aussi faire une plainte contre X. c'est facile, il faut évoquer tous les faits. Le juge n'est pas tenu par les qualifications pénales proposées. On peut aussi demander à être reçu et faire une déclaration qui sera reçu par PV devant le juge d'instruction. Une fois que la plainte avec constitution de partie civile part au parquet compétente : le procureur de la république. Une fois que le parquet a la plainte, il va prendre des réquisitions. Le déclenchement des poursuites se fait par ces réquisitions. L'action publique est toujours entre les mains du parquet. Le 1<sup>er</sup> acte est un réquisitoire introductif, le parquet va déclencher l'action publique. Si en cours d'instruction, il découvre d'autres faits qui ne rentrent pas dans sa saisie initiale, le procureur ne peut rien faire. Il faut bien rédiger les plaintes. On neutralise le principe d'opportunité des poursuites du parquet puisqu'on le contourne. Le tableau est attrayant. Le risque est de multiplier les plaintes avec constitution de partie civile. On risque d'avoir un effet pervers, le parquet serait systématiquement obligé de poursuivre. Le code a prévu une barrière financière, la partie qui se prétend lésé doit verser une somme d'argent : une consignation dans un certain délai sous peine d'irrecevabilité de son action. C'est pour éviter les constitutions abusives. Si renvoi devant la juridiction de jugement, on lui rend son argent,

si il y a un non lieu, elle risque de perdre son argent, article 88 du CPP. Cette exigence est une garantie, cela peut constituer un moyen de limiter les plaintes.

### C. aménagements du principe de l'opportunité des poursuites

On est dans des hypothèses où l'action publique ne pourra être déclenchée qu'après l'accomplissement d'un acte préalable soit par la victime soit par le parquet lui même. Infraction d'atteinte à l'intimité de la vie privée : enregistrement des paroles prononcées à titre privé. Le contenu est privé. Image d'une personne dans un lieu privé. Comme ces actes répréhensibles concernent l'intimité de la vie privée d'une personne, on va subordonner les poursuites à la plainte préalable de la victime. Une victime d'atteinte à la vie privée n'a pas forcément envie de voir sa vie privée divulguée. Le parquet ne peut rien faire sans plainte. Cette exigence est posée à l'article 226-6 du code pénal. Il subordonne l'action publique à la plainte préalable de la victime. Si la victime retire sa plainte, l'action publique s'éteint.

Article 48 de la loi sur la presse de 1981. plainte préalable peut être une plainte d'une administration. Pour le droit pénal, chaque administration a sa propre relation. Pour des infractions fiscales, il faut des plaintes préalables de l'administration. Condition indispensable pour le parquet puisse poursuivre.

Procédure d'autorisation : article 26 de la constitution : immunité parlementaire. En revanche, alinéa 2 dispose qu'aucun membre du parlement ne peut faire l'objet en matière criminelle d'une arrestation qu'avec l'autorisation du bureau de l'assemblée dont il fait partie. autorisation du bureau de l'assemblée. Pas besoin de l'autorisation si flagrant délit.

Le parquet peut en tout état de la procédure demander l'avis de l'autorité contrôle des AMF en ce que concerne les infractions financières. Les autorités compétentes peuvent demander l'avis de l'AMF au sujet des poursuites. L'avis est obligatoire si délit d'initié. En matière de sécurité sociale ou de droit du travail, les poursuites sont normalement précédées d'une mise en demeure car on veut éviter les poursuites. Il faut avant une poursuite le jugement d'une juridiction. Le jugement d'une juridiction (matière de faillite) => faut au préalable l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Il faut qu'il y ait un jugement. Il y a un certain nombre de techniques utilisé pour informer le parquet.

§2 : les modalités d'exercice de l'action et les défendeurs à l'action publique.

#### A. les modalités d'exercice de l'action

l'éventail est assez large. Dépende de la complexité de l'affaire. Les modalités sont légères lorsque l'affaire est simple et inversement.

Réquisitoire introductif : article 80 et suivants du CPP. Là on va rapprocher le réquisitoire des catégories infractionnelles si l'infraction est un crime, l'instruction est obligatoire. Le réquisitoire introductif est donc obligatoire, il va déclencher les poursuites. Si l'infraction est un délit, l'instruction est facultative. Quand l'instruction existe, il faut un réquisitoire introductif. Si l'infraction est une contravention, pas d'instruction, pas de réquisitoire. Formulaire que le procureur remplit : personne poursuivie, qualification des faits, le juge d'instruction est saisi des faits qui sont dans le réquisitoire. On va nommer juridiquement des faits. Un juge d'instruction peut re qualifier les faits mais ne doit pas sortir de sa saisine factuelle. Le juge va mentionner sa source et les textes applicables et va annexer au réquisitoire des PV. Le réquisitoire introductif va interrompre la prescription.

Assignation directe de la personne poursuivie devant la juridiction de jugement. C'est un exploit d'Huissier. Article 550 du code de procédure pénale. Respect de certaines règles de formes. Il faut être attentifs au respect des formes. Article 390-1 du CPP. Loi Perben II : si citation devant la juridiction de jugement, on doit venir avec des preuves de ressources. Avis d'imposition & non imposition et justificatif de revenu. Irréversible : la voie est tracée. Importance de ne pas se tromper de voie sinon le tribunal estimera que le dossier n'est pas suffisamment étoffé.

Procédure accélérée : lorsque la personne poursuivie est mineure, on estime qu'elle ne présente pas de garantie suffisante, pas possible pour les infractions de presse ou si l'infraction prévoit une procédure spécifique à respecter. Il faut aller voir les textes. Pour les mineurs ce n'est pas possible. De même, quand il y a un crime flagrant, il faut une instruction. Il faut que les charges apparaissent suffisantes pour utiliser la procédure accélérée. Il faut se méfier et ne pas utiliser ce type de procédure lorsque les faits sont obscurs.

Convocation par procès verbal : article 394 du CPP : utilisé à la suite d'une infraction flagrante : notamment avec les infractions routières, ce sont des convocations par PV. 2 mois suivant la date de commission de l'infraction. On va convoquer par procès verbal. Le tribunal peut ne pas siéger ce jour là. A l'issue d'une garde à vue, on va pas faire une procédure de flagrant délit mais on va convoquer par procès verbal. Déferer devant le parquet et invite le prévenu à comparaître devant le tribunal dans ce délai : quelle que soit la peine correctionnelle encourue. Soumettre l'intéressé à certaines obligations : éviter de paraître devant un certain lieu. Procédure des flagrants délits : comparution immédiate : article 395 du CPP : il y a un seuil d'infraction, on peut déferer la personne si le maximum de l'emprisonnement est au moins de 2 ans. La procédure est possible pour des délits très graves. Peine au moins égale à 6 mois. si flagrant délit, on ne va pas utiliser des procédures plus lourdes, la personne poursuivie a droit à l'assistance d'un avocat. Le parquet notifie les charges retenues et le parquet est en phase de considération pratique : si la réunion du tribunal est possible le jour même, on va du parquet à la salle d'audience. Il faut être d'accord. Si on n'est pas d'accord, on repousse. Il faut être d'accord et si on n'est pas d'accord, le procureur prend acte. Si risque de fuite, au lieu d'aller devant la juridiction de jugement, on va voir le juge des libertés et des détentions et le ministère public peut demander une ordonnance de mise en détention. Si pas de problème : le parquet se dessaisit et utilise la convocation par PV. Mesure conservatoire : demande au juge des libertés une ordonnance de mise en détention. Le parquet n'a pas à la preuve de faire la possibilité pour le tribunal de se réunir. Article 395 du CPP : délais.

Comparution volontaire : article 388 du CPP : suffit à saisir la juridiction compétente.

Citation directe : 96 000 en 2005 25%

Convocation sur procès verbal : 228 000 affaires en 2005 50%

Comparution immédiate : 10% : 45000

Reste : renvoi de procédure d'instruction.

Procédures spécifiques : 88 000 ordonnances pénales

Procédure qui se fait exclusivement par écrit.

21 000 ordonnances d'homologation de plaisez coupable.

B. défendeur à l'action publique

il faut bien distinguer ici les modes de saisine, juge d'instruction (saisi in rem), à ce niveau là, les poursuites peuvent être lancées contre X. la victime va porter plainte contre X et le parquet va demander l'ouverture d'une information contre X. risque d'effet boomerang avec la dénonciation calomnieuse. Devant la juridiction de jugement, le tribunal est saisi in personam. Cette personne est le défendeur à l'action : personne qui est censée avoir commis les faits répréhensibles et peut être déclarée coupable. Défendeur à l'action publique : uniquement la personne poursuivie pénalement. Cela n'empêche pas la personne civilement responsable de contester l'infraction. But uniquement civil. ce qu'elle veut, c'est ne pas payer. On peut contester l'existence de l'infraction. Les personnes qui sont bénéficient d'une immunité ne sont pas concernées par l'action publique. Cela veut dire que l'infraction existe, notamment en cas de vol mais les poursuites pénales sont impossibles.

Article 311-12 du code pénal. Immunité de type personnel.

Lieu où l'infraction est commise : immunité judiciaire. Donner des éléments diffamants dans des tribunaux. On peut tout dire mais presque. Article 41 de loi sur la presse de 1981. immunité politique : parlementaires & vote émis dans l'exercice de fonction. Pas d'action publique possible.

Section 2 : les aménagements contemporains de l'action publique.

On va se trouver en présence de possibilité intermédiaire : classement sans suite et les poursuites.

Zone où on va prendre des mesures particulières qui ne sont pas vraiment des poursuites mais qui le sont un peu. Loi perben : plaidez coupable.

Procédure pénale 05 mars 07

Aménagement contemporain de l'action publique. Moduler les interventions du parquet. Dispositions qui vont permettre aux parquets d'intervenir dans la procédure sans exercer l'action publique. Alternatives aux poursuites traditionnelles sont souvent liées à une absence de contestation des faits répréhensibles. Elle peut se matérialiser par un aveu de culpabilité ou un mode de preuve incontestable. Dans cette configuration, on utilise une procédure accélérée car il n'y a pas de difficultés probatoires. Article L 3423-1 du code de la santé publique. S'agit de l'injonction que peut faire le procureur de la république à un usager de stupéfiant de se soumettre à une cure de désintoxication ou de se placer sous une surveillance médicale. Si la personne se soumet, l'action publique ne sera pas exercée. Le parquet vérifiera que la cure & désintox ont été menées à terme => injonction thérapeutique. L'action publique est éteinte en contrepartie de l'exécution d'une mesure qui n'est pas forcément pénale.

§1 : l'alternative aux poursuites. Article 41-1 du CPP

cette mesure est ce que l'on appelle la médiation et elle a été créée en 1993. a départ, composée de quelques dispositions. En 1999, on allonge la liste des mesures que peut prendre le parquet, allongement jusqu'à 2002. médiation pénale va se trouver repositionnée. Classement sans suite à condition. Cela ne veut pas dire que tout est gagné pour la personne poursuivie.

A. les conditions des mesures alternatives

quand on déclare coupable, on doit prononcer une peine. Indivisibilité de la peine.

Scission possible si la personne poursuivie répond à certaines conditions. préjudice de la victime doit être réparé. Le trouble à l'ordre public a pris fin et l'auteur des faits est reclassé. Le tribunal peut dispenser de peine si ces conditions sont réunies. Cohérence entre les dispositions. Le parquet va vérifier que les conditions sont remplies & va prendre une mesure contre la personne. délégation à un tiers de la société civile qui va prendre une mesure contre la personne. article R-33 du CPP et suivants.

Conditions : réparation du dommage causé à la victime. Le parquet peut constater que la mesure est une compensation en nature ou compensation en argent. En pratique, il arrive que la victime se contente d'excuses officielles ou d'une réparation symbolique. Pour de nombreux magistrats, la médiation pénale se justifie par cette condition là : réparation. L'économie du texte c'est permettre la réparation du préjudice. Il y a un risque de confusion entre la sanction et la réparation : on va utiliser la réparation civile comme une mesure alternative sur des poursuites pénales. Ressort du parquet de s'initie dans la question civile de la réparation ? idée d'une justice dite restauratrice. La procédure pénale était un peu le rouleau compresseur en matière d'infraction pénale. Disposition des victimes pour mettre en œuvre une vision pacificatrice de la PP.

Trouble à l'ordre public : on est dans le rôle naturel du parquet, évaluer s'il doit mettre en œuvre l'action publique, la suspendre. Réponse à un fait répréhensible, ce n'est pas forcément mettre en œuvre une mesure classique => opportunité de poursuivre ou non.

Contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Utiliser le reclassement pour éviter d'aller jusqu'à l'audience. Tout est entre les mains du parquet, pas d'intervention des magistrats du siège.

Conditions sont aléatoires. La pratique est venue nourrir ces conditions. nouveau critère : faible gravité des faits avec l'idée que plus l'infraction est grave, plus la procédure doit être marquée. Pour les infractions les moins graves, pas d'exercice de l'action publique : petite violence, petit vol & tentative de vol. le texte ne prévoit pas d'aveu de culpabilité de la part de la personne mise en cause. La reconnaissance des faits reste implicite. Mesure d'apaisement. On exige pas un aveu mais la reconnaissance des faits est implicite.

## B. les mesures possibles

petit nombre à l'origine. Loi du 4 avril 2006 sur les violences conjugales : dépens de la gravité des violences.

Rappel à la loi : se veut responsabilisant.

Orientation vers une structure de type sanitaire & sociale & professionnelle.

Stage citoyen : Article 131-5-1 du code pénal. Infraction au code de la route.

Injonction de soins : texte n'évoque pas l'extension de l'action publique. Article 41-1 2<sup>ème</sup>

Régularisation de la situation de l'auteur des faits.

Réparation du dommage : justice restauratrice. En cas de défaillance du responsable, la victime va retrouver tout ses droits. Faire procéder à une mesure de médiation entre l'auteur et

la victime. Contexte des violences familiales. Normalement, la médiation se fait avec un tiers neutre et implacable. => médiateur agréé. On veut réconcilier. Privatisation de la justice pénale. On va demander aux parties de faire un pas de réconciliation. Parfois tout se fait par l'intermédiaire du médiateur sans face à face entre les parties. Loi du 4 avril 2006 : violence conjugale. Lorsqu'une personne commet une infraction, on peut demander à l'auteur des faits de résider hors du domicile ou de s'abstenir de paraître au domicile ou dans les abords proche du domicile. => prise en charge psychologique à la charge de l'auteur des faits.

### C. conséquences

suspension de l'action publique. Le parquet va dresser un PV signé par lui et les parties : ce PV va constituer l'exécution de la mesure. Le parquet va procéder à un classement sans suite et on va attendre l'écoulement du délai de prescription. Si l'auteur des faits n'a pas d'argent. Avec le PV, la victime peut se faire payer. Le procureur peut monter d'un cran la procédure alternative soit engager des poursuites. La mesure la plus légère c'est une justice participative.

### §2 : la composition pénale

c'est l'ancienne injonction pénale qui avait été déclarée inconstitutionnelle car pas d'intervention du juge du siège. Violation de la séparation des fonctions de poursuite et de jugement. On voit réapparaître cette injonction récemment .

#### A. les conditions tenant aux personnes et aux infractions

article 41 -2 du code de procédure ; reconnaissance d'avoir commis un ou plusieurs délits, punis à titre principal d'une amende ou une peine de prison moins de 5 ans ou une ou plusieurs contraventions. Loi du 2 août 2005 => personne morale qui reconnaisse avoir commis certains délits du code de commerce. Amende de composition. Payer une amende dite de composition. Article L 470-4-2 du code de commerce. Cette disposition pénale ne concerne pas les mineurs, on estime implicitement qu'elles ne comportent pas assez de garanties. Ne concerne pas les délits de presse, pas les homicides involontaires et les délits dits politiques.

#### B. la procédure

comme dans la médiation, assistance d'un avocat avant de donner son accord, délai de 10 jours. Article 15-33-39 du CPP. L'accord est recueilli par PV et le procureur va saisir le président du TGI & tribunal de police pour valider la proposition de composition. Le président du tribunal doit informer l'auteur des faits et la victime et peut demander à les entendre. Là, soit il valide la composition par ordonnance, soit il refuse la composition. Compétence du juge de proximité. Le procureur va mettre en mouvement l'action publique. Les actes de procédures sont interruptifs de prescription, après c'est un nouveau délai qui va commencer à courir. Si la personne exécute, l'action publique est éteinte. La victime peut délivrer une citation directe à l'auteur des faits devant le Tribunal correctionnel qui va statuer sur les seuls intérêts civils. Inscription au casier judiciaire.

#### C. mesures possibles en cas de composition pénale

article 41-2. il y en a 14. amende de composition avec éventuelle un échéancier, désistement au profit de l'Etat qui a servi à produire l'infraction, réparation du dommage, TGI. Gain par



rapport aux risques d'emprisonnement. Ces dispositions de composition est édictées comme des mesures d'alternatives à l'emprisonnement. Depuis que l'on a créé le plaidez coupable en 2004, la composition pénale a perdu une partie de son intérêt. Les conditions du plaidez coupable sont les mêmes. Interrogation : comment gérer cette composition pénale à un moment où l'on met en place une nouvelle mesure.

§3 : procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Plaidez coupable

loi dite Perben II. Procédure qui se veut inspirer du plaidez coupable US.

#### A. le Plaidez coupable USA

aux USA, accord qui est négocié entre le procureur et l'accusé. En FR, ce n'est pas une négociation. L'accusé va plaidez coupable et en contrepartie, le procureur abandonne certains chefs d'accusation, ce n'est pas le cas en FR. application de la théorie économique du droit : analyse coûts & avantages. Objectifs : réduire les frais et accélérer les procédures. L'infraction pénale devient objet économique négociable. Aux USA, 95% des infractions sont réglées par une procédure de plaidez coupable. Procédure critiquée par certains juristes. Approche contractuelle à la base du système. Pas d'égalité entre les parties. Environnement de contraintes. Rapport triangulaire. Après aveu, plus de retour possible. Renoncement aux droits de la défense pour une peine meilleure.

#### B. la procédure FR

prison qui n'excède pas 5 ans. demande de la mise en place. Cassation 4 octobre 2006. le parquet ne voulait pas perdre de temps. 2 convocations en même temps. Le parquet ne peut délivrer en même temps deux convocations pour les mêmes faits, c'est l'application de l'article 495-12 du code de procédure pénale. Attendre que le prévenu déclare qu'il ne veut pas de plaidez coupable ; on ne peut brûler les étapes.

Procédure pénale 6 mars 07

#### B. comment se déroule la procédure

Le procureur reçoit les déclarations de la personne concernée, il faut un aveu de culpabilité. Le procureur va proposer une ou plusieurs peines par rapport aux infractions poursuivies en présence de l'avocat. Quel est le quantum de la peine. Le parquet peut choisir entre les peines principales et complémentaires. Si le texte propose une peine d'emprisonnement, cette peine ne peut excéder un an ou la moitié de la peine encourue. Gain pénal certain. Possibilité de sursis. Il n'y a pas de négociations au sens strict du terme, c'est une proposition. L'accord peut être donné soit immédiatement soit dans un délai de 10 jours. Si on accepte la proposition, on est présenté au président du tribunal. Le président doit homologuer la proposition du parquet, les textes ne considèrent pas le président du TGI comme une chambre d'enregistrement, le texte fait obligation au président de vérifier les déclarations de la personne. constater que les peines proposées sont en relation avec les faits. Il y a une appréciation. L'appel est possible de l'ordonnance. Considérer l'ordonnance d'homologation comme un véritable jugement de condamnation.

A l'origine le parquet ne pouvait pas assister à l'enregistrement de la proposition. Loi du 25 juillet 2005 a entériné que la présence du parquet n'était pas obligatoire à l'audience

d'homologation. Dans les jugements de type répressif, la présence du parquet est obligatoire. Article 495-9 du CPP. Si le juge refuse d'homologuer ou l'intéressé refuse la peine qui lui est proposé. On retombe dans les choix classiques offerts au parquet. Le procureur va saisir le tribunal. Si l'affaire est compliquée.

Statistiques => succès car dès la première année d'application, 154 juridictions l'avaient mise en place. 15 000 utilisés en 2005. => 95% des cas : convocation du parquet pour plaider coupable. 5% la personne est directement déféré devant le parquet. 12 000 homologations (85%) 1200 personnes convoquées ne sont pas présentées. Procédure qui a l'air de bien fonctionner. Circulaire de 2004. travail entre le parquet et le siège. Les juges se sont entendus en pratique sur des critères et des quantum.

Positionnement du plaidez coupable par rapport à la proposition pénale. Dans le plaidez coupable, il y a un changement de condamnation alors que dans la composition pénale, c'est une validation. Jamais la composition pénale n'aboutit à une peine privative de liberté. la composition pénale ne donne pas cette possibilité. Différence essentielle entre les deux procédures. Suivi moins bon dans la composition pénale. 30% des mesures validées par le juge ne sont pas exécutées à Bobigny. Concernant la nature des infractions, le plaidez coupable est utilisé pour les faits de petite et moyenne gravité.

Idée d'adapter la procédure à la gravité de l'infraction. On utilise le plaidez coupable pour certaines récidivistes. On utilise aussi pour le droit pénal de la consommation. Fait pour les infractions plus graves que la condamnation pénale.

Debove : justice pénale instantanée, entre miracle et mirage. Droit pénal 2006 nov, chronique n°19.

3 000 000 environ d'affaires classées sans suite. 1,5 million d'affaire poursuivables. Sur ce 1,5 M : poursuites & composition pénale & procédure alternative aux poursuites & classement sans suite. Citation directe & comparution immédiate. 28 000 plaidez coupable. Instruction : 32 000. la procédure pénale classique est encore très utilisée. Il y a de moins en moins de classements sans suite par rapport à 2004. les poursuites classiques restent stables mais les procédures alternatives augmentent. Les parquets se tournent de plus en plus vers de nouvelles procédures.

Les tribunaux correctionnels ont une activité de 500 000 dossiers et rendent 55 000 jugements. Ordonnance pénale : procédure rapide sans présence des parties. Le mode de poursuites le plus utilisé est la convocation par procès verbal.

Taux d'appel faible. 8000 pourvois annuel à la chambre criminelle. 90% de jugements définitifs.

### Chapitre III : l'extinction de l'action publique

Article 6 du code de procédure qui envisage les causes d'extinction. Leur fondement est assez varié. Certaines de ces causes sont liées à l'absence d'intérêt objectif à agir. Nécessite un intérêt objectif à agir. Décès du délinquant. Amnistie. Il y a des causes procédurales : autorité de la chose jugée au criminel sur le criminel.

§1 : les causes générales d'extinction de l'action publique

## A. décès du délinquant

il faut quelqu'un à juger sinon pas possible mais les faits ne disparaissent pas donc pas d'effets pour les co auteurs et les complices éventuelles de l'infraction. L'article 133-1 précise les conséquences du décès sur l'exécution de la peine. La personne décède après le prononcé du jugement. On peut procéder au recouvrement de l'amende. Le décès ou la dissolution empêche la peine mais on peut procéder au recouvrement de l'amende & frais de justice & confiscation sur le patrimoine. Pas une totale libération. Seul l'action publique s'éteint, l'action en réparation reste. L'action civile est de type patrimoniale. L'action en réparation est dans le patrimoine de l'auteur. La victime pourra exercer l'action civile contre les héritiers. Possibilité d'agir contre les ayants droits de la personne décédée. L'action civile n'est pas systématique dépendante. Si l'auteur décède en cours de procédure, la victime peut demander réparation devant le tribunal correctionnel si une décision sur le fond a déjà été rendue.

## B. la disparition des supports de la répression

article 6 du CPP. L'amnistie et l'abrogation de la loi pénale.

### 1) l'amnistie

il y a deux corps de règles à mettre en relation : livre 1<sup>er</sup> du code pénal + lois spéciales d'amnistie. Loi d'amnistie dans l'annexe du code pénal. Agit sur la peine après condamnations. Elle éteint la peine, elle agit directement sur l'action publique. L'amnistie peut éteindre l'action publique si pas encore de peines. L'amnistie ne vise que les faits qui font partie d'une liste pré établie. Si pluralité d'infractions, on peut poursuivre les autres. On distingue deux sortes d'amnistie. Réelle => vise les faits et non les personnes. Contraventions des trois premières classes. Une amnistie neutralise le caractère pénale des faits. Amnistie dite personnel. L'amnistie ne profite qu'aux personnes visées par l'amnistie. Chaque loi reprend ces distinctions : biais des faits & des personnes.

### 2) l'abrogation de la loi pénale.

Rétroactivité in mitius : application des lois pénales plus douces avec rétroactivité. Pour que la personne poursuivie bénéficie de cette rétroactivité, il faut être sûr qu'il s'agit d'une loi d'abrogation. Chambre criminelle 18 mai 1994 concernant les chèques en blanc. Attention à des abrogations apparentes. La victime conserve son droit à réparation au civil.

## C. l'écoulement du temps : la prescription

la prescription de l'action 1 ans contraventions & 3 délits & 10 ans crimes. Plus on attend, plus les preuves disparaissent. Système d'opportunité des poursuites. Beaucoup d'éléments mélangés. Prescription de la peine : double des autres. Le parquet a poursuivi. La nature des délais. Lien avec la nature des infractions. C'est très compliqué. Beaucoup d'exceptions aux durées évoquées. Délai de prescription de l'action publique : il existe deux nombreuses exceptions : soit délais plus courts soit plus longs.

+ court : loi sur la presse 1881 : elle pose comme délai de prescription pour les infractions de diffamation un délai de 3 mois, article 65 de la loi de 1981. faits de nature raciale : 1 an. Il existe aussi des délais + longs : infractions en matière de terrorisme et de stupéfiant. Les délais sont considérables. Quand il s'agit d'un crime, 30 ans de prescription de l'action et de la peine. Délits => 20 ans. Article 706-25-1 du CPP pour le terrorisme & 706-31 pour les

stups. Crimes contre l'humanité sont imprescriptibles. Article 213-5 du code pénal. Allongements légaux de délais. Reporter le point de départ.

#### 1) calcul du délai de prescription

la prescription est d'ordre public, si le délinquant ne l'invoque pas, le juge peut soulever d'office ce moyen à n'importe quel stage de la procédure. le délai commence à courir le jour de la consommation de l'infraction. Toutes les infractions ne se commettent pas instantanément. Instantané = un trait de temps. Jurisprudence va régler les questions de point de départ du délai de prescription. Escroquerie : infraction complexe : plusieurs éléments matériels nécessaires. => manœuvres frauduleuses qui vont être déterminante à la remise de fonds de la victime. Cas où les remises de fonds se font sur plusieurs années. Infraction consommée dès le versement de la première prestation, chambre criminelle considère que le délai de prescription commence à courir dès la dernière des remises de fonds. Infraction continue. Volonté coupable se réitère. Exemple du recel. Prescription commence le jour où on se débarrasse des bijoux.

Délits d'habitude : la prescription court du jour du dernier acte constitutif de l'habitude. La jurisprudence a été plus loin et a découvert des infractions qu'elle qualifie de clandestine. Utilisation d'un autre biais pour reporter le point de départ du délai : abus de confiance. Point du départ est le jour du détournement. Or la jurisprudence considère qu'un aveu de confiance est une infraction clandestine et que le point de départ est le jour où le détournement est découvert. Aléa dans la répression.

Procédure pénale 12 mars 07

Loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance et sur le renforcement de l'équilibre de la procédure pénale. JO du 6 mars.

Article 85 du code de procédure pénale. Une victime pouvait se constituer directement devant le parquet, pour les délits, ce n'est plus possible. Modification essentielle de la procédure pénale sur l'action des victimes en matières délictuelles. La procédure d'instruction a été modifiée.

Allongement des délais de prescription. La clandestinité c'est le fait qu'une infraction soit commise de façon occulte. Source dans l'infraction d'abus de confiance. Le détournement peut ne pas apparaître immédiatement. La chambre criminelle a dit que l'abus de confiance pouvait être une infraction clandestine. Etendu à l'abus de biens sociaux.

Atteinte à l'intimité de la vie privée : enregistrement d'une image sans le consentement de la personne et l'enregistrement des propos de la personne dans n'importe quel lieu. Affaire des écoutes dites de l'Elysée. Chambre criminelle, 4 mars 1997. infraction clandestine car ils ne pouvaient agir qu'à partir du moment où ils se savaient écoutés. => jurisprudence relative à l'abus de biens sociaux à appliquer à l'atteinte à la vie privée. Les juges ont accepté par l'arrêt de la chambre criminelle de classer ces infractions comme clandestine. Les victimes pouvaient donc encore agir. Adage : contra non valentem. => prescription ne court pas contre celui qui ne peut pas agir. Mineurs victimes d'infraction => crimes et certains délits. Souvent c'est une criminalité intra familiale, de ce fait, il y a une confusion entre le titulaire de l'action civile et l'auteur de l'infraction. Lorsque l'enfant est mineur, il faut ne pas le soumettre aux mêmes délais de prescription. Un mineur ne peut agir seul, il doit être représenté. Possibilité

d'agir lorsqu'il est majeur. Report du point de départ du délai de prescription au jour de la majorité de l'enfant. 20 ans pour les crimes commis contre les mineurs. Report + allongement du délai. Régime favorable aux mineurs.

Crimes => article 7 al3 du CPP délits => article 8 al2 du CPP.

## 2) Interruption du délai de prescription.

=> efface tout le temps qui s'est écoulé avant et fait courir un nouveau délai. Certaines circonstances => indices à l'article 7 du CPP. Prescription 10 années après la commission du crime si dans cet intervalle : pas d'actes d'instruction ou de poursuite. La jurisprudence a expliqué ce qu'il fallait entendre par acte d'instruction et de poursuite. Règle de l'article 7 est valable pour les délits et pour les contraventions. la jurisprudence a appliqué une conception libérale des actes interruptifs. => de plus en plus d'actes vont être réputés interruptifs. Si on prend les actes de poursuite, tout acte effectué par une partie ou par un magistrat va interrompre la prescription.

Loi répute un acte interruptif : matière de composition pénale. Article 41-2 du CPP al 12. la composition pénale est une alternative aux poursuites donc on attend pour voir si cela va marcher. Si cela ne fonctionne pas. On enlève une chance d'alternative aux poursuites. Le reste c'est la jurisprudence qui va trancher sur le caractère interruptif ou non de l'acte. Il y a des actes où il n'y a pas de doute : réquisitoire introductif du parquet => déclenche les poursuites pénales => c'est interruptif. Citation directe => interruptif. Constitution de partie civile devant le juge d'instruction => interruptif. Une simple plainte n'est pas interruptif car une plainte simple ne déclenche pas les poursuites. Il y a des actes qui sont moins clairement introductifs. => soit transmis : acte par lequel le parquet transmet une plainte à la police pour une enquête préliminaire. Il y a d'autres actes comme la convocation d'un plaignant ou un procès verbal de constatation d'infraction => tous ces actes sont considérés comme interruptif => très libéral car enquête préliminaire ne veut pas dire que l'on va poursuivre. Extension de la notion d'actes de poursuites. Intérêt lorsque que les actes que l'on va poursuivre remonte assez loin.

Emile Louis : on utilise enlèvement et séquestration car on a pas retrouvé les corps. Pour faire plus concret, le parquet va dire qu'il a fait des actes interruptifs de prescription. Pour bétonner l'argument, le parquet dit qu'il a fait des actes interruptifs. Criminelle, 20 février 2002, Disparus de l'Yonne. Cf article 7 de procédure pénale. Même chose au niveau des actes d'instruction. Globalement, l'idée est la même. Un acte d'instruction est un acte accompli pour la recherche des preuves de l'infraction. OPJ + juridictions d'instruction : interrogatoire. Désignation d'un expert. Commission rogatoire pour entendre un témoin. Ordonnance pour clôturer l'instruction, on va retrouver la même chose pour les actes de poursuite : mandat : tous les mandats qu'un juge va décerner. Criminelle : « toute ordonnance du juge d'instruction constitue un acte interruptif au sens de l'article 7 du CPP, c'est le cas pour l'ordonnance de restitution d'objets saisis rendus par le juge d'instruction. Incompétence territoriale. Acte de pure administration interne. Ordonnance qui désigne un juge d'instruction n'est pas un acte d'instruction.

## Effet de l'interruption de la prescription

Prescription interrompue à l'égard de toutes les personnes complices pour les faits poursuivis même si une seule personne est poursuivie voir contre X. l'interruption vaut pour tout le monde. Fait délictueux lui même + faits qui lui sont connexes et qui ne font pas forcément l'objet d'une qualification pénale ; Cri 20 octobre 1993. une plainte avec une constitution de

partie civile faisant état d'une opération complexe met l'action publique en mouvement et interrompt la prescription à l'égard de toutes les infractions même non expressément visées dans la plainte mais qui ont été commises à l'occasion de l'opération. Arrêt du 1<sup>er</sup> décembre 2004 : l'interruption vaut pour toutes les victimes de l'infraction.

### 3) la suspension

arrête le cours du délai de prescription, lorsque la prescription recommence à courir, c'est le même délai qui reprend. Même délai qui est suspendu et qui va continuer de s'appliquer. La suspension malheureusement n'est pas prévue par le code de PP d'une manière générale mais on en parle dans un cas particulier à l'article 6 al 2 du code de PP sur le jugement ou l'arrêt qui résulte d'un faux. On a généralisé la solution. Extension de l'article 6 al 2 du CPP. => la prescription ne court pas contre celui qui ne peut pas agir. La jurisprudence exige un obstacle de droit ou de fait à l'exercice de l'action publique, la réponse à une question préjudicielle. Cri, 3 décembre 2003 : s'agit d'une infraction de prise illégale d'intérêt que l'on veut imputer à l'ancien président du conseil régional Rhône Alpes. La victime n'agit pas. Pour éviter ce type de configuration, la loi donne au contribuable la possibilité d'exercer cette action en cas de conflits d'intérêts. article L 4143-1 du code des collectivités territoriales pour que le contribuable puisse agir avec autorisation du TA. Question procédurale.

Réforme du 5 mars 2007 : modifie l'article 85 du CPP. Avant la loi, une victime pouvait se constituer partie civile devant une juridiction d'instruction, maintenant il faut déposer plainte avant devant un OPJ ou le parquet, délai de 3 mois avant de passer devant l'instruction.. Espèce de filtrage. Pendant 3 mois, on suspend le délai au profit de la victime. Arrêt Cri, 8 août 1994. en avril 1982, voiture des époux X renverse plusieurs piétons et un est meurt. X est cité directement devant le tribunal correctionnel par le parquet, le TC le déclare coupable de blessures involontaires et homicide involontaire. 10 ans plus tard, septembre 92 : les faits ne sont pas passés comme cela, c'est la femme qui était au volant et a fait exprès. On déclenche quand même les poursuites. X femme est mise en examen, l'avocat de la femme demande de constater la prescription. Entre avril 82 et fin 82 : pas d'acte de poursuite et d'instruction sur le fondement de l'homicide volontaire. Procureur général => pas d'interruption mais suspension car pas pu agir à cause d'un obstacle en raison de la procédure en cours contre le mari, ce n'est qu'à partir du moment où lui a avoué qu'il a pu agir. Pendant tout ce temps, il ne savait rien. Juridiction rejette l'argument du parquet. Criminelle : il appartient au procureur et aux enquêteurs de vérifier la véracité des déclarations des personnes en cause, la teneur de ces déclarations ne pouvant constituer un obstacle insurmontable à l'exercice des poursuites.

Tendance à l'allongement des délais soit par la loi ou par la jurisprudence qui fait une interprétation libérale du fond et des faits .

### §2 : les causes particulières d'extinction.

Elles sont d'applications ponctuelles en procédure pénale contrairement aux autres.

Transaction et retrait de la plainte

La transaction : règles de formation du contrat qui a force obligatoire. Article 2044 du code civil : règlement volontaire d'une situation. Transaction entre la victime et le délinquant.

Sur l'action publique, on ne peut jamais aboutir à faire de la transaction une cause d'extinction. Transaction victime & délinquant non.

Transaction parquet & délinquant : en principe, une fois que l'action publique est engagée, le parquet ne peut jamais revenir sur cet engagement, il faut raisonner non pas sur l'action publique mais sur les modes alternatifs aux poursuites. Dans l'esprit, un mode alternatif aux poursuites peut être considéré comme une forme de transaction mais la personne poursuivie n'apporte rien et ne va pas négocier. C'est pour cela qu'une procédure comme le plaideur coupable n'est pas une procédure transactionnelle. Finalement, on constate que la transaction n'a pas sa place. Transaction pour les administrations spécialisées qui ont le pouvoir de transiger sur l'action pénale. Infraction douanière : il est plus intéressant pour les douanes de transiger plutôt que d'aller au pénal. Valable pour les impôts. C'est le fait surtout des administrations spécialisées.

Retrait de la plainte.

On a vu que pour certaines actions, plainte préalable de la victime nécessaire => atteinte à la vie privée. Il faut une plainte préalable de la victime. Quand la victime retire sa plainte, la procédure est éteinte, le parquet va éteindre l'action publique.

§3 : l'autorité de la chose jugée au criminel sur le criminel.

Non bis in idem. Prohibition de secondes poursuites pour des faits identiques : CESDH : principe accepté.

Portée :

Une personne qui a été condamnée irrévocablement une 1<sup>ère</sup> fois ne peut être à nouveau poursuivie à raison des mêmes faits. Fondement sur la sécurité juridique. tout citoyen a droit à cette sécurité. C'est une façon de sanctionner des erreurs. Exemple : le parquet s'est trompé d'auteur et a mal orienté l'enquête. La personne poursuivie pourra se prévaloir de ce principe. Cette règle doit répondre à certaines conditions puis application de la règle

#### A. conditions d'application

le principe n'est possible que pour les décisions prises par les juridictions de jugement devenues irrévocables. Ce cadre général permet donc d'éliminer un certain nombre de décisions judiciaires qui ne sont jamais revêtues de la chose jugée.

Décisions qui ordonnent mesures d'instruction : pas de décisions statuant au fond : pas d'autorité.

Décisions qui clôturent l'instruction : soit juge dit charges insuffisante (non lieu) soit suffisante ordonnance de renvoi. Pour le non lieu, décision qui est revêtue de l'autorité de la chose jugée ? le juge d'instruction n'est pas une juridiction de jugement, il ne dit que la personne est innocente mais que les charges sont insuffisantes. De nouvelles poursuites sont impossibles, l'infraction n'existe pas sauf si des éléments nouveaux apparaissent. Les nouvelles poursuites sont possibles si de nouvelles preuves apparaissent. Les ordonnances de renvoi n'ont aucune autorité.

Pour pas de poursuites, il faut identité d'objets, de parties et de causes. Dès qu'il manque un élément, le principe ne s'applique pas.

#### B. les applications du principe

cas de manipulation pour éviter de se heurter à ce principe.

Procédure pénale 13 mars 07

## B. application du principe

Principe invoqué si les faits sont matériellement différents. Cas où les choses sont très claires. Hypothèse de vol répété. Chaque jour qui passe peut être considéré comme un nouveau vol.

Arrêt de principe : Chevalot, 20 mars 1956, Chambre criminelle => cas d'un 1<sup>er</sup> acquittement pour homicide volontaire puis nouvelle poursuite pour homicide involontaire. La chambre criminelle condamne la réouverture des poursuites en affirmant que les faits sont identiques et lorsqu'ils sont identiques, on ne peut pas poursuivre à nouveau. On ne peut pas poursuivre les mêmes faits même sur une qualification différente : règle d'ordre public. La procédure criminelle => spécificité : article 368 du CPP relatif à la procédure en matière criminelle. La justification du principe c'est la plénitude de juridiction du jury populaire qui siège aux assises => vox populi. Devoir de disqualification. Principe applicable aussi à la procédure correctionnelle et contraventionnelle : faits identiques : les secondes poursuites sont impossibles. Ce sont des faits identiques tant du point de vue matériel tant que du point de vue légal avec les qualifications pénales.

Arrêt Crim, 8 octobre 1959 : la victime meurt et le parquet veut poursuivre pour homicide involontaire. On prohibe les secondes poursuites car les faits sont identiques => application du principe. Ce qui change c'est le résultat dommageable. C'est l'élément moral de l'infraction qui est important. Il faut attendre que les éléments se soient stabilisés, le parquet a poursuivi trop tôt. Importance de l'élément moral de la cour de cassation.

Arrêt Thibaud : 25 mars 1954 : une femme avait été brûlée vive dans sa chambre. Le mari n'était pas là. Simplement, on trouve que les faits ne sont clairs et on le poursuit pour homicide involontaire, c'est lui qui avait placé la lampe à pétrole. Quelques temps après, pris de remords, le mari avoue que c'est lui qui a tué sa femme. la chambre criminelle : « le crime d'homicide qui se commet par la détermination de la volonté et le délit d'imprudence qui l'exclut sont deux infractions distinctes en leurs éléments de fait aussi bien qu'en leurs éléments de droit ; toute identité d'incrimination disparaît devant cette différence essentielle. » les faits étaient matériellement différents et juridiquement différents.

Deux jurisprudences simultanées, la chambre criminelle considère qu'elles ne sont pas incompatibles. Le fait nouveau => fait juridique ? ou fait matériel (changement d'élément moral) ? extrêmement arbitraire comme solution. Même consistance du fait originaire. Dans l'arrêt Thibault, on change d'élément moral faible => puissant. Critère de répartition paraît être l'élément moral. Homicide par imprudence => homicide volontaire. Cette jurisprudence a été entendue. Poursuites pour faux => poursuites pour escroquerie à l'aide du faux.

Conditions d'application de la règle : absence identité d'objet, de parti et de cause pour pouvoir faire des secondes poursuites. Cette jurisprudence a été confirmée par un arrêt Laurent du 19 mai 1983.



Action qui appartient au premier chef à la victime de l'infraction => en réparation du dommage, article 2 du CPP. Tout ceux qui ont personnellement souffert du dommage. L'action civile appartient au premier chef à ceux qui ont personnellement souffert d'un dommage direct. Si cette action est bien une action en réparation du dommage, elle connaît a priori certaines particularités du fait qu'elle est exercée devant un tribunal répressif. la source est spécifique : il faut que cela soit une infraction pénale obligatoirement. Victime au sens pénal ? blessé dans une affaire volontaire ou involontaire ? famille, victimes par ricochet => victime au sens pénal ?

Préjudice doit être direct => directement causé par l'infraction. Indemnisation au pénal ?

Délai de prescription ? la victime qui agit au pénal se soumet aux délais de prescription du code pénal. => solidarité des prescriptions lorsque l'action est exercée au pénal. L'action civile a aujourd'hui un régime complexe qui repasse la conception délinquant – victime-parquet. Aujourd'hui, ce n'est plus la configuration : tiers à l'infraction qui peuvent venir au procès. Exemple des associations qui n'ont pas subi d'infractions pénales. On quitte la sphère de la victime classique.

## Chapitre 1<sup>er</sup> : les rapports entre l'action civile et l'action publique

Système favorable à la victime. A priori, une victime peut obliger le parquet à poursuivre. Effets pervers : civiliser un procès pénal. Risque de dérive des procès répressif. il faut peser le pour et le contre de la présence de la victime au procès pénal. Pert l'opportunité des poursuites. Une procédure coûte aux deniers publics. une juridiction peut traiter une affaire dont la source est une infraction pénale. La juridiction répressive est compétente pour le tout. Si l'action publique est éteinte, pas possible d'aller au pénal. Penser à l'extinction de l'action publique.

L'action civile peut déclencher l'action publique. Le parquet va être obligé de poursuivre. C'est par le biais d'une plainte avec constitution de partie civile que l'on aboutit. Plainte au pénal => demander des dommages et intérêts ? => la réponse devrait être oui. La réponse est non, action civile au pénal : pas obligé de demander des dommages et intérêts. désir répressif suffit. Solution paradoxale. On est victime d'un dommage mais on peut ne pas demander réparation de ce dommage.

Si action au civile => indépendante de l'action publique exercée parallèlement. Question du sursis à statuer : le juge civil attend la décision du pénal et s'y soumet.

Loi récente du 5 mars 2007 : loi n°2007-291, JO 6 mars 2007 : renforcer l'équilibre de procédure pénale. Modification de la relation action publique – action civile ; redonner au parquet une plus grande maîtrise de la procédure et dans l'initiative des poursuites. Moyens dilatoires pour retarder l'examen de la question civile. Plainte avec constitution de partie civile : sur 300 000 informations ouvertes, 10 000 avec plainte avec constitution de partie civile. Initiative de la victime et non du parquet. 9000 se termine soit par un non lieu, soit irrecevable, soit refus d'informer de la part du juge d'instruction. L'idée est que les plaintes avec constitution de partie civile grippent le système. Idée qu'il faut éliminer un certain nombre de plaintes avec constitution de partie civile pour que la voie pénale retrouve tout son sens.

## Section 1 : l'option de la victime

## §1 : le principe de l'option

référence au choix & disposition de la victime d'après l'article 3 du procédure pénale. Article 4 du CPP : al 1. finalité d'un procès pénal est de déclarer une culpabilité. Le problème c'est le changement possible de voie. La victime peut changer de voie et adopter la voie civile. Cette solution est ancienne. article 426 du code de P. l'inverse n'est pas possible. La voie pénale est en principe fermée. Evaluer les chances de succès dans la procédure pénale : electa una via : quand on a choisit une voie, on ne la quitte plus. Article 5 du CPP. Personne poursuivie bénéficie d'un meilleur traitement au civil qu'au pénal. Cette solution est apparue trop dure.

## §2 : les tempéraments au principe

la jurisprudence et la loi en ont limité la portée. La loi : article 5 in fine la victime peut aller au pénal quand le tribunal répressif a été saisi par le parquet avant qu'un jugement sur le fond ait été rendu par un juge civil. le litige n'est pas complètement noué. La victime peut aller au pénal si le tribunal civil est un tribunal étranger. La victime peut aller au pénal si au moment où elle a exercé l'action au civil, elle ignorait que la source du dommage était pénale. Possible pour les infractions complexes.

Le victime peut aller au pénal si l'action qu'elle veut exercer n'a ni le même objet ni la même cause ni les mêmes parties au civil. en matière d'accident du travail. La règle n'est pas une règle d'ordre public, si personne ne l'invoque, on laisse la procédure pénale se poursuivre.

## Section 2 : l'influence de la voie pénale

On se place dans l'hypothèse où les deux instances civiles et pénales existent et toutes les deux suivent leurs cours. Or le risque d'une totale indépendance c'est une contrariété de décisions. La juridiction pénale relaxe alors que la juridiction civile accord des DI. Risque de contradiction entre les deux voies. L'indépendance ne peut pas être totale et il faut aménager leurs relations. Cet aménagement s'est fait au profit de la voie pénale avec cette idée que le criminel prime le civil. solutions que l'on va envisager. La solution du procès civil dépend du pénal. La juridiction civile va surseoir à statuer afin d'attendre la solution du procès pénal. La juridiction civile doit se soumettre à la décision pénale.

## §1 : le sursis à statuer du juge civil

article 4 al 2 du CPP.

L'article 4 ancien ne précisait qu'elle était la demande civile formulée au civil qui pouvait obliger le juge civil à surseoir à statuer. Le juge civil sursoit à statuer si l'action exercée est l'action en réparation causée par l'infraction pénale. Aussi si la décision pénale est susceptible d'influer sur la décision civile.

Civile 1<sup>ère</sup> 2 juillet 1991.

Chambre sociale, 12 mars 1991 : applique le sursis à statuer.

## Procédure pénale 19 mars 07

Les personnes qui ont les qualités d'auteurs et de victime sont les mêmes. Cette conception du sursis à statuer a été dépassée par la chambre criminelle qui s'est contentée d'une connexité entre les faits. Le sursis à statuer peut jouer dans ce cas là. Configuration libérale : le sursis à

statuer s'impose lorsque le préjudice dont se plaint une personne est poursuivi au pénal. En pratique, deux instances parallèles : instance pénale : moyen dilatoire à l'instance civile. Le pouvoir législatif a pris le parti de limiter les possibilités de surseoir à statuer. Loi du 5 mars 2007 : nouvelle rédaction de l'article 4 du code de procédure : le juge va pouvoir prendre parti lui même dans le sursis à statuer. Le juge appréciera au cas par cas ce sursis. => al 1 de l'art 4 : l'action civile en réparation du dommage causé par l'infraction, prévue par l'article 2 peut être exercée devant une juridiction civile séparément de l'action publique. Une victime peut agir soit au pénal soit au civil. on parle du dommage qui est directement issu de l'infraction.

Al 2 toutefois il est sursis au jugement de cette action tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique lorsque celle ci a été mise en mouvement. On parle de l'action en réparation du préjudice de l'article 2. cela veut dire que si on met en relation al 1 et al 2 , le sursis à statuer est obligatoire que si l'action civile est une action en réparation du dommage issue de l'infraction.

Al 3 : la mise en mouvement de l'action publique n'impose pas la suspension du jugement des autres actions exercées devant la juridiction civile, de quelle que nature qu'elle soit même si la décision à intervenir au pénal est susceptible d'exercer directement ou indirectement une influence sur la solution du procès civil. conception libérale. Le sursis à statuer est à la discrétion du juge civil. n'impose pas la suspension du jugement des autres actions.

Modifications des relations entre les deux actions : pb : contrariété entre les solutions des deux instances. On peut avoir une relaxe au pénal et une décision civile contraire antérieure : travaux préparatoires : on propose le recours en révision.

## §2 : le corollaire

autorité de la chose jugée au criminel sur le civil

cas où la juridiction pénale va rendre une décision qui va s'imposer au juge civil. cela offre aux parties des moyens de preuves plus puissants en procédure pénal qu'en procédure civile. En droit pénal : liberté de la preuve. On peut tout utiliser ; on ne déduit que c'est plus favorable à la vérité. Malgré ces arguments, certains proposent de supprimer ce principe ou alors d'en relativiser la portée. Sorte de présomption simple de vérité qui pourrait être renverser devant la juridiction civile. Autonomie des voix. Idée que l'on va gagner du temps car on attend la solution du procès pénal pour juger au civil. loi du 5 mars 2007 ne modifie pas ce principe. La loi n'en parle pas.

### A. appréciation de l'autorité de la chose jugée

réservée aux décisions émanant des juridictions répressives nationales avec des nuances à apporter aujourd'hui du fait des entraides judiciaires entre pays de l'union européenne. Souvent, on reconnaît la chose jugée étrangère en droit pénal. Classement sans suite est éliminé. Ordonnance du juge d'instruction est éliminée. Tous les jugements dits avant dire droit ne sont pas revêtue de l'autorité de la chose jugée. Exception : ordonnance pénale : procédure simplifiée de jugement qui est applicable à certains délits et contravention. Un juge qui rend un jugement de condamnation sans débats exécutoire et immédiatement. Comme il n'y a pas de débats contradictoires, on considère que le jugement n'a pas autorité de la chose jugée au civil. article 495-3 du CPP et 528-1 du CPP.

Les décisions pénales qui sont dotées de l'autorité de la chose jugée ne s'imposent pas entièrement aux juges civiles. Quand le juge pénal va apprécier des éléments de nature civile dans sa décision, ses appréciations n'auront qu'une autorité relative, le juge civil sera libre

d'apprécier librement les éléments civils. Expression fondamentale : autorité reconnue que ce qui a été certainement et nécessairement jugé par la juridiction répressive.

Certainement jugé : toutes les énonciations hypothétiques qui sont dans la décision pénale n'ont aucune autorité. Relaxe au bénéfice du doute => on considère qu'il y a une certitude du doute et que cette décision est revêtue de l'autorité de la chose jugée => certitude d'avoir reconnu un doute. Cela veut dire pas de dommages et intérêts au civil.

Nécessairement jugé : toutes les énonciations relatives aux éléments constitutifs de l'infraction, c'est à dire les éléments matériels et moraux des infractions qui ont pu être retenus. En revanche, toutes les constatations qui sont faites sur la peine est sur un mandat et n'est pas revêtue de l'autorité de la chose jugée sur le civil.

Tout le reste la juridiction pénale y est normalement indifférente.

## B. portée pratique

cette autorité de la chose jugée n'est pas d'ordre public, cela veut dire que si les parties ne soulèvent pas ce principe, le juge ne va pas s'y référer (moyen de pur intérêt privé). Les parties peuvent y renoncer. C'est une façon de limiter la portée du criminel sur le civil.

le jugement pénal est un jugement de condamnation :  
on a affirmé la culpabilité au pénal. Le juge civil devra affirmer qu'il y a une faute civile. le juge civil est libre sur la qualification de la faute civile.

Le jugement pénal est un jugement d'exemption de peines :  
On déclare la culpabilité de la personne poursuivie mais on ne lui impose pas de peine. Au niveau civil, on applique la déclaration de culpabilité et les dommages & intérêts seront accordés car culpabilité reconnue au pénal. Article 363 al 2 et 372 du CPP.

Le jugement pénal est un jugement de relaxe (tribunal de police & correctionnel) ou d'acquiescement. (crimes)

S'il s'agit d'un acquiescement, article 372 du CPP permet quand même l'octroi de dommages et intérêts lorsque les faits objets de l'accusation font apparaître une faute de l'accusé. Ex : meurtre : la cour d'assise acquiesce sur le meurtre et peut prononcer des dommages & intérêts sur l'homicide involontaire au civil. la cour d'assise ne nie pas les faits mais dit qu'il n'y a pas eu meurtre, il peut y avoir autre chose. Fondement autre que celui qui a permis l'acquiescement. S'il s'agit d'une relaxe, la juridiction civile peut se fonder sur une autre faute ou sur une autre modalité d'indemnisation que celle rejetées par le juge pénal. Problème au pénal. Accident de circulation : fondements différents. La loi du 10 juillet 2000 en matière de faute d'imprudence : avant cette loi, les relations entre la faute pénale et faute civile : unité des fautes civiles et pénales d'imprudence. On a constaté que pour avoir des dommages et intérêts, le juge pénal se sentait obligé de condamner. On a constaté pour des homicides involontaires pour avoir des dommages et intérêts => effet pervers : sorte de renversement. La loi de 2000 a rompu le principe d'unité des fautes pénales et civiles : maintenant il y a dualité. Une relaxe au pénal permet une relaxe. Cette solution se trouve à l'article 4-1 du CPP (loi du 10 juillet 2000) => + de liberté aux deux instances.

## Section 3 : la double finalité de l'action civile et pénale

Action civile et publique poursuivent deux finalités indépendantes ?

Civil : uniquement indemnitaire ? action publique : but répressif ?

Ce schéma ne correspond plus à la réalité actuelle. La question de la réparation civile du dommage est de plus en plus présente dans l'action civile et dans la procédure pénale en général. L'année dernière, en ce qui concerne le prononcé de la peine, il y avait une scission entre la déclaration de culpabilité et le prononcé d'une peine. On peut dispenser une personne de peine tout en reconnaissant la culpabilité. On a soit ajournement de peine ou soit dispense de peine. la réparation civile est finalement une question pénale aussi car elle va avoir des incidences sur la procédure. l'aboutissement de l'évolution est l'une des lois du 5 mars 2007 : loi sarkozy : n°2007-297, JO du 7 mars qui prévoit une nouvelle peine qui est la sanction réparation : modification de l'article 131-8 du code pénal. Lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, la juridiction peut prononcer à la place ou en même que la peine d'emprisonnement, la peine de sanction réparation : obligation pour le condamné dans le délai et selon les modalités fixées par la juridiction à l'indemnisation du préjudice de la victime. Confusion des genres ? privatisation rampante du procès pénal ?

Question sur la nature même de l'action publique.

Concernant l'action publique, de la même façon, on constate que l'action civile n'est pas indifférente à l'aspect répressif. on le voit à travers plusieurs solutions et dispositions législatives. Le fondement est simple. Intérêts doubles : espérer avoir une indemnisation satisfaction morale de voir déclarer la culpabilité de l'auteur de son dommage. Cette idée se trouve dans la constitution de partie civile. Techniquement, c'est vérifier. Si la loi le vérifie aussi, article 418 al3 énonce que la partie civile peut à l'appui de sa constitution demander des dommages et intérêts correspondant au préjudice, une victime peut très bien aller au pénal et faire état d'un préjudice et ne pas demander d'argent. Elle peut demander uniquement la déclaration de culpabilité. Cela veut dire que l'on peut poursuivre que la finalité répressive.

Chambre criminelle : hypothèses où elle est incompétente pour accorder des dommages et intérêts civils. Système autonome dans le code de la SS. Question de savoir si les victimes auraient recevables au pénal alors qu'elles savaient la juridiction pénale incompétente. Chambre criminelle a déclaré recevable. On en déduit qu'il y a bien une double finalité de l'action civile et surtout que la victime peut ne poursuivre que la finalité répressive, on ne lui barre la possibilité d'une action pénale ; aucune action n'est alors vraiment pure.

## Chapitre 2 : les conditions générales d'exercice de l'action civile

L'action civile exercée au pénal va obéir à des conditions particulières : CPP. On veut limiter les actions civiles en posant des conditions particulières. Pour limiter les actions civiles au pénal, on va poser des conditions de validité particulières. Le risque de multiplication des affaires s'est révélé minime, la chambre criminelle a assoupli jurisprudentiellement les actions posées par le code de procédure civile. Depuis 1 siècle : ouverture progressive de l'action. Grande diversité des règles d'exercice, on va multiplier les personnes qui vont pouvoir agir au pénal. On est dans un paysage relativement favorable à la victime ; vrai jusqu'à la loi du 5 mars 2007. modifie le régime des constitutions de parties civiles : modifie l'article 85 du CPP. Elément de rigidité.

## Section 1 : action et intervention

Deux possibilités d'agir : existence ou absence préalable de l'action civile : aspect chronologique. La partie civile va intervenir au procès : intervention. Si l'action publique n'a pas été encore engagée, la partie civile peut engager son action par voie d'action. Son action va déclencher l'action publique du parquet conformément à l'article 1<sup>er</sup> du CPP. En général, les victimes disposent de ses deux possibilités : voie d'intervention et voie de l'action. Certaines victimes n'auront que l'intervention. Les deux modalités pour agir ne sont pas données systématiquement à tout le monde.

### A. intervention

le fondement de l'intervention peut varier selon le stade de la procédure. le principe c'est que la victime peut intervenir dans la procédure pénale. Peut intervenir à tout moment de l'instruction. Cette déclaration est transmise au parquet. Elle peut intervenir au moins 24 heures avant l'audience. Les nouvelles techniques font que l'on peut faire ça par fax. Quand on utilise cette possibilité, il faut demander des dommages et intérêts. pouvait se constituer pendant l'audience : oui.

Certains organismes ne peuvent qu'intervenir au procès. Exemple des assureurs. Article 388-1 du CPP. Les associations : article 2-2 et suivants du CPP.

Procédure pénale 20 mars 07

- Citation directe :

à propos de l'action publique du parquet. La victime ou la personne qui se prétend telle va faire citer directement devant la juridiction de jugement une personne identifiée. Impossible dans certains cas : crimes, personne poursuivie est mineure, auteur des faits est inconnu et/ou en fuite. Articles 550 et suivants du CPP.

- Plainte avec constitution de partie civile :

le régime de ces plaintes est évoqué aux articles 85 et suivants au CPP. Plainte avec constitution de partie civile différente de plainte simple. Une plainte simple n'a pas d'incidence directe sur les poursuites. Si on est victime en matière criminelle, on a que la constitution de partie civile qui est disponible ; les modalités étaient simple avant 2007. avant la loi, pour se constituer, lettre datée et signée au doyen des juges d'instruction, soit se rendre dans un cabinet d'instruction et procès verbal. Accès direct au juge d'instruction. La loi du 5 mars 2007 modifie cet accès direct au juge, on ne peut pas plus porter plainte avec constitution de partie civile, on doit passer par le parquet, on doit justifier que l'on a porté plainte un service de police ou devant le procureur de la république : soit le procureur répond et dit que soit il poursuit soit il ne poursuit pas et on retrouve notre liberté d'agir devant le juge d'instruction. Si on a une réponse négative du parquet, l'action est plombée par la réponse négative du parquet.

Si le parquet ne répond rien, là on doit attendre un délai de 3 mois pour pouvoir retrouver sa liberté et pouvoir se constituer partie civile devant le juge d'instruction. Ce système est fait pour dissuader les actions civiles et donc on veut faire baisser le nombre de procédures. Issu

d'une proposition du rapport Magindi : célérité de la procédure en droit FR. => sorte de filtrage des constitutions de partie civile par le parquet.

Exceptions : loi sur la presse (1881) & infraction en matière électorale. Action civile est suspendue pendant l'examen de la plainte par le parquet.

Si la plainte est traitée, le juge va demander au parquet, le parquet va déclencher l'action publique, article 86 al 1 ; le magistrat du parquet peut formuler plusieurs demandes au juge d'instruction => article 86. al 4 => on permet au parquet de prendre des réquisitions de non lieu dans les cas où il est établi clairement que les faits dénoncés par la victime n'ont pas été commis.

- Effets de l'action de la victime

Le parquet va être obligé de déclencher sa propre action, la victime devient parti au procès pénal. Le fait qu'elle accède à la qualité de partie va lui donner des droits, notamment dans une procédure d'instruction. Il faut bien analyser les possibilités de recours de la victime qui sont concentrés sur les intérêts civils, idem pour le pourvoi en cassation. Articles 186 et suivants du CPP et 497-3 du CPP. Si compétence au civil, la juridiction répressive statue en une seule fois sur la question de la culpabilité et de la réparation du dommage. Le tribunal correctionnel est compétent au civil et au pénal. La victime n'a pas à aller devant la juridiction civile pour obtenir des D&I.

La victime va bénéficier des moyens de preuves de la procédure pénale ; la victime va recevoir l'appui des autorités d'enquête et de poursuite. La victime n'aura pas forcément à apporter toutes les preuves, c'est l'appareil judiciaire qui va lui permettre d'avoir toutes les preuves. Il y a un contrôle.

- Contrôle des actions civiles

Ici, on est dans le risque d'inflation des actions civiles, dans un système où on l'on donne un accès plus ou moins direct aux poursuites par les victimes, risque d'encombrement. Sentiment de dépossession éprouvé par le parquet. Question de l'équilibre des forces, si on offre les vannes aux victimes de procès pénal, on a un risque de surcharge de l'appareil judiciaire. Réaction négative des cabinets d'instruction. Inflation ? oui dans certains secteurs : droit pénal des sociétés. Idée est de canaliser ces plaintes : soit en amont, on freine les plaintes soit en engageant la responsabilité du plaideur pour abus de droit.

Au début de la procédure, en droit FR : on utilise le moyen financier pour bloquer les plaintes : consignation. Outil facile pour dissuader. Si pas de consignation, la plainte est irrecevable. La citation directe ne sera pas inscrite au tribunal correctionnel. Supposons que la procédure suive son terme et non lieu. La consignation garantira le paiement d'une amende qui pourra être prononcée contre la partie civile à la demande du parquet. Article 88-1 du CPP. Si l'action n'est pas exercée, on va rendre l'argent à la partie civile. Si on renvoie l'affaire devant la juridiction de jugement, on rend l'argent. La loi du 5 mars 2007 prévoit également un supplément de consignation lorsque la partie civile fait une demande d'expertise. La loi fait payer les victimes par le biais d'une consignation. Autre contrôle : quand une constitution de partie civile aboutit à un non lieu, la victime ne peut plus se constituer à nouveau pour des charges nouvelles. Elle va perdre le droit de se constituer à nouveau, seul le parquet peut demander la reprise de l'instruction.

Au milieu ou à la fin de la procédure, il y a un non lieu qui a été prononcé soit une relaxe. La personne qui a été mise en examen peut demander des dommages et intérêts à la victime. La personne mise en examen peut demander des dommages et intérêts au plaignant : article 91 al 2 au CPP. Manifestation de l'abus de droit. Devant la juridiction de jugement, la personne poursuivie peut avant le prononcé du jugement demander des D&I qui lui seront octroyés en cas de relaxe. Article 72 et 76 du CPP. Article 226-10 du code pénal concernant la dénonciation calomnieuse. Fonctionne si la victime sait que les faits invoqués sont faux. Pas dénonciation si on était de bonne foi. On peut agir sur 1382 du code civil. beaucoup de possibilités pour engager la responsabilité civile en matière d'abus de constitution de partie civile.

Section 2 : les conditions de fonds des articles 2 et 3 du CPP.

Conditions de recevabilité de l'action civile. Deux adverbess de l'al 1<sup>er</sup> : dommage subi personnellement et préjudice causé directement. On peut tout faire avec la causalité selon la conception. Une victime au sens de la procédure pénale : personne blessée ? famille ? etc. la question s'est compliquée avec l'admission de l'action de certains groupements qui veulent être au procès : victime directe ? on est parti d'une conception stricte des caractères personnels et directs du dommage puis on a abouti à une conception libérale avec une multiplication des actions civiles. Possibilité d'accès au prétoire dépend de la conception.

§1 : l'existence d'un préjudice

le préjudice est la condition sine qua none de la recevabilité de l'action civile. Pour certaines infractions, le préjudice est un élément constitutif de l'infraction : escroquerie. Sinon il faut démontrer l'existence du préjudice pour être déclaré recevable. Distinguer la démonstration du préjudice et d'en demander la réparation. La demande en réparation du préjudice est facultative. Distinguer la démonstration de l'existence du préjudice et la demande en réparation qui est un autre problème. Le préjudice doit apparaître comme possible ; plus on va avancer dans la procédure, on plus on va avancer dans la procédure. savoir ce que recouvre cette exigence. Si on va directement devant la juridiction de jugement, il faut évoquer l'existence d'un préjudice certain, actuel et direct.

§2 : préjudice réparable

article 3 du CPP : pas de sélection des préjudices. Action civile recevable pour tout chef de dommage. Pas d'exclusivité. Tout ce qui découle des faits. Malgré cette ouverture potentielle de l'action civile, la chambre criminelle a pourtant développé des freins.

A. les infractions sans dommage au particulier

construction exclusivement jurisprudentielle : on veut limiter les actions civiles des particuliers. La chambre criminelle a créé les infractions à l'intérêt général. Permettait de déclarer irrecevable les actions civiles des particuliers dans certains domaines. Caractère hypocrite de la qualification utilisée. Cette catégorie a prospéré avant de tomber en désuétude : il faut envisager certaines législations qui sont censées protéger d'avantage la collectivité que les intérêts particuliers ; infraction en matière d'urbanisme : seul le parquet pourra agir. La chambre criminelle : 22 août 1994. bulletin n°290. constater aussi pour le délit



d'omission de porter secours à personne en péril : créé pendant la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale. A la fin de la 2<sup>nd</sup> guerre mondiale, délit abrogé puis en 1945 on l'a rétabli. La chambre criminelle a commencé par indemniser un préjudice moral. Assouplissement. Reste les infractions de non dénonciation de crimes : assouplissement vis à vis de l'intérêt général 17 novembre 1993, criminelle ; la catégorie devient de plus en plus résiduelle.

## B. le dommage directement issu de l'infraction

la notion de préjudice direct ou indirect est une notion très malléable. Elle n'est pas définie dans le code. Les conditions de recevabilité sont entre les mains des tribunaux. Grande plasticité. => grande marge de manœuvre sur l'appréciation du caractère direct du préjudice. On constate dans ce domaine des incohérences sur l'approche qui est faite du caractère du préjudice. Préjudice civil est potentiellement inclus dans la définition légale de l'infraction. Quand on est victime de coups et blessures volontaires, le préjudice direct est le préjudice corporel. On assimile le préjudice civil au résultat pénal. C'est une première conception. Pour les infractions qui ne contiennent pas de résultats, pas de préjudice. C'est une conception intéressante que l'on trouve en droit civil sous le terme de relativité aquilienne. La jurisprudence a été sensible à ce raisonnement mais elle ne l'a pas totalement adopté.

Notion de tentative : commencement d'exécution qui n'a pas atteint son but pour des raisons extérieures à l'auteur. => on dit alors que puisqu'il n'y a pas de dommage, la victime de la tentative est irrecevable au pénal. Pourtant dans ce cas là, la victime est recevable dans le préjudice moral. Pas admise par les juridictions répressives. La victime est quand même recevable. Quelque chose de plus que la relativité aquilienne. On commence par indemniser le préjudice moral puis on passe au préjudice matériel => extension de la recevabilité. Question de savoir où on s'arrête : limite est assez arbitraire ; cas par cas et elle est en partie fondée sur l'existence d'autres qualifications pénales utilisables.

Exemple : personne qui transmet une arme à un détenu et le détenu tente de s'évader et commet des violences lors de cette tentative d'évasion. Le gardien de prison peut-il agir contre la personne qui a fourni l'arme ? lien direct entre l'évasion et la fourniture de l'arme. Chambre criminelle : réponse négative, arrêt du 15 décembre 1982. il faut toujours regarder l'infraction qui a été poursuivie. Le détenu n'a pas été condamné pour tentative d'homicide volontaire mais simplement pour tentative d'évasion. Dans ce cas là, on ne peut pas tirer une action civile recevable en réparation des blessures, si on condamne les deux : complicité est douteuse, pas de difficulté car on admet la recevabilité de l'action civile du blessé. Dans cette affaire, seul le détenu était poursuivi pour tentative de meurtre, on n'a pas pu condamner le fournisseur de l'arme solidairement avec le détenu. L'infraction pour lui n'existait pas. Adéquation entre le préjudice et le fondement des poursuites.

25 octobre 2005, suicide d'un adolescent de 16 ans avec une arme prêtée par un camarade.

Parents => indemnisation du préjudice, chambre criminelle dit que le préjudice n'est qu'indirecte et mauvais chef d'accusation. Attentif aux qualifications pénales utilisées.

## C. le dommage personnel

Conditions de recevabilité de l'action : la partie civile doit se prévaloir d'un préjudice personnel directement issu de l'infraction. Savoir si le préjudice civil réparable doit être égale à la punition de l'infraction.

Chambre criminelle : la victime peut demander réparation de son préjudice moral. Infractions formelles : pas de résultats pénal dans éléments constitutifs mais on admet la réparation d'un préjudice civil. le salarié d'une bijouterie qui est braqué peut arguer d'un préjudice moral : le préjudice moral est considéré comme directement issu du vol. les salariés ne sont pas les victimes initiales du vol ; le cercle des dommages personnels s'étend, d'autres personnes que la victime initiale pourront se constituer partie civile.

### C. le dommage personnel

On va appliquer à ce dommage des réflexions identiques à celle faites au préjudice direct. Personnel => façon restrictive : seule la victime première de l'infraction pourrait se prévaloir d'un dommage personnel, donc irrecevabilité pour les autres. La chambre criminelle a adopté cette conception pendant longtemps.

Victime par ricochet : proches : blessures involontaires, jusqu'en 1989, on considérait que les proches d'une victime blessée n'étaient pas recevables au terme de l'article 2 du CPP. Seul était recevable la victime blessée.

Arrêt du 9 février 1989 : bulletin criminelle n°63 : épouse et les enfants d'une personne blessée pouvaient obtenir réparation du dommage moral à la vue des graves blessures subies par la personne survivante : extension de la notion de dommage personnel. C'est une autre personne qui a subi le dommage. Préjudice personnel du fait de l'infraction de blessures involontaires => arbitraire dans la recevabilité des personnes admises :

Homicide involontaire dont est victime un associé : la société agit au motif qu'elle aurait subi un préjudice économique du fait du décès de son dirigeant. Recevabilité ? : on considère que la société ne subit ni un préjudice personnel, ni un préjudice direct en relation avec l'accident. Criminelle 17 février 1993 : Bulletin n°77. les solutions ne sont pas forcément cohérentes entre elles. Les juges répressif demeurent maître de la recevabilité. Voir article de M Mayaud : « la résistance du droit pénal au préjudice », Mélanges Bouloc, Dalloz 2006, page 807. logique d'extension des conditions de recevabilité de l'action civile ➔ textes particuliers ont admis des tiers au procès pénal => contexte général d'admission plus large de tiers au procès pénal auxquels on va donner une action civile totale. Réserve loi du 5 mars 2007

## Chapitre 3 : conditions spéciales d'exercice de l'action civile

Article 2 et 3 du CPP => personnes physiques. L'évolution => groupements forçaient la porte du prétoire pénal et demandaient à intervenir => lié au développement des associations et des syndicats professionnels, la procédure pénale a du prendre parti à leur place dans la procédure. jamais un groupement ne peut répondre aux conditions du préjudice direct et personnel : un groupement ne peut être victime d'homicide. Problème de cohérence intellectuelle. Le législateur a posé des conditions d'actions différentes d'accès aux prétoires pénaux pour eux. La procédure doit prendre partie sur le statut à accorder à ces groupements. Si ce principe est clair, il faut adapter les conditions des articles 2 et 3. problème de terminologie : défense de l'intérêt général par le parquet + intérêt individuel (victime directe

ou ses proches). Or un groupement ne situe dans la défense d'aucun de ces deux intérêts → on a créé une nouvelle expression : les groupements défendent un intérêt collectif & catégoriel. Défense d'une certaine catégorie de la population. Il faut effectivement positionner l'action dite collective par rapport aux deux autres intérêts. on ne va pas dire que l'intérêt collectif est un faux intérêt général, ce n'est pas dire autrement que des groupements défendent l'intérêt général alors que ce devrait être le parquet ? présence de la victime initiale au parquet ? la présence des groupements n'est pas forcément satisfaisante pour la victime. Gérer les rapport avec le parquet et rapport avec la victime.

## Section 1 : conditions particulières liées à la défense de certains intérêts.

Les juges répressifs ont été réticents à admettre au procès pénal la présence de groupements en estimant qu'ils n'étaient pas de vrais victimes au sens pénal du terme. Il est apparu cependant que leurs présences pouvaient présenter des intérêts : un groupement peut assister et conseiller la victime. Dans les cas où la victime est en situation de faiblesse, un groupement peut l'aider et l'assister dans la procédure. => infraction de violences faites aux femmes. Appui déterminant dans les procédures. Surtout pour les victimes en situation de faiblesse qui n'agiraient pas forcément sans le groupement puissant. Fonction d'assistance et de conseil de la victime. Le parquet a devant lui des interlocuteurs compétents en général et le parquet peut se sentir doubler par des actions collectives. Si on admet que ces groupements puissent être au prétoire. Moyens pour agir ?

Soit on dit que ce sont des tiers => intervention au cours du procès pénal quand les poursuites sont déjà engagées.

Soit on ne fait pas de différences car défendent un intérêt collectif => voie de l'action dans la procédure. le parquet est réticent. « ministère public au petit pied ». il est impossible de donner une réponse globale à ces questions. Chaque catégorie de groupements a ses statuts.

Gradation dans les groupements : ceux qui sont favorisés sont les syndicats. Action générale : action civile + poursuites pénales.

Association => intérêts éthiques & moraux. Conditions d'exercice de l'action civile différentes. On va adopter les modalités procédurales selon l'action défendue, il y a donc une sélection des actions qui se fait par différents moyens. => clivage entre les syndicats et les associations.

Motivation => risque d'une inflation des actions civiles et que le procès pénal perde sa vraie nature. Il a fallu quantonner les actions de ces tiers dans des limites raisonnables en admettant les conditions de l'article 2.

### §1 : syndicats et ordres professionnels

#### A. syndicats

bénéficient d'une habilitation légale générale. Texte spécifique relatif à leurs actions : article L 411-11 du code du travail => sous les articles 2 et 3 du CPP. Action de type générale.

Action générale devant toutes les juridictions, action directe : les syndicats peuvent agir directement au pénal. Libéralisme dans les conditions : préjudice direct ou indirect causé à l'intérêt collectif de la profession représentée. => très favorable aux syndicats. Il n'y a pas de distinctions selon les infractions. Un syndicat peut agir sur n'importe quel fondement. une association ne peut pas agir sur n'importe quel fondement. le préjudice personnel est supprimé, c'est l'intérêt collectif de la profession qui subit le préjudice. Il a fallu que les juges

répressif définissent l'intérêt collectif : le texte ne définit rien. Le juge répressif a le pouvoir de définir l'intérêt collectif.

Exemples : accident du travail et manquement aux règles d'hygiène et de sécurité ; syndicat professionnel peut agir pour homicide involontaire. Intérêt collectif => collectivité des salariés de l'entreprise. Le syndicat va pouvoir agir. La victime peut ne pas être présente au procès pénal. => intérêt collectif = respect de la réglementation du travail.

Bijoutier qui est tué lors d'un braquage & idem pour un chauffeur de taxis. Syndicats recevables ? la chambre criminelle refuse aux syndicats qu'ils soient présents au procès au motif qu'ils ne défendent pas un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession.

➔ il faut analyser la mission du syndicat avec l'action dont il dispose. Mission d'un syndicat de taxis & bijoutier => veiller à la sécurité des personnes ? => non. Le syndicat doit veiller au respect des règles pour les professionnels. Différent de l'entreprise. Dépend de la mission du syndicat. Criminelle 29 janvier 1986.

Meurtre de deux inspecteurs du travail. Syndicat déclaré recevable. Prerogatives + exercice de leur mission donc recevabilité du syndicat. Le syndicat a été déclaré recevable devant les juridictions du fond (chambre de l'instruction). On est pourtant à la limite de l'intérêt collectif. Mettre en rapport l'intérêt collectif et la mission du syndicat. Idem dans l'action associative.

## B. ordres et autres organismes professionnels

certaines professions sont structurées par des ordres professionnels qui sont organisés géographiquement. Ordre des médecins, avocat, architectes. Conseil départemental & régional & national. Idée qu'à chaque niveau, il n'y a pas les mêmes possibilités d'agir. Pour un ordre, l'action civile sera donner à l'ordre national et non pas département et pour un autre ordre, c'est différent. L'action des ordres est fondée sur des textes spécifiques. Médecins : code de santé publique. Habilitation pour agir au procès pénal. Agir sur quels fondements ?

=> adéquation avec la mission : médecins : exercice illégal de la médecine. Violation du statut du médecin que l'ordre avait pour mission de défendre. Menace de mort contre un médecin => ordre irrecevable. Ordre doit veiller au respect de la déontologie. Problème des ordres c'est leur coexistence avec les syndicats. Il peut y avoir coexistence des deux actions. Les actions civiles sont possibles à des conditions différentes et pour des infractions qui sont parfois identiques & parfois différentes.

Fédération : sport.

Recevabilité => affaire de corruption. Problème dans l'action civile des fédérations. Les fédérations peuvent se constituer partie civile. Affaire OM VA. Arrêt Criminelle du 4 février 1997.

## §2 : les associations

contrairement aux syndicats, les associations ne bénéficient pas d'une habilitation législative générale. Les associations ont une habilitation ponctuelle et spéciale. Cela veut dire que la loi doit habilitier au cas par cas les catégories d'association qu'elle veut bien voir dans la procédure pénale. Tous les textes d'habilitation sont aux articles 2-1 et suivants du CPP. Tous les textes sont différents, cela dépend de l'association. Elles doivent être agréées ou reconnu d'utilité publique. Elles doivent toujours être déclarées. Tous dépend de l'association. Les associations doivent aussi avoir des statuts dont l'objet statutaire comprend la défense des

valeurs protégées par les infractions en question. Une association ne peut agir sur n'importe quels fondements. Les associations doivent avoir été créées depuis 3 ou 5 ans. Eviter la création pour faire des procès. Il y a une très hétérogénéité des associations admises.

Domaines visés : discriminations & racisme & enfance martyrisée & violences familiales & délinquance routière & malades & handicapés. Domaine tout à fait spécifique. Il faut que l'association ait pour objet la lutte contre telle ou telle chose.

Préjudice ? les textes n'exigent pas de préjudice direct, ils exigent un préjudice indirect ou pas du tout de préjudice. Action pour défendre un intérêt collectif.

Textes visent une liste d'infraction. Article 2-2 du CPP : violences sexuelles et/ ou exercées contre un membre de la famille. Voir article 221-1 et suivants du code pénal. Domaine spécifique. Préjudice quelque fois inexistant. Liste d'infractions qui encadre l'action.

Action ou intervention. Cela dépend du domaine.

Association doit avoir reçue l'accord de la victime avant d'agir : infractions plus ou moins privées. Ce sont des actions qui touchent à l'intimité de la vie familiale. Façon d'encadrer une nouvelle fois l'action associative. Critère d'encadrement.

Exemple : lutte contre le tabagisme.

Arrêt Criminelle le 29 juin 1994. bulletin n° 261. dirigeant de la SEITA : poursuites pour publicité illicite en faveur du tabac. Associations vont contrôler la publicité + avertissements des consommateurs. Dommage dit anonyme : les individus n'agissent pas. Force des associations. Prohibe les éléments graphiques qui pourraient inciter à consommer du tabac. Mention uniquement de la dénomination du produit et de la marque : publicité neutre. Ceci est doublé par le fait que sur les paquets, est inscrit des mentions dissuasives. « léger c'est léger ». expression illicite. Comité national de lutte contre le tabac se constitue partie civile, l'auteur de l'infraction conteste la recevabilité de l'association. Les juges vont analyser les statuts du comité : objet de l'association : lutte contre le tabac, association a plus de 5 ans + article L 355-32 du code de la santé publique. Pouvoir d'exercer. Le texte n'exige pas la démonstration d'un préjudice personnel.

Accident de circulation : chambre criminelle a admis les associations de lutte contre la violence routière alors qu'il n'y avait pas de textes d'habilitation. Politique criminelle de recevabilité. On constate que les juges répressifs reçoivent les associations pour la défense de l'environnement. Les juges répressifs octroient eux même une sorte d'habilitation et le législateur entérine par la suite.

Cas des associations de consommateurs.

La protection des consommateurs a été reconnue très tôt et les associations de protections ont bénéficié d'autorisation pour agir au civil. loi Royer de 1973 : possibilité pour agir. Article L 411-1 du code de la consommation. Pose les conditions de recevabilité de l'action des consommateurs. Condition d'indépendance à l'égard de toutes formes de lobbying. Préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs. Associations peuvent avoir des dommages et intérêts. elles peuvent demander la cessation des agissements illicites. Extrêmement important concernant les pouvoirs des associations. => articles 421-1 et suivants du code de la consommation.

Action dite en représentation conjointe : cela veut dire que l'association va recevoir un mandat de plusieurs consommateurs identifiés pour agir en réparation de leurs préjudices individuels. Il faut que les préjudices aient une origine commune. Association peut prendre en charge tous les préjudices et demander réparation au tribunal répressif. il y a bien deux actions différentes. Action de groupe est autre chose => catégories de consommateurs et non pas de préjudices individualisés.

## Section 2 : les régimes d'indemnisation spécifiques

Se sont substitués à l'action civile traditionnelle afin de favoriser la réparation des préjudices. Il faut comprendre que dans certaines hypothèses, l'indemnisation du dommage ne passe pas forcément par l'exercice d'une action civile ; cas où on détache l'indemnisation de l'infraction en la fondant sur d'autres notions que la faute pénale. Au pénal, on agit sur la faute, au civil, on agit sur l'implication du domicile en cas d'accident de voiture. Déconnecter le fondement de l'indemnisation civile au fondement d'une déclaration préalable de culpabilité. On veut rompre le lien entre le pénal et le civil. en responsabilité civile, on va utiliser la faute objective. On va se fonder sur le caractère particulier de l'infraction pour justifier un régime particulier d'indemnisation. Ceci se voit en matière d'infractions de terrorisme où l'indemnisation des dommages causés par des infractions de terrorisme correspond à une indemnisation particulière. Système autonome d'indemnisation : fond de garantie qui permet d'indemniser les victimes de certaines infractions pénales.

1977 => loi du 3 janvier

institue un régime d'indemnisation par l'Etat des victimes ayant subies des dommages corporels causés par une infraction pénale ; le système était assez rigide puisqu'on ne parlait que des dommages corporels graves. Commission => CIVI : pour indemniser les victimes d'infraction pénale. Une commission dans chaque TGI. on a admis que ce système fonctionne pour les victimes d'atteinte aux biens & conditions particulières. On exigeait de la victime qu'elle ne puisse pas obtenir réparation via un autre système. Phénomène dans les années 80 avec une vague d'attentats qui a produit un certain nombre de dommages à certaines victimes, question d'une indemnisation spécifique des victimes de terrorismes. Au bout d'un certain temps, on a fusionné les deux régimes. 1977 (infraction pénale) et 1986 (terrorisme) dans la loi du 6 juillet 1990 avec la création d'un fond de garantie unique qui s'appelle le fond de garanties des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions. => FGTI. Articles 706-3 et suivants du CPP.

### A. le régime des articles 706-3 et suivants du CPP

ces textes permettent à toute personne ayant subi un préjudice résultant de fait volontaire ou non qui présente le caractère matériel d'une infraction, d'obtenir réparation de ces dommages. Réparation des dommages à la personne + réparation des dommages issus des infractions d'atteinte aux biens. Au niveau du préjudice, on répare les préjudices corporels, etc, voir code. On répare le décès. Suivant les infractions, on est plus ou moins souple sur la durée de l'ITT. Le dommage de l'indemnisation est très large, préjudice matériel => liste d'infractions concernées. Il faut que la victime se trouve dans une situation matérielle ou psychologique grave.

Dommages exclus : peuvent être indemnisés par un autre système d'indemnisation. Exemple : accident de la route : loi du 5 juillet 1985. idem pour le terrorisme.

Victimes pouvant demander réparation : victime doit être soit FR, soit UE, sinon, elle doit être en séjour régulier sur le territoire au jour où elle fait la demande de réparation. La faute de la victime peut réduire son droit à réparation. La victime formule une demande auprès d'une CIVI rattachée à un TGI. la procédure est civile, le contentieux va aller devant une cour d'appel civile et une chambre civile de la Cour de cassation. On a 3 ans pour formuler une demande d'indemnisation. La commission peut faire procéder à des investigations et peut

accorder une provision et même elle peut rendre sa décision avant même que la juridiction pénale ait statué sur les poursuites. Pénales. Le sursis à statuer ne joue pas dans ce cas là. La commission a un libre choix dans sa décision par rapport à la juridiction pénale. Elle attend souvent quand il est possible que la victime ait commis une faute grave, la faute de la victime peut conduire à un refus d'indemnisation. Préjudice corporel => indemnisation totale. Préjudice matériel => plafond. Les sommes sont versées très rapidement (1 mois après la notification de la décision). Système de subrogation dans les droits des victimes.

## B. les victimes d'actes de terrorisme

le fond est le même mais le système d'indemnisation est différent. Personne visée : soit des personnes victimes d'actes de terrorisme sur le territoire nationale. Soit personnes FR victimes à l'étranger d'actes de terrorisme : article 706-16 et suivants du CPP. Si la victime a commis une faute, son droit à indemnisation peut être réduit ou refuser. On indemnise essentiellement les dommages corporels, préjudices matériels ne sont indemnisés que si contrat d'assurance sur les biens. Article L 126-2 du code des assurances. Loi du 26 janvier 2006. pour les victimes d'actes de terrorisme, le fond est alimenté par les assurances via les primes et les cotisations versées par les compagnies. Acte de terrorisme : on s'adresse directement au fond d'indemnisation. Le fond va être subrogé dans notre droit. Si on n'est pas d'accord avec la proposition du fond, c'est le juge civil qui est compétent. Système intéressant pour les victimes. Gazette du palais, n° spécial, 21 novembre 2006, n°323.

## Seconde Partie : la phase préalable au procès pénal.

L'affaire pour être jugée doit être mise en état. Juge de la mise en état. En droit pénal, ces fonctions vont être remplies tantôt par le parquet, tantôt par le juge d'instruction. Cette phase va être plus ou longue selon la complexité de l'affaire. Les protagonistes seront différents selon cette phase. On va vérifier les éléments constitutifs de l'infraction, qualification pénale des faits, on cherche l'auteur + complices, etc. comme c'est une phase délicate, les magistrats vont être aidés par des auxiliaires de justice : PJ + experts + fonctionnaires. cette phase est normalement secrète. Article 11 du CPP. Il y a un risque qu'on n'ait pas toutes les garanties pour protéger les libertés individuelles. Existence de garanties pour protéger les libertés individuelles dans le caractère transparent d'une procédure. => enjeu important.

Le procès est public. On a érigé un certain nombre de règles pour éviter les risques liés au caractère secret de la procédure pour protéger la présomption d'innocence, personnes impliquées, respect du contradictoire, droit à l'assistance d'un avocat (garde à vue), dispositions qui vont encadrer les mesures de contraintes : détention provisoire. Principes qui ont été groupés dans l'article préliminaire du CPP : issu de la loi du 15 juin 2000. il faut utiliser la chronologie des faits.

On va partir de la commission de l'acte, ensuite, il y a une constatation judiciaire de l'acte, ensuite ces personnes prendront une décision concernant les poursuites (enquête + instruction), au bout de cette phase d'enquête ou d'instruction, les autorités compétences prendront une décision d'arrêt de la procédure ou de renvoi devant une juridiction de jugement. Ce cheminement est brouillé par les procédures alternatives aux poursuites. Difficultés : selon la catégorie d'infractions, la procédure est différente (mesures de contraintes), plus l'infraction est dite grave, moins les garanties sont importantes, garde à vue standard : 24h, crime organisé : 48 ou 96h de GAV. On va déroger aux principes directeurs et les adapter en fonction de la garde à vue : perquisitions, écoutes, etc. Idée de flexibilité de la

procédure en raison de la nature de l'infraction => article de Mme Lazerges, « du dédoublement de la procédure pénale », Mélange Bouloc, page 573, Dalloz 2006. => 26 procédure particulières.

## Titre 1 : l'enquête

PJ => fonctionnaires qui vont intervenir lors de la commission d'une infraction. OPJ et APJ : officiers et les agents. Cette PJ est évoquée aux articles 12 et suivants du CPP. Ce sont eux qui vont constater l'infraction. Travail d'investigation et de recherche des preuves, la police dispose d'un certain nombre de moyens d'investigation.

Dans la procédure pénale classique, il faut distinguer à quel moment où la police intervient ; plus la police intervient à un moment proche de l'infraction, plus elle a de pouvoirs et inversement. => 2 enquêtes : préliminaire (on suppose l'infraction) et le flagrant délit (on sait qu'il y a une infraction) toute l'enquête est fondée sur cette notion de proximité avec l'infraction. Aujourd'hui, on tend à un rapprochement entre les deux enquêtes. Tendance n'est pas à donner à la police moins de pouvoirs mais plus ; on tend à la police en enquête préliminaire des pouvoirs de l'enquête de flagrance. Ces OPJ sont composés à l'origine de fonctionnaires relevant du ministère de la police et ceux qui relèvent du ministère de la défense : gendarmerie. Ces fonctionnaires ont été regroupés par la loi du 23 janvier 2006 ➔ PJ : article 16 du CPP. Le rôle de cette police pendant la phase d'enquête est de rassembler les preuves et de rechercher le ou les auteurs de l'infraction. Elle est sous le contrôle du parquet (article 12 du CPP) en phase d'instruction, la police exécute les délégations du juge d'instruction. Il faut bien distinguer la phase d'enquête et la phase d'instruction. La police judiciaire va recevoir les plaintes et les dénonciations. Article 15-3 du CPP. Transmission des plaintes pour traitement. La police peut aussi constater directement une infraction, elle va alors dresser un PV d'infraction.

La police est surveillée par le procureur général de la Cour d'appel. Les actes de police sont contrôlés par la chambre de l'instruction de la Cour d'appel. Surveillance du parquet et contrôle du juge judiciaire. La police a une compétence territoriale. Aujourd'hui, les limites géographiques peuvent constituer un handicap et on a créé des offices nationaux avec compétences sur tout le territoire : exemple : office central de lutte contre le trafic des biens culturels, banditisme.

## Chapitre 1<sup>er</sup> : les différentes sortes d'enquête

2 types : préliminaire et flagrance. Avant on privilégie le flagrant délit.

### Section 1 : l'enquête préliminaire

#### A. initiative de l'enquête

enquête est évoquée aux articles 75 et suivants du CPP. => enquête qui est diligentée soit sur instruction du parquet soit la police d'office va ouvrir une enquête préliminaire. Les rapports que la police entretient avec le parquet sont un peu informel. La loi du 5 juin 2000 a mieux encadré l'enquête préliminaire du point de vue du temps pendant lequel elle peut être faite. Si l'enquête est ordonnée par le parquet, le parquet va fixer un délai pendant lequel l'enquête



doit être effectuée. Si les enquêteurs trouvent de la matière, le parquet peut prolonger le délai ; si c'est la police qui a ouvert d'office son enquête, elle doit rendre compte au parquet après 6 mois d'enquête. Si au cours de cette enquête, la police identifie une personne qu'elle soupçonne d'avoir commis une infraction, elle doit alors avertir immédiatement le parquet, article 75-2 du CPP. Cette information n'est pas prescrite à peine de nullité.

On constate quand même qu'il y a des formalités à remplir par les autorités de poursuite et qu'elles ne le sont pas, la chambre criminelle est peu encline à annuler la procédure. proportion à annuler des actes qui ne correspondent pas à des exigences légales ; arrêt du 23 août 2005, bulletin n°209 : pas d'incidence sur la validité de l'acte si par d'avertissement au parquet. La police avait tardé à informer le parquet.

Si un acte illégal est le support de la procédure et que l'on annule, on est obligé de tout annuler. Les effets induits peuvent être énormes sur la procédure, tendance du juge à ne pas annuler. On fait une évaluation coût et avantage.

## B. objet de l'enquête

objectif : faire du renseignement => renseignements qui vont servir au parquet qui vont prendre la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre. Cette enquête n'est pas utilisable lors d'une instruction en cours, elle est toujours antérieure à une instruction, ou lorsqu'une information est ouverte. => d'où le nom de préliminaire. Certains qualifient l'enquête préliminaire de phase d'instruction faite par la PJ. On reproche à cette phase c'est ne pas présenter toutes les garanties que l'on peut trouver dans une procédure d'instruction. Il faut être pointilleux sur les relations juridiques qui vont exister sur cette phase. Si on fait des actes irréguliers pendant l'enquête et que l'on ouvre une instruction, il va falloir prendre partie sur la relation juridique entre le dossier de l'enquête et ceux que le juge va pouvoir en faire.

La PJ doit prendre en compte les victimes, elle a des obligations d'information à l'égard des victimes. Article 75 du CPP.

## C. les moyens de l'enquête

préliminaire : les moyens dont disposent la police sont moins puissants que pour une enquête de flagrance. La police peut mettre en garde à vue.

La police peut perquisitionner : acte d'investigation dans un lieu normalement clos et elle a pour but de recueillir des indices qui vont permettre d'établir l'existence de l'infraction. Ce qui compte dans une perquisition, c'est que les enquêteurs soient actifs, si on remet volontairement un document à la police, ce n'est pas une perquisition. Important car on ne peut perquisitionner en préliminaire qu'avec l'accord de la personne concernée. Il faut une activité de la police. La loi Perben II du 9 mars 2004 a éliminé l'accord des personnes concernées pour les délits punis d'une peine >5ans de prison. Les policiers doivent être munis d'une autorisation du juge des libertés. Le parquet va demander l'autorisation ; cette même loi permet de perquisitionner en dehors des heures légales. Sur autorisation du juge des libertés, on peut passer outre les heures légales, articles 706-90 et suivants du CPP.

## Procédure pénale 2 avril 07

Cas des saisis lors d'une enquête préliminaire. Evoquées à l'article 76 du CPP : la police ne peut saisir des biens qu'avec l'accord des personnes intéressées. Même régime que les perquisitions. Avant de saisir, l'OPJ doit s'assurer du respect du secret professionnel et des

droits de la défense. Une fois que les objets sont saisis, ils sont inventoriés et placés sous scellés. La loi Perben II déroge à l'exigence de l'accord lorsque le délit est puni d'une peine d'emprisonnement supérieur à 5 ans.

Les auditions : avant la loi de 1993, cela suivait le régime des saisis. Puis on a dérogé à l'accord, lorsque l'on est convoqué par la police, on est obligé d'y aller. Sinon OPJ peut utiliser la force publique. Obliger les personnes convoquées à venir aux convocations. Il faut bien distinguer le régime des auditions de celui de la garde à vue, une audition n'est pas la garde à vue. On ne peut être retenu que le temps strictement nécessaire à l'audition si aucun indice ne fait présumé notre culpabilité, sinon la police peut passer au régime de la garde à vue. On peut utiliser la garde à vue lors d'une enquête préliminaire. La police peut faire des prélèvements externes sur les personnes externes : 73-3 et -2 du CPP : photographie, digitale, palmaire avec autorisation du parquet (principe civil de l'indisponibilité du corps). Si on refuse, le refus est sanctionné pénalement. On admet l'accès au système informatique des personnes concernées.

Les OPJ peuvent recourir à toute personne qualifiée : art 77-1 du CPP après autorisation du parquet : médecin qui examine la victime d'un viol.

Demande de documents : il n'est pas question de documents pendant les perquisitions, c'est out à fait autre chose, la police peut demander à des établissements, organismes privés ou publics ou à toutes personnes qui détient des documents nécessaires à l'enquête de lui fournir. Pas possible d'opposer le secret professionnel. Ces documents peuvent être des documents informatiques ou numériques, la loi du 5 mars 2007 a rajouté la forme numérique pour faciliter l'enquête.

L'enquête préliminaire est très informelle, il y a tout au long de cette enquête aucune appréciation de la validité des actes faite le juge au moment où la police fait ses actes. On a compensé cette absence par des autorisations du parquet. Dans certains cas, l'OPJ ne peut agir que si autorisation via le parquet : le parquet va valider l'acte qui va être par la police mais pas de validité postérieure par un juge du siège ; si l'acte est irrégulier, on peut faire annuler mais c'est long, jusqu'en appel généralement. Difficultés pour faire annuler postérieurement des actes irréguliers ; cas limites pour faire constater les faits par la police, arrêt 23 août 1994, Criminelle : poursuites fondées sur le code rural : chasse. 3 gardes nationaux de la chasse observent à la jumelle dans un lieu fermé et constate des infractions. Ils opèrent leurs constatations de l'extérieur. Les poursuites sont déclenchées sur la base des PV : personnes poursuivies invoquent l'article 8 de la CESDH + article 226-1 du Code pénal : violation de l'intimité de la vie privée. La chambre criminelle rejette l'argument au motif que la mesure d'investigation a été effectuée sans stratagème ni artifice. Les policiers ont agi dans le cadre d'une enquête préliminaire donc on a validé des actes d'enquête préliminaire faits sans l'assentiment des personnes concernées. Jurisprudence libérale.

Pouvoirs de la police sont de plus en plus puissants en matière d'enquête préliminaire. On remarque que l'enquête préliminaire se rapproche de l'enquête de flagrance : 2 enquêtes nécessaires ? ne serait il plus simple de faire fusionner les deux enquêtes ?

Limites : la police ne peut pas procéder à des écoutes lors d'une enquête préliminaire jusqu'en 2004. depuis la loi Perben II, quand on est en matière de criminalité organisée : les écoutes peuvent être faites sur autorisation du juge des libertés et de la détention. Article 706-95 du CPP. Idem pour la flagrance.

## Section 2 : l'enquête de flagrance

Les pouvoirs de la police sont les plus grands ; => instruction du fait de la police. On a beaucoup d'éléments que dans une enquête préliminaire. Demande une efficacité. Article 53 et suivants du CPP. Seulement il n'est pas clair que savoir ce qu'est une flagrance.

### §1 : la flagrance

#### A. hypothèses de flagrance

article 53, gradation des cas de flagrance. Les pouvoirs d'enquête de la police n'étaient renforcés que pour les crimes flagrants. Puis le CPP en 1958, on a étendu la procédure de flagrance aux délits et exclusion des contraventions. est une infraction flagrance quand il y a crime ou délit qui se commet actuellement ou qui se vient de se commettre.

=> flagrance par définition.

Le législateur a dit que c'était trop réducteur et a créé d'autres cas de flagrance : « il y a aussi ... lorsque dans un temps voisin de l'action la personne est poursuivie par la clameur publique » hypothèse de la flagrance par présomption. La personne poursuivie est trouvée en possession d'objets laissant penser que. La constatation de la possession d'indice peut se passer 3 mois après l'infraction et on peut ouvrir une flagrance. A cela, on ajoute des cas de flagrance par assimilation : pas le critère temporel, matériel => lorsqu'il y a disparition d'une personne.

1<sup>er</sup> : on découvre un cadavre ou une personne blessée + suspicion d'infraction pénale (article 74 du CPP) pas de critère temporel. On ouvre une flagrance

2<sup>ème</sup> : disparition d'un enfant mineur ou majeur protégé. Vient d'intervenir : enquête de flagrance (74-1 du CPP)

3<sup>ème</sup> : recherche d'une personne en fuite (74-2 du CPP)

débat autour des conditions de la flagrance, la police peut être tenté d'ouvrir une enquête sous le régime de la flagrance et parfois les critères de la flagrance ne sont pas réunis.

Exemple : renseignement anonyme : suffit à la police pour ouvrir une enquête de flagrance ou élément qui fonde une enquête préliminaire ? le principe c'est que le renseignement anonyme seul est insuffisant pour répondre aux conditions de l'article 53. ce renseignement doit être conforté par des éléments extérieurs qui le rendent crédibles.=> crédibilité de l'acte. Plus le renseignement est crédible, plus le recours à la flagrance se justifie. Idée qu'il faut autre chose. 17 octobre 1995, Criminelle. Les policiers ouvrent une enquête de flagrance. La personne concernée dit qu'au moment de l'ouverture de l'enquête de flagrance, c'était une dénonciation anonyme. Moment de l'interpellation. La personne attaque les PV sous l'empire de la flagrance. Les juges rejettent la demande en nullité au motif que la dénonciation recueillie par PV faisant état d'une sollicitation de nature à caractériser le délit de trafic d'influence qui se commettaient ou venaient de se commettre constituait l'indice apparent au sens de l'article 53 du CPP. Pour les juges, le renseignement n'était pas anonyme et était fortifié par des éléments extérieurs. Il faut qu'il y ait des raisons crédibles sur le fait que l'infraction va se commettre.

6 février 1997 : bulletin criminelle numéro 49. il s'agit ici d'une perquisition effectuée dans un restaurant et on trouve dans un sac poubelle plus de 500 notes de restaurant. A la suite de cette découverte, les policiers ouvrent une enquête de flagrance fondée sur l'abus de biens sociaux. Appropriation privée de recettes. Les personnes poursuivies demandent la nullité du

procès verbal du fait que les papiers ne révèlent rien et que les policiers ne rentrent pas dans le cas d'une enquête de flagrance.

## B. la procédure de flagrance

l'enquête préliminaire peut durer 6 mois, enquête de flagrance : 8 jours. Lié à l'importance des pouvoirs. Prolongation de 8 jours quand il s'agit d'un crime ou d'un délit d'une peine supérieure ou égal à 5 de prison. Extension de la durée de l'enquête. Dans ce cas là, c'est le parquet qui décide de prolonger l'enquête et la police va se soumettre à la demande du parquet. OPJ doit informer les victimes lorsqu'il est en flagrance, information des victimes de leurs droits ; article 53-1 du CPP. Le parquet doit être informé qu'un crime ou un délit vient de se commettre, le parquet doit venir sur les lieux en cas de crime ; cette présence du parquet n'est pas obligatoire mais en cas de meurtre, le parquet se déplace. Si le parquet se déplace sur les lieux, la police est dessaisie des pouvoirs d'enquête mais en pratique, le parquet laisse travailler la police. Procéder à la conservation des indices. Il peut procéder à la vérification d'identité des personnes. Il peut enfin défendre à toutes personnes de s'éloigner du lieu de l'infraction. Lorsque les preuves sont altérées : contravention de 4<sup>ème</sup> classe.

## §2 : les pouvoirs d'enquête liés à la flagrance

pouvoirs de la police proches de ceux d'un juge d'instruction. Confusion dans la répartition des fonctions en matière de procédure pénale : principe fondamentale : séparation des fonctions. La police n'est pas juge du siège. On les appelle des pouvoirs de police. Révèle une véritable mise en état de l'affaire, on dépasse des pouvoirs de police, la police ne peut pas délivrer de mandat. Sinon c'est de la mise en état d'un dossier. Les actes ne peuvent être faits que par des OPJ et non des APJ. Le parquet a également des pouvoirs plus importants en flagrance qu'en préliminaire ou en instruction. Il y a une autre répartition des pouvoirs selon la nature de l'enquête.

### A. pouvoir de la police judiciaire

modalités d'exercice sont différents de la préliminaire. Surtout perquisition et saisie. Elle peut le faire sans l'accord des personnes intéressées. Uniquement en cas de flagrance, les personnes ne peuvent pas s'y opposer. Les lois récentes ont étendues ces pouvoirs au système informatique. La police peut accéder au système informatique et procéder à toutes les investigations. Article 57-1 du CPP. La perquisition doit se faire en notre présence, sinon la police doit aller chercher deux témoins qui doivent assister à la perquisition. Il faut toujours qu'il y ait quelqu'un. La perquisition ne peut pas avoir lieu de nuit : 6h à 21h. cependant, exception en matière de trafic de stupéfiant, article L 627 du code de la santé publique + en matière de criminalité organisée avec autorisation du juge des libertés.

Au cours de la perquisition, les policiers ne peuvent pas saisir tout, uniquement les éléments qui apparaissent en relation avec l'enquête. Si ils découvrent autre chose, arrêt criminel 15 décembre 1992 concernant un cambriolage dans le domicile d'une personne (vol avec arme), vol de divers objets dont une chaîne HIFI. 2 jours plus tard, domicile d'un tiers à sa demande qui leur signale un autre vol, dans l'appartement, présence d'une chaîne HIFI correspondant à la définition de la précédente, alerte les collègues qui viennent perquisitionner en flagrance chez la jeune femme. trouvent des armes, la perquisition a servi à identifier des auteurs de braquage. La jeune femme demande l'annulation du PV. Les juges du fond refusent d'annuler

le PV au motif que même si la police n'est pas venue sur le fondement des indices, ils ont connaissance d'éléments suffisants montrant un comportement délictueux correspondant à l'article 53 (flagrance).

Article 706-93 de la loi Perben II : si les perquisitions révèlent des infractions autres que celle dont on avait visé, ces perquisitions sont valables. Le juge doit viser certaines infractions. Lors des perquisitions, on découvre autre chose, on va quand même valider l'ensemble bien que l'autorisation du juge ne porte pas sur eux. Réseaux les problèmes d'extension d'enquête. Ces perquisitions doivent garantir les secrets des documents. Article 56. la police doit prendre toutes les mesures propres à assurer le respect du secret professionnel. Dès que la perquisition est faite, l'OPJ dresse PV et est signé par la personne intéressée. Il y a des professions où les perquisitions sont soumises à des cas particuliers.

Exemples : cabinet d'avocats ou domicile d'un avocat. Dans ce cas là, la perquisition n'est pas effectuée par la police mais par un magistrat. Décision écrite d'un magistrat. Cette perquisition se fait en présence du bâtonnier de l'ordre des avocats. Loi du 12 décembre 2005 renforce les modalités de perquisition. En cas de désaccords magistrat, bâtonnier, c'est le juge des libertés qui décide. Idem pour le cabinet d'un médecin, notaire, huissier. => rapport avec le secret professionnel.

Entreprises de presse : magistrat qui veille à certaines garanties : secret des sources, article 56-2 et suivants du CPP.

### Procédure pénale 3 avril 07

Nouvelles règles concernant la criminalité organisée concernant la loi Perben II. Dans le cadre des perquisitions, le texte concernant les perquisitions est l'article 706-89 du CPP : autorise les perquisitions hors des heures légales. Les policiers peuvent procéder à des auditions et des expertises par une personne qualifiée. Article 60 du CPP. idem pour la vérification d'identités. La police peut opérer des prélèvements ; il y a une différence dans les conditions dans lesquelles ces perquisitions peuvent être opérées. L'OPJ peut le faire de son propre chef en flagrance, en préliminaire, il faut l'autorisation du parquet. Les lois récentes ont également permis de faire des relevés signalétiques afin d'alimenter les fichiers de police.

### B. les pouvoirs des magistrats

Le procureur de la république supervise les enquêtes de police. Rattaché au tribunal correctionnel. Il peut se transporter sur les lieux d'une infraction, en pratique, il ne le fait que pour les infractions les plus graves. Le parquet peut décerner un mandat d'amener contre toute personne soupçonnée d'avoir participé à l'infraction et il peut l'interroger sur le champ. On suppose qu'il n'y a pas d'instruction. Les mandats sont du pouvoir du juge d'instruction. La juridiction d'instruction n'est pas encore saisie. En matière de flagrance, si il y a un homicide, le juge d'instruction peut aussi venir. Le parquet peut demander l'ouverture de l'instruction immédiatement après présence du juge d'instruction sur les lieux. Article 72 du code de procédure pénale. Ventilation des pouvoirs entre le parquet et l'instruction. Cas particulier.

### C. pouvoir de toute personne d'arrêter une autre

Article 73 du CPP. Autorise en cas de crimes ou de délit flagrant toute personne pour appréhender l'auteur de l'infraction. Conditions : flagrance et peine d'emprisonnement. Cet article 73 ne fait pas obligation de le faire, l'obligation relève de la compétence de la police.

Concernant les dommages physiques et matérielles qui peuvent être causés à la personne arrêtée. Pas de précision sur les conditions dans l'arrestation.

Exemples : criminelle, 16 février 1988 : mineur qui est surpris dans un magasin en train de voler, faits à 16h et un des membres du personnel le conduit au bureau de la direction où se trouvent deux autres personnes, gardé jusqu'à 23h et malmené. Le mineur les poursuit pour séquestration arbitraire et coups et blessures volontaires ; pour se disculper, les personnes concernées invoquent l'article 73. rejet des juges du fond + chambre criminelle => ce n'est qu'à la condition qu'ils remettent le délinquant immédiatement à la police, on ne prend pas parti sur la suite. La remise doit être immédiate et doit se faire dans un temps très proche.

Tribunal correctionnel de Paris, 1<sup>er</sup> octobre 1991 : conductrice à l'arrêt à un feu rouge, car jacking + vol à l'arraché, la conductrice ne se démonte pas. Elle les poursuit, elle heurte le scooter qui s'encastre dans un véhicule, le conducteur est tué, le passager est tué, la conductrice est arrêtée, interrogée => homicide involontaire. Invoque l'article 73 du CPP. Les juges rejettent l'article 73 car ce n'est pas une justification de l'infraction pénale : irresponsabilité pénale ne peut pas être utilisée. Pas de confusion entre l'irresponsabilité pénale et la légitime pénale ; idée de proportionnalité dans la mise en œuvre de l'article 73.

Criminelle, 13 avril 2005 : personne qui de son appartement a tiré sur d'autres qui fracturaient des voitures ; invoque l'article 73, les juges refusent. Idée de proportionnalité. => 2 critères : usage de la force doit être nécessaire et proportionné aux conditions de l'arrestation. Ces deux critères ont été rappelés par un arrêt du 28 mars 2006 : personne qui est victime d'une tentative de cambriolage et surprend les cambrioleurs. Un mort. 1<sup>er</sup> instance et en appel : le propriétaire des lieux est relaxé sur le fondement de l'article 73. idée que les faits se sont enchaînés à une vitesse telle que l'on ne sait pas où est la responsabilité des partis. Arrêt est cassé et chambre criminelle dit que les juges n'ont pas recherché si en l'espèce le comportement du propriétaire était absolument nécessaire pour appréhender l'auteur de l'infraction. Problème de la qualification pénale ; liaison avec la légitime défense.

### Section 3 : le contrôle de la régularité des enquêtes

#### A. le contrôle des actes effectués

secret de l'enquête et de l'instruction. Marge de manœuvre laissée à la police ; question de la régularité des pouvoirs d'enquête. Article 59 du CPP. Al 2 qui traite des perquisitions. Les formalités qui sont prévues sont prescrites à peine de nullité de l'acte .réaction en chaîne. Soit on annule uniquement l'acte irrégulier, s'il a donné prise à d'autres actes subséquents, tout va tomber. Il faut être très rigoureux sur les conditions. la jurisprudence a ses critères : actes qui font grief ou non à la personne poursuivie. Pas que des nullités textuelles, il y a celle de la jurisprudence.

Les juges vont contrôler ensuite la qualité des fonctionnaires qui vont procéder à ces actes, il y a des fonctionnaires qui peuvent procéder à des perquisitions et saisies. Il faut comprendre qu'en principe chaque corps de fonctionnaires vient avec ses propres règles de compétence. Il y a des cas où le fonctionnaire habilité devra être autorisé pour participer à l'acte. Il faut une autorisation supplémentaire dans certains cas. Arrêt criminelle, 17 octobre 1994, s'agit d'une procédure fiscale, agents des impôts se rendent dans un restaurant pour effectuer un contrôle fiscal, ils se font assister de la gendarmerie et se poste à l'arrière du bâtiment, un individu s'enfuit, la personne qui s'enfuit est dépourvu de titres de séjour + travail illégal. Les gendarmes disent qu'ils sont en flagrant délit de travail dissimulé et ils se mettent à

perquisitionner sans l'accord des personnes intéressées et saisissent des documents comptables avec les mecs des impôts. Le propriétaire invoque un détournement de procédure. la chambre d'accusation dit qu'il y avait flagrant délit donc ok pour la gendarmerie, l'arrêt est cassé par la chambre criminelle car ce n'est pas la police qui est en tort mais les agents des impôts qui n'avaient pas à participer à la perquisition en liaison avec l'autre infraction (travail dissimulé).

## B. contrôle de l'initiative de la police

exemple tiré de la loi Perben 2 : infiltration et surveillance en matière de criminalité organisée. Procédure pénale : principe de liberté de preuve. Différent si particulier ou police. Un particulier peut commettre un acte illégal pour obtenir une preuve. Pour les autorités de poursuite, la liberté de la preuve est plus encadrée. Dans certains cas, ils s'avèrent que les moyens à la disposition d'enquête s'avère insuffisant, on a donné dans certains cas à la police des moyens différents. La loi Perben 2 admet que la police infiltre des groupes qui se livrent à certaines infractions de criminalité organisée. L'infiltration est considérée comme un stratagème. Article 706-81 et suivants du CPP. Le juge d'instruction peut aussi autoriser la police. Les surveillances sont invoquées à l'article 706-81 du CPP : raisons plausibles que les personnes participent à de la criminalité organisée. Les opérations de surveillance peuvent porter sur tout le territoire. On surveille les personnes et l'acheminement du transport d'objets volés. Une infiltration est définie aux articles 706-81 et suivants du CPP. Policier infiltré peut faire beaucoup de choses : livraison de stupéfiant, etc. il peut aussi fournir des moyens pour commettre des infractions. On valide les actes d'infiltration et comme la police participe à la commission d'infractions pénales, on va les exonérer. Comme ce sont des actes étonnants, ils sont soumis à une autorisation du parquet ou le juge d'instruction. => ordonnance & autorisation par écrit en spécifiant bien les infractions poursuivies + motivation de l'autorisation + fixe la durée de l'infiltration ; protection de l'identité du policier. Il faut du concret pour condamner. Si l'autorisation n'est pas donnée par écrit, l'autorisation est nulle.

## Chapitre 2 : les vérifications et contrôle d'identité et la garde à vue.

Touche directement la personne. mode autonome d'identification ; si à la suite de ce contrôle, il apparaît que la personne peut être suspectée, on peut la placer en garde à vue. Cohérence de l'ensemble ; on a déjà évoqué indirectement les vérifications d'identité lors de l'enquête de flagrance, article 61 et 62 du CPP. Si on parle de la garde à vue, c'est une possibilité offerte à la police pour obtenir la preuve d'une infraction et l'identité de l'auteur, ce n'est qu'une possibilité parmi d'autres. Cette mesure a une mauvaise réputation mais elle est commandée par la nécessité de l'enquête concernant la garde à vue ; jusqu'à une période récente, la présence d'un défenseur n'était pas prévue à l'origine. Jusqu'en 1993, la garde à vue se passait sans présence de tiers. L'avocat est présent pendant une demi heure. La loi du 5 mars 2007 : en matière criminelle, on prévoit l'enregistrement pendant les gardes à vues. On essaye d'équilibrer et dans un autre côté, on renforce les conditions. mesures de contraintes importantes.

### Section 1<sup>er</sup> : les contrôles et les vérifications d'identité

On ne peut pas faire sans ; les modalités de contrôle et de vérification doivent être clairement encadrées pour contrôler et vérifier les identités. Conflit entre l'ordre public et la liberté d'aller et venir. Dans le cadre d'une enquête, comprendre que plus on avance dans l'enquête, plus les pouvoirs sont augmentés. Ceci explique que les vérifications qui sont opérées dans le

cadre d'une enquête ont été légalisées. Cadre des opérations coup de poing. Distinguer la police judiciaire et la police administrative. Ligue de démarcation. Loi du 10 juin 1983. loi du 24 juillet 2006 concernant les contrôles et les vérifications d'identité.

## §1 : les contrôles d'identité

ces contrôles sont évoqués aux articles 78-1 du CPP. Toute personne qui se trouve sur le territoire national doit accepter de se prêter à un contrôle d'identité dans les conditions et par les autorités de police. Il y a des conditions que pour que la PJ procède à un contrôle d'identité.

Soupçon de commission d'infraction & préparation d'une infraction, susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête. Recherche ordonnée par l'autorité judiciaire.

### Procédure pénale 23 avril 07

Différence essentielle entre les contrôles de police judiciaire et les contrôles de police administrative. Article 78-2 du CPP qui évoque les contrôles d'identité effectués par la police judiciaire. La condition pour que le contrôle d'identité soit licite, c'est qu'il existe des raisons plausibles que la personne contrôlée a subi un certain nombre d'actes. Les actes sont mentionnés à l'article 78-2. gradation dans les raisons plausibles du plus fort au moins fort.

Exemples : arrêt cour d'appel aix en provence, 20 juin 1996, a commis ou a tenté de commettre une infraction, personne qui se trouvait dans un secteur où c'était produit des agressions. La police est sur les lieux ; pas de flagrance, la personne en question cherche à éviter le contrôle de police, la police l'arrête + contrôle d'identité. La personne contrôlée attaque sur la légalité du contrôle. La cour d'appel a validé le contrôle d'identité.

Personne qui porte ostensiblement un couteau qui appartient à la 6<sup>ème</sup> catégorie ; le port d'un couteau 6<sup>ème</sup> catégorie est interdit, cour d'appel de Grenoble 12 mars 1997. enquête et les dénonciations anonymes.

Concernant les dénonciations anonymes, la police procède au contrôle, une dénonciation anonyme ne répond à l'article 78-2, nécessite d'autres éléments, une simple dénonciation anonyme ne suffit pas. Appréciation au cas par cas. Tendance à considérer que des éléments assez fragiles ne peuvent constituer un fondement à un contrôle ;

Contrôle de police administrative : contrôle dit préventif qui est destiné à faire barrage à la commission d'infractions éventuelles, de ce fait, les contrôles de police administrative doivent être enfermés dans des conditions plus strictes des contrôles de police judiciaire. La loi a posé des cas de contrôles de police administrative qui relève tous du même esprit. Le contrôle de toute personne quel que soit son comportement pour prévenir une atteinte à l'ordre public. Caractère vague de la notion d'atteinte à l'ordre public, avant 1993, la chambre criminelle exigeait un comportement spécifique de la personne qui devait être contrôlée. Le législateur a modifié le texte. => quel que soit le comportement ; loi avait été attaquée par le conseil constitutionnel, mais le conseil a validé la rédaction de ce texte. Quand la police procède à un contrôle de type administratif, elle doit se placer dans une position particulière avec des circonstances particulières qui prouvent le risque d'atteinte à l'ordre public quel que soit le comportement de la personne. => circonstances spécifiques du contrôle.



Exemple : lieu où le nombre d'infractions est élevé. Le contrôle d'identité sera validé, on ne tient pas compte du comportement de l'individu. Cassation, criminelle, 10 octobre 1993 : personnes que la police avait contrôlé sur une place (lieu où la sécurité des personnes est menacée) la chambre d'accusation annule le procès verbal. Insuffisant pour valider le contrôle. La cour de cassation tend à valider le contrôle ; rechercher si le lieu est un lieu à risque.

Plan vigipirate : contrôle d'identité + interpellation : suffit à valider un contrôle de police administrative ? => oui, jurisprudence : preuve de circonstances particulières exigées par le conseil constitution, août 1993. Chambre criminelle 18 mars 1998.

opération coup de poing qui se font sur réquisition du parquet : article 78-2 alinéa 2 du CPP : s'agit ici de réquisitions effectuées par le parquet pour la police, le parquet va préciser quel lieu et à quelle heure il veut voir les contrôles d'identité. => police administrative. Différence : il faut des réquisition du parquet, le contrôle doit être validé avant par le parquet sinon pas d'hypothèses légales pour contrôler.

Contrôles qui sont effectués dans les zones frontalières issues de Schengen, les contrôles d'identité peuvent être pratiqué dans n'importe quel lieu et à n'importe quel moment, cf accords de Schengen de 1990. cas des contrôles spécifiques effectués dans les gares et les aéroports : lieu de circulation dense de personnes.

Infraction spécifique : travail dissimulé, article 78-2-1 : la police peut procéder sur réquisition du parquet à des contrôles dans les entreprises. Il faut un support légal particulier.

## §2 : les vérifications d'identité

la personne contrôlé refuse ou ne peut pas justifier de son identité. Dans ce cas là, la police peut retenir la personne soit sur place soit l'amener au local de police, la mesure de contrainte est plus importante car il y a une rétention de la personne. la personne est présentée devant un OPJ et la personne doit justifier son identité. On prévient un proche, on peut aussi aviser le parquet de la vérification d'identité dont on fait l'objet. Le risque est que la rétention se prolonge, la personne ne peut être retenue que pendant le temps strictement nécessaire pour justifier son identité, la rétention ne doit pas excéder 4 heures, si on refuse toujours, la vérification peut être élargie à la prise d'empreintes, de photographies et la police fera une recherche fichier. Cette procédure ne peut être mise en œuvre que si elle constitue l'unique moyen de vérifier la personne.

## §3 : les fouilles de véhicules

jurisprudence constitutionnelle et pénale nourrie, 2003 : les fouilles de véhicules ont été validées dans des cas particuliers, le texte de base sur lequel s'appuient les fouilles est l'article 78-2-2 du CPP : ces fouilles sont enfermées dans un certain nombre de conditions, on ne peut pas procéder à la fouille d'un véhicule lors d'un simple contrôle, il faut des réquisitions du parquet. Ensuite, il faut que les fouilles soient effectuées dans le cadre d'enquête sur des infractions spécifiques : terrorisme, armes, explosif, vol, recel, trafic de stupéfiant.

Il faut que le véhicule fouillé appartienne à une personne contre laquelle on a des raisons plausibles de penser qu'elle participe à une des infractions citées ou bien qu'elle a commis un crime ou un délit flagrant. Si on n'est pas dans une de ses conditions, la loi admet également que l'on peut procéder à une fouille de véhicule en cas d'atteinte à aux personnes et aux biens

+ prévention. Sur le plan pratique, uniquement dans sur la voie publique ou lieu accessible au public. L'immobilisation du véhicule ne peut excéder 30 minutes : loi du 18 mars 2003.

## Section 2 : la Garde à vue

La garde à vue pouvait être faite aussi lors d'une procédure d'instruction, soit enquête, soit vérification d'identité. => fait pour la police de garder à sa disposition une ou plusieurs personnes, seul un OPJ peut garder à sa disposition une ou plusieurs personnes, la garde à vue est une mesure contraignante et la garde à vue doit être distinguée des mesures de surveillances. Il s'agissait dans cette affaire , criminelle 13 octobre 1998, personne souffrante, la garde à vue se déroulait entrecoupée de périodes d'hospitalisation, la personne hospitalisée disait que pendant qu'elle était à l'hôpital, elle était encore en garde à vue donc délai légal dépassé donc illégal. La chambre criminelle a considéré que ce n'est pas le cas car lorsqu'elle était à l'hôpital elle était sous surveillance et non pas en gav. La garde à vue fait l'objet d'un régime complexe qui dépend de la nature de l'infraction. Mesure contestée et qui est difficilement contour nable et qui était une mesure secrète jusqu'en 2007. pour couper court à ces critiques, la loi du 5 mars 2007 autorise l'enregistrement des gav seulement en matière criminelle, l'enregistrement est limité au crime ; l'enregistrement des gav ne se fait pas en matière de criminalité organisée car procédure pénale dérogatoire. Donc intérêt limité de l'enregistrement des gav, les délits ne sont pas concernés. Mesure plutôt symbolique.

### §1 : régime de la garde à vue

clivage s'opère entre le droit commun de la garde à vue et lorsque c'est une exception.

#### A. le droit commun de la gav

##### a) qui place en garde à vue

ce sont les OPJ qui placent en gav et théoriquement le juge d'instruction mais c'est extrêmement rare donc la règle est plutôt le placement par un OPJ donc le parquet ne pas placer en gav ni les agents de police judiciaire. Quand on est dans une procédure d'enquête, on constate qu'il un rapprochement entre les régimes. Les textes de l'enquête préliminaire renvoient à la gav de l'enquête de flagrance. Par ce renvoie, c'est le même régime sauf petite différence.

##### b) qui ? et pendant combien de temps ?

toute personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, cas pour les deux enquêtes. Une fois que la personne est placée en gav, l'OPJ en informe immédiatement le parquet, ce n'est pas toujours le cas. Formalités importantes sinon la gav peut être attaquée et invalidée. Le magistrat apparaît comme un garant de la liberté individuelle car il va contrôler la régularité de la garde à vue. Un simple témoin ne peut être placé en gav, ce doit être un suspect. 24h de garde à vue, il se peut que ces 24h ne soient pas suffisantes, dans ce cas, on va demander une prolongation à l'autorité de contrôle. Différence entre l'enquête préliminaire et l'enquête de flagrance, dans une enquête préliminaire, la police a moins de pouvoirs qu'en flagrance, la gav en préliminaire mérite qu'on ne lui accorde qu'en flagrance. Prolongation plus souple en flagrance qu'en préliminaire. En préliminaire, la personne gardée à vue doit

être présentée physiquement au parquet, le magistrat du parquet va voir si la prolongation est nécessaire. En flagrance, pas besoin de présenter la personne au parquet, le parquet donne une autorisation par écrit du parquet. Exception.

Dans les deux enquêtes, s'il existe à la fin de la gav des éléments de nature à motiver l'exercice de poursuites, les personnes vont être déférées devant le procureur de la république ou on peut les remettre en liberté. article 63 al4 flagrance et 77 al3 préliminaire.

#### c) moment du placement en gav

pas de problème quand il y a interpellation et que la personne concernée est conduite au poste. Le moment du placement est l'interpellation. Moment du placement est fondamental pour calculer le délai et pour déclencher les droits de la personne gardée à vue. Ce moment est difficile à déterminer si elle a été auditionnée avant ou perquisition. Le principe est que la gav commence quand la personne a du se tenir à disposition de la police et qu'elle est privée de sa liberté d'aller et venir. Lorsque la personne est convoquée, le placement n'intervient pas forcément à ce moment là. Appréciation au cas par cas, commence par une audition sur convocation, si en cours d'audition, si les éléments sont suffisants, la police peut arrêter l'audition et placer en gav. Arrêt de la chambre criminelle du 18 juin 1998 : personne convoquée dans les locaux de la police à 14h30, audition pendant une heure et placement en gav à 15h30. les personnes gardées à vue attaquent le point de départ du délai, la chambre criminelle a dit qu'une personne pouvait être entendue sur convocation sans être placée en gav.

Il se peut que la police admette un placement rétroactif. Favorable pour la personne. la notification des droits et l'information du parquet aura été plus tardive, problèmes de légalité. Règle posée en 1998, placement rétroactif, la police peut accepter un placement dit rétroactif.

### B. cas particuliers de gav

#### a) cas qui tiennent aux personnes

mineur dont le statut pénal est régi par l'ordonnance du 2 février 1945, article 4 de l'ordonnance qui instaure un régime qui es fondé sur les classes d'âge. 13-16 ans. Mineur de 13 ans = -13ans ➔ mineurs ne peuvent pas être placés en gav quelle que soit l'infraction en principe, il y a une exception qui concerne les mineurs de 10 à 13 ans lorsqu'un mineur de cet âge est censé avoir un crime ou délit > 5 ans. Le mineur peut être retenu pendant une durée de 12 heures ; prolongation possible de 12heures après une décision motivée. Les mineurs de 13 à 16 ans peuvent être mis en gav pour 24h, pas de prolongation possible sauf si crime ou délit > 5ans de prison ; prolongation de 12 heures avec présentation du mineur au parquet ou au juge d'instruction. Pour les mineurs de 16 à 18 ans : droit commun de la garde à vue, mais la prolongation ne peut se faire que sur présentation du mineur.

Garde à vue de mineur : toujours enregistrement audiovisuel de la garde à vue.

#### b) infractions

régime dérogatoire propre à la criminalité organisée où l'on va admettre un certain nombre de prolongations après les 48 heures du droit commun ( prolongation comprise). Dans ce cas, il est possible d'avoir deux prolongations supplémentaires donc 96 heures de gav. Article 706-

88 du CPP. Prolongations sont autorisées soit par le JDL, soit juge d'instruction. Dans ces deux cas, un examen médical est de droit. Ces prolongations ont été encore modifiées par la loi du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme, on peut porter la durée totale de la gav à 6 jours : 144 heures. On essaye d'adapter la garde à vue à la gravité de l'infraction. voir la loi Perben II.

En matière de prolongation de garde à vue, il faut toujours l'intervention d'un magistrat, plus on est dans une prolongation exceptionnelle, plus on demande une intervention d'un magistrat du siège.

Procédure pénale 24 avril 07

§2 : exécution de la garde à vue

#### A. les droits

gav = mesure de contrainte : elle déclenche afin d'équilibrer l'aspect négatif de la mesure un certain nombre de mesures dont va bénéficier la personne en gav.

\_ notification du placement en gav avec l'énoncé de tous les droits : elle doit être immédiate, si le retard est injustifié, il peut être sanctionné par la nullité du placement, exception textuelle et en pratique. Le texte même qui est l'article 63-1 du CPP, ce texte admet que la notification des droits soit fait dans un délai de 3 heures à compter du placement en gav, il y a des cas où la personne gardée à vue est incapable de comprendre la notification des droits (exemple : personne en état d'ébriété => chambre de dégrisement et on lui notifiera les droits lorsqu'elle aura toute sa conscience pour les comprendre. Jurisprudence constante. Criminelle, 4 janvier 2005. la deuxième nuance : présence d'une personne de langue étrangère. Esprit est le même.

\_ présence d'un avocat : article 63-4 du CPP, jusqu'en 1993 : pas d'avocats. Pour justifier l'absence de l'avocat, on avançait le principe du secret de l'enquête (article 11 du CPP). Les avocats sont tenus au secret professionnel. On voulait bloquer l'accès à l'avocat pendant la gav, le barreau est-il capable de faire face à des demandes de personnes en gav. Sous l'influence de la CEDH, le législateur a opté pour une présence limitée de l'avocat pendant la garde à vue.

On a admis en premier lieu la présence de l'avocat à la 20<sup>e</sup> heure de la garde à vue ; on a pu vérifier qu'un certain nombre de garde à vue prenait fin à la 19<sup>e</sup>. donc ces éléments ont conduit le législateur à modifier la période pendant laquelle l'avocat est présent.

Loi de 2000 : l'avocat est présent dès le début de la garde à vue. La police appelle le barreau, avocat commis d'office, sinon il est désigné par la personne concernée. La présence de l'avocat dure ½ heure. On doit savoir au début de la gav pourquoi on est là.

Difficulté à trouver un avocat. Question de l'exécution de la gav. La chambre criminelle a adopté l'obligation de moyen : on attend pas la venue de l'avocat. Criminelle 13 février 1996 : information du bâtonnier de l'ordre, l'OPJ n'a pas l'obligation de rendre effectif la rencontre avec l'avocat. Quand l'avocat arrive en retard, la gav peut commencer avant : 13 décembre 2006, Criminelle. L'OPJ n'a pas à différer l'audition d'une personne en gav dans l'attente d'un avocat. Intervention de l'avocat est prévue à la 48h en cas de criminalité organisée & terrorisme : 72h si prolongation, il vient à chaque prolongation. Article 706-88 du CPP.

\_ autres droits : information du parquet et/ou du juge d'instruction, article 63 alinéa 2 du CPP et article 154 du CPP. Personne en gav : prévenir par téléphone une personne de son choix (parents ou employeur) ; si l'OPJ estime qu'il y a un aspect négatif dans cette information, il

peut refuser ce droit. Article 63-2 du CPP. Droit à un examen médical, quand le médecin vient, il va faire un certificat médical détaillant l'état dans lequel il a trouvé la personne en gav, ce certificat sera joint au dossier, si prolongation de la gav, le médecin peut revenir. Dans une garde à vue, seul un médecin peut procéder à des examens corporels internes. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, le médecin est une obligation ainsi que l'obligation des parents => article 4 de l'ordonnance de 1945.

PV d'audition doit être extrêmement précis, on doit mentionner la durée des interrogatoires, les périodes de repos (ne comptent pas dans le délai) ; on doit prendre le jour, l'heure. Toutes ces motions figurent sur un registre général de gav.

#### B. loi du 5 mars 2007 : enregistrement audio visuel de la gav

cet enregistrement était déjà prévu pour les gardes à vue de mineur, loi étend aux majeurs mais pas pour toutes les infractions. => article 64-1 dans le CPP. Enregistrement des interrogatoires n'est possible que pour les infractions criminelles. Pour consulter l'enregistrement, garantie du bon déroulement de la gav, il ne sera utilisé que s'il y a des contestations, ce n'est pas quelque chose que l'on produit à tort et à travers. Cet enregistrement doit être autorisé par le juge d'instruction ou le parquet. Pas de consultation libre. Cet enregistrement est détruit au bout de 5 ans. Prolongation à l'issue de l'extinction de l'action publique. Il y a une exception pour les crimes en matière organisée : pas d'enregistrement : caractère secret de la gav. Article 706-73 du CPP. Fraction résiduelle des crimes concernés.

#### §3 : suites de la gav

il y a des suites immédiates et un suivi ensuite.

##### \_ suites immédiates :

si la gav a été effectuée dans le cadre d'une enquête, option pour la police, soit elle considère que l'affaire n'est pas mûre et la police relâche la personne.

si éléments suffisamment probant, on va déférer la personne au parquet => le parquet va entendre la personne et éventuellement demander une mise en détention provisoire.

En phase d'instruction, le juge d'instruction a délivré une commission rogatoire pour procéder à une gav, la personne doit être présentée au juge d'instruction avant l'expiration d'un délai de 24h après la gav sinon le juge peut autoriser une prolongation et après ce délai, le juge peut demander une mise en détention provisoire ou pas.

##### \_ suivi de la procédure :

on a essayé de multiplier & élargir les informations que l'on va donner aux personnes concernées par une procédure pénale. Le législateur oblige le parquet à communiquer sur le suivi de la procédure : article 77-2 du CPP, article 63-1 du CPP. Accès à l'information au bout de 6 mois après la fin de la gav, ne fonctionne pas en criminalité organisée, article 706-105 du CPP.

Sanction d'une garde à vue irrégulière : aucun des textes de la gav ne prévoit expressément de sanction. peut on demander l'annulation d'un placement en gav en attaquant le PV ? intérêt : pendant l'audition de la personne gardée à vue, des aveux ont pu être fait, démonstration de certains éléments qui vont servir à la procédure suivante. On peut agir sur deux fondements : article 71 du CPP : sanction de la nullité lorsqu'il a eu méconnaissance d'une formalité substantielle ou dispositions portant atteinte aux intérêts de la personne concernée. Grief aux intérêts. les juges vont raisonner au cas par cas pour savoir si la violation de la disposition en

cause a nuit aux intérêts. arguments croisés, la question du fondement est relativement secondaire, quand il s'agit de la présence de l'avocat, la chambre criminelle admet la demande en nullité, Criminelle 30 janvier 2001, bulletin criminel n°26 : considère que le défaut de notification de la prolongation de la gav constituait une atteinte aux intérêts de la personne gardée à vue donc annulation du PV.

## Titre 2<sup>nd</sup> : les principes généraux de la phase préalable au procès

Principes qui irriguent notre procédure pénale : présomption d'innocence (relation avec les médias) ; secret de l'enquête et de l'instruction, règles d'administration de la preuve en procédure pénale.

### Chapitre 1<sup>er</sup> : la présomption d'innocence.

La présomption est initialement une règle de preuve : nature purement procédurale. La preuve incombe à la partie poursuivie : question de la charge de la preuve. Depuis 50 ans, la présomption d'innocence s'est renforcée juridiquement : droit fondamental. La présomption d'innocence est ancrée dans la DDHC : article 9. CPP : depuis l'année 2000, reconnaissance de la présomption d'innocence : article préliminaire : 3<sup>ème</sup>. Principe et sanction au non respect du principe. Dans le code civil : article 9-1 : affirmation de la présomption d'innocence. CE, 14 mars 2005 : le CE rattache la présomption d'innocence aux droits de la défense et dit que la présomption qui concourt à la liberté de la défense constitue une liberté fondamentale.

Chambre civile, 19 novembre 1978 : personne est présentée comme coupable, violation de l'article 9-1 : rétablir la présomption d'innocence. Rôle des médias dans les affaires judiciaires.

Enjeu du débat : il y a un équilibre à trouver entre deux Droits qui sont constitutionnellement garantis : ne pas nuire à une procédure en cours et liberté de la presse & le temps de la procédure et le temps de l'information ne sont pas les mêmes. Une procédure est longue, une information est en direct. Etendue de la confidentialité à la fois de la procédure et en matière de journalisme. Un journaliste n'est pas tenu de divulguer ses sources. Certains défendent le secret absolu de la procédure : rapport Rassat. Le rapport Rassa proposait d'autoriser les publications objectives : on pouvait publier le fait qu'un juge avait convoqué telle ou telle personne, le rapport prônait l'utilisation de mesure d'avertissement précisant que ceci va être dit n'importe aucune garanties de vérité.

### Procédure pénale 30 avril 07

Le droit FR tend à se montrer de plus en plus souple à la protection de la présomption. Maintenant il y a des dispositions spécifiques destinées à mettre en œuvre la liberté de la preuve dans une procédure judiciaire. On a maintenant un certain panel de textes qui va concilier la présomption d'innocence et le droit à l'information. Article 11 al 3 du CPP : principe du secret de l'enquête et de l'instruction. Instauration de fenêtre d'information : loi

du 15 juin 2000. permet au parquet de rendre public certains éléments de la procédure. le parquet peut donner des éléments objectifs à la presse.

Le second texte c'est l'article 77-1 du même code. Article 177-1 est un texte de l'instruction et il se situe dans un contexte d'ordonnance de non lieu rendue par le juge d'instruction. Ce texte permet au juge d'instruction d'ordonner soit de lui même ou des parties une publication de l'ordonnance de non lieu : soit intégrale, partielle ou communiqué. Depuis une des lois de 2004, cette communication peut se faire via voie électronique. Equivalent à un stade avancé de la procédure : chambre de l'instruction, article 212-1 du CPP.

Loi sur la presse : certains nombres de dispositions : bloquer certaines informations tirées d'une procédure pénale en cours : certaines ont été validées et d'autres sont en cours, article 10 de la CESDH. Invalidation : ancien article 2 d'une loi de 1931 : cet article avait posé une interdiction de toute information à une constitution de partie civile ; l'idée était de protéger la victime. Arrêt du 3 octobre 2000 : CEDH : texte non compatible avec l'article 10 de la CESDH. Fondement : il existe en droit FR d'autres mécanismes protecteurs suffisants donc il n'est pas nécessaire de les multiplier pour garantir les droits des parties dans la procédure.

Article 13 de la loi de 1881 : vise directement la présomption d'innocence, c'est un mécanisme d'insertion forcé : oblige le directeur d'une publication d'insérer des informations correctrices lorsque son organe de presse a présenté comme coupable une personne qui a été par la suite acquitté. Idée de rétablissement de la vérité. Article 38 de cette loi sur la presse qui nous touche encore plus directement, ce texte interdit au journaliste de publier des actes d'accusation et tous autres actes de la procédure avant qu'ils aient été lus en audience public. Ce texte a été confronté à l'article 10 de la CESDH : article 10 admet des restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

Cet article a donné lieu à une instance européen : Arrêt tourancheau et July : 24 novembre 2005 : s'agissait d'un article qui avait été publié dans libé en octobre 1996 : « amour d'ado plantée d'un coup de couteau ». les deux personnes avaient été mises en examen : amoureux + petit ami. Article reproduisait des PV d'interrogatoires et d'auditions. Conclusion du médecin légiste : le parquet local poursuivait la journaliste ayant écrit l'article et le directeur de la publication sur le fondement de l'article 38 de la loi de 1881. aussi bien devant le tribunal correctionnel et en appel, les juges prononcent une condamnation au motif que l'article de presse viole la loi de 1881 et surtout soutient une des personnes poursuivies. La chambre criminelle valide les décisions des juges du fond d'où instance devant la CEDH.

La CEDH considère que l'article 38 est une restriction nécessaire au motif qu'il y avait eu une version des faits qui avait été proposé qui n'était pas objective, la présentation orientée des actes de poursuites et de procédures rentrait dans le domaine de l'application de l'article 38 : protection de la présomption d'innocence.

Crime assez grave : dans cette mesure, un des auteurs était jeune : on devait être plus attentif au respect de la présomption d'innocence : les enjeux pour la personne poursuivie sont plus importants que pour un délit mineur. Arrêt est extrêmement bien motivé.

Code pénal : infraction qui s'applique au journalistes : recel : article 321-1 du CP : bénéficie que l'on tire d'une infraction pré existante : on ne peut être auteur et receleur. Le recel est une infraction autonome ; on recel toujours le produit d'une infraction source. Dans notre domaine ici : liberté de la presse : on recel le produit de la violation d'un secret. Cela peut être un secret professionnel ou cela peut être le secret de l'enquête et de l'instruction. Il faut qualifier avant la nature de l'infraction source.

Hypothèses :

Cas où le journaliste est poursuivie parce qu'il a donné des informations issues de procédure qu'il a entre les mains.

Cas où le journaliste est poursuivie pour diffamation et pour sa défense : il produit ses sources et dans les sources, il y a des actes de procédure.

1<sup>ère</sup> hypothèse : pas forcément dans une procédure pénale, circule des pièces particulières que les journalistes ne devraient pas avoir entre les mains, arrêt du 21 janvier 1999 : CEDH pose les principes de poursuite en matière : canard enchaîné contre FR. le canard avait publié l'avis d'imposition du PDG de Peugeot et mettait en avant le salaire du PDG et les restrictions salariales du PDG. PDG attaque le canard, l'auteur de l'article et directeur de la publication pour recel de publication fiscale. Le canard est poursuivi pour recel de violation du secret fiscal. Les journalistes sont condamnés et portent l'affaire devant la CEDH et invoque l'article 10 de la convention : disproportion entre la condamnation et l'information donnée.

La cour a entendu cet argument et considère en l'espèce que la condamnation des journalistes était injustifiée. Article 10 de la convention laisse aux journalistes le soin de décider si il faut reproduire ou non le support de leurs affirmations. Quand une publication est renforcée par la publication d'une pièce la validant, c'est aux journalistes d'évaluer la nécessité de publier ou non l'information.

Information volatile : le journaliste n'a pas été à publier les pièces & information d'intérêt générale et pas d'intention de nuire : la publication de la pièce est légitime. Pas question de donner aux journalistes un blanc sain.

Exemple d'application : livre : les oreilles du président. Arrêt Criminelle, 19 juin 2001 : poursuites pour atteinte à l'intimité de la vie privée et recel d'information : cellule secrète de l'Elysée. Cette affaire avait fait l'objet d'un livre dans lequel était publiée des PV de la procédure d'instruction : pas de gommage des côtes des PV. Grille de lecture de l'arrêt de 1999 : les journalistes sont condamnés : la publication des pièces de la procédure est disproportionnée par rapport à la procédure. les fuites n'apportaient rien à l'information du public. On condamne les journalistes pour recel.

2<sup>nd</sup> hypothèse : le journaliste n'a pas publié les pièces, il s'en est servi dans l'article : tactique pour éviter la condamnation pénale ; on peut poursuivre les journalistes pour diffamation publique, le journaliste pour se défendre peut arguer de l'exception de vérité. On admet donc que la vérité des faits puisse neutraliser l'infraction. exception de vérité. Pour apporter cette preuve, les journalistes ont produit des pièces couvertes par des secrets. La chambre criminelle a posé un principe : lorsque les pièces sont produites dans le cadre de l'exercice des droits de la défense, des poursuites pénales pour recel ne sont pas possibles ; il y a une espèce de fait justificatif ici. La violation du secret est justifiée.

Un mécanisme de procédure vient neutraliser du droit pénal de fond.

Criminelle, 11 juin 2002 : illustre cette hypothèse. Cette protection est significative lors d'une instruction, article 11 du CPP énonce le principe du secret de l'enquête et de l'instruction. Ces secrets participent à la protection de la présomption d'innocence.

Chapitre 2<sup>nd</sup> : le secret de l'instruction

Section 1 : la signification du secret de l'instruction



L'instruction a pour objet de rechercher des preuves qui sont destinées à démontrer ou non la matérialité des faits et l'implication d'une personne. une instruction se fait à charge ou à décharge.

Cet objectif peut être difficile à atteindre, ce qui justifie les pouvoirs puissants accordés au juge d'instruction : pouvoirs qui sont de plus en plus contrôlés. L'instruction est une procédure inquisitoire dans son principe, c'est au juge d'effectuer des mesures de recherche. Les parties peuvent participer à la recherche des preuves ; c'est aussi une procédure écrite donc on a en tiré la conclusion que cette procédure devait être couverte par le secret. Tous les actes d'instruction sont réunis dans un dossier auquel on va limiter l'accès. Certaines personnes pourront avoir accès au dossier.

Ce caractère secret s'explique par un certain nombre de fonctions : il faut éviter le dépérissement des preuves, il faut faire un certain nombre d'actes. Moins de personnes se mêlent à l'instruction, plus celle ci va vite. Lien avec la présomption d'innocence, comme on est en cours de procédure, il ne faut pas ébruiter l'affaire sinon atteinte à la réputation des personnes poursuivies : sauvegarder la présomption d'innocence ; le secret de l'instruction doit être mis en relation avec le secret professionnel auquel sont soumis certaines professions. La distinction entre les deux : ne sont soumis au secret de l'instruction que les personnes qui concourt à la procédure. toute personne qui concourt à l'instruction est tenu au secret. Article 11 al 1 : principe ; al 2 : principe du secret professionnel des personnes qui concourent à la procédure, personnes qui sont soumises au secret de l'instruction stricto sensu parce qu'elles concourent à l'instruction stricto sensu : magistrat, policier, avocat => pas le secret de la procédure mais le secret professionnel.

Violation du secret professionnel : article 206-13 du CP. Sont soumis au secret de l'instruction les magistrats (ceux qui font la procédure), les policiers, les experts, interprètes. Ni sont pas soumis les personnes mises en examen, les parties civiles, les journalistes. Ce qui explique qu'un journaliste qui entend un témoin et qui en rapporte les propos : pas de violation du secret de l'instruction. L'avocat ne parle pas car il est soumis au secret professionnel.

Ceci implique que le parquet ne puisse pas parler donc on a du prévoir une mesure dérogatoire pour qu'il s'exprime même si normalement, il ne doit rien dire. Loi Perben II du 9 mars 2004 : article 11-1 qui permet de divulguer des éléments couverts par le secret de l'instruction à des autorités ou à des organismes qui sont habilités à cette fin, réalisent des recherches ou des enquêtes scientifiques. Article 11-1 issu de la loi Perben II du 9 mars 2004.

Accès au dossier de la procédure par la personne mise en examen et la partie civile. Si on affiche un secret absolu, effet pervers, les personnes poursuivies n'ont pas accès à l'information. On a réglementé l'accès au dossier de la procédure, une personne mise en examen & parties civiles ont accès au dossier, elles peuvent photocopier des originaux de pièces de la procédure pour prendre connaissance du dossier → aménagement du secret de l'instruction pour que les personnes soient au courant de la procédure : principe du contradictoire et des droits de la défense. L'accès au dossier est encadré et on va leur demander de ne pas multiplier les pièces.

Il faut raisonner en évoquant les mesures spécifiques d'encadrement.

Section 2 : sanction de la violation de ce secret

Quand on regarde le texte, on voit qu'il n'y a pas de sanctions expresses garantissant le secret de l'instruction. Principe symbolique ?

Le principe est que la violation du secret de l'instruction n'entraîne pas l'annulation de la procédure, la limite c'est l'atteinte aux intérêts de la personne concernée. Arrêt Criminelle, 25 janvier 1996 : trafic de stuprue/ placement en détention provisoire de plusieurs personnes. Une des personnes poursuivies demande au juge de visionner un film réalisé par un journaliste accrédité lors d'une intervention policière à son égard.

Un journaliste avait filmé une perquisition, une partie de l'audition, son interpellation. Le journaliste avait obtenu l'autorisation de la police et le juge d'instruction n'avait pas été informé de la présence du journaliste, requête en annulation de certains actes de la procédure, chambre d'instruction considère que la violation du secret de l'instruction n'est pas sanctionnée par la nullité donc elle ne peut rien faire. La chambre criminelle casse l'arrêt en 1995 en disant que la réponse est insuffisante. La chambre criminelle dit que la personne poursuivie invoque une atteinte coconmittante aux actes de procédure. la chambre d'accusation de renvoie ne cède pas et valide la procédure ; 2<sup>Nd</sup> arrêt de cassation : valide l'intégralité de la procédure. la chambre criminelle n'a pas suivi le pourvoi aux motifs que certes il y avait eu une violation du secret mais que cette dernière n'avait pas nuit aux intérêts de la personne poursuivie car l'avocat était présent la GAV et il n'a pas contesté la présence du journaliste. La personne filmée a pu visionner le film et n'a rien contesté au début donc pas de griefs.

Procédure pénale 07 mai 07

Principes généraux de la phase préalable au procès. Article 11 : secret de l'instruction

Arrêt chambre criminelle, 25 janvier 1996 : film qui avait été fait pendant l'interpellation d'une personne. la chambre criminelle fait une distinction au moment où est violé le secret de l'instruction. Si l'on révèle postérieurement un acte régulièrement fait, il n'y a pas d'incidence sur la validité de cet acte. La violation est concomitante à l'acte, la sanction de cet acte n'est pas forcément l'invalidité de l'acte. La condition d'invalidation : violation porte atteinte aux droits de la défense. Ce n'était pas le cas en l'espèce. La personne gardée à vue avait demandé que le film soit visionné avant d'être diffusé, et pas d'observations formulées par le prévenu.

Solution dure : violation sans sanction des droits de la défense. Le conseiller rapporteur souligne que si on avait pu démontrer que la personne en GAV s'était opposé à la présence du journaliste et avait fait une demande d'annulation des auditions, cela aurait pu marcher.

Infraction de recel de violation de secret de l'instruction

C'est une sanction en décalage avec ce que l'on pourrait espérer.

Affaire du livre : les oreilles du président. Dans son arrêt, la chambre criminelle avait condamné pour recel de violation du secret de l'instruction. La condamnation pour recel avait prospéré.

Chapitre 3 : preuve en procédure pénale

Grands principes d'administration de la preuve. Libéral sur la question de l'administration de la preuve et la légalité de celle-ci. En droit civil, article 9 du NCPC : principe de loyauté dans l'administration de la preuve : encadrement. Régime stricte sur la preuve.

En droit pénal, principe de liberté de la preuve. La preuve d'un fait juridique est plus facile que la preuve d'un acte juridique. la preuve sera plus libre. En droit pénal, on est systématiquement avec une preuve de fait. Un acte répréhensible met en danger l'ordre public et on a tout intérêt à le prouver d'où la souplesse du régime. On met de côté cette exigence de loyauté de la preuve. On peut mettre en avant des preuves qui sont obtenus illicitement pour les personnes privées. => texte fondateur : article 427 du CPP. Essentiel : débat contradictoire sur la preuve, ce n'est pas la loyauté de celle-ci. Ce qui compte c'est que l'on puisse discuter contradictoirement les preuves : régime très libéral de l'administration de la preuve.

Pas possible pour les autorités de police.

Donc libéral pour les parties & victime et stricte pour la preuve produite par les autorités : exigence de légitimité de la preuve.

## §1 : la preuve produite par les parties

principe de liberté de la preuve qui joue. Article 427 du CPP

ce principe peut apparaître choquant quand une des parties va présenter une preuve obtenue illicitement ou en commettant elle-même une infraction pénale.

Problème de savoir si la preuve est recevable et les conséquences de l'illégalité de la preuve .

La preuve est recevable.

Exemple : testing : envoi de faux CV et de faux dossiers pour une embauche. Faux CV : faux et usage de faux. La chambre criminelle a déclaré recevable les preuves apportées par testing. Arrêt de juin 2001. application de l'article 427 du CPP.

Exemple : preuve d'une infraction, on enregistre une conversation téléphonique à l'insu des personnes en question. Infraction pénale : article 226-1 et suivants du code pénal. Enregistrement recevable, chambre criminelle 31 janvier 2007.

En pratique, les juges apprécient la valeur probante des enregistrements ; simplement, ils sont libres in fine de les retenir ou non comme preuve. Il se peut que la commission de l'infraction pénale pour avoir la preuve soit poursuivie. Exemple : photocopies faites par un salarié à l'insu de son employeur dont il se sert en instance prud'homal : poursuivre le salarié au pénal pour vol. dans un premier temps, la chambre criminelle condamnait pour vol concernant les photocopies à l'insu des employeurs. Si le salarié ne peut pas produire de documents, ces droits de la défense sont largement amputés, arrêt du 11 mars 2004 : relaxe les salariés qui ont photocopié des documents produits dans une autre instance. Les documents doivent être strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense.

Cette solution peut être tempérée. Cette jurisprudence est inspirée d'une jurisprudence sur la diffamation lorsqu'un journaliste écrit un article. Les sources de l'article sont les documents d'une instruction. Le journaliste peut-il produire en justice ces sources pour affirmer que ce qu'il dit est vrai. Oui, interprétation extrêmement libérale. Sorte de fait justificatif, il faut

comprendre qu'il y a des causes d'irresponsabilité pénale, on rattache l'exercice des droits de la défense à un état de nécessité, nécessité de commettre une infraction.

§2 : la preuve produite par les autorités ;

c'est tout à fait différent, il y a toujours ce principe de liberté de la preuve, l'exigence de loyauté va être plus forte que lorsqu'il s'agit des victimes ou des personnes mises en examen. La preuve ne doit pas avoir été obtenue par stratagème ou par artifice, c'est le grand principe.

Problème pour la police pour apporter la preuve dans certains cas, la loi et la jurisprudence ont aménagé cet encadrement de la preuve.

Concernant les précisions légales, il y a des cas de stratagèmes qui vont être légitimés par la loi, cas des infiltrations évoquées en matière de criminalité organisée, la loi valide cet acte, article 706-32 du CPP pour faciliter la preuve du trafic de stupéfiant, la loi du 5 mars 2007 a admis la prise de pseudonymes par des policiers lors d'échanges sur internet. Article 706-35-1 et 706-47-3 du CPP.

Extension des pouvoirs du juge d'instruction : article 80 et suivants du CPP. Le juge d'instruction dispose d'énormes pouvoirs d'investigation. CEDh, Kruslin, Huvig : 1990 ; l'affaire portait sur des écoutes faites sous l'empire de certaines lois. Le juge d'instruction a fait mettre sur écoute des personnes qui ne sont pas parties à la procédure : problème de délimitation du champ personne des écoutes. Infractions où l'on peut mettre sur écoute. La FR a été condamnée imprécision des textes relatives aux écoutes. Le législateur a fait une nouvelle réglementation, article 100 et suivants du CPP : précision sur la nature des infractions qui peuvent donner lieu à des écoutes. Plus grand formalisme.

Jurisprudence : moins libéral en ce qui concernent les autorités publiques que les personnes privées. Pour la jurisprudence si pas de texte légal, la preuve ne sera pas recevable : provocation à la commission d'infraction. arrêt rendu le 7 février 2007 : poursuite en FR d'un pédophile ; cyber criminalité. La personne s'était connectée sur un site de pornographie créé par le NYPD donc leurre. La police américaine transmet l'information à la police FR qui ouvre une enquête préliminaire ; déclenchement d'actes préliminaires : ordinateurs contenant des images pédophiles. La personne concernée demande l'annulation des perquisitions : atteinte à la loyauté des preuves et au procès équitable sur le fondement d'une incitation à la commission d'infraction.

La chambre criminelle va annuler la procédure puisqu'il y avait eu incitation à la commission d'infractions. Tous les actes qui suivent sont annulés. Article 706-35-1 du CPP.

### Titre 3 : l'instruction

Loi du 5 mars 2007 relative à l'équilibre de la procédure pénale, on peut relever 3 points dans la loi ; création de pôle de l'instruction : compétence en matière criminelle ; le problème c'est que la loi du 5 mars 2007 prévoit des dates d'entrée en vigueur différente selon les dispositions.

Régime mis en place par la loi de 2007 :

Pôles de l'instruction vont durer 3 ans. Ces pôles vont donner lieu à une juridiction collégiale de l'instruction dont la compétence ne serait plus seulement la matière criminelle ;

Renforcement de l'instruction préparatoire : renforcement de l'expertise à la disposition des parties. Création d'une audience de contrôle de la procédure devant la chambre de l'instruction. Toutes ces dispositions n'entrent pas en vigueur au même moment. C'est un des problèmes de la loi du 5 mars 2007.

Les juridictions d'instruction : juge d'instruction (régime : article 79 et suivants du CPP), le juge d'instruction est un magistrat du siège rattaché au TGI, soumission aux statuts des magistrats du siège. Il est indépendant des parties et du parquet. La chambre de l'instruction est la juridiction du second degré. C'est une section de la cour d'appel, c'est une juridiction collégiale ; le parquet est représenté par le procureur général de la cour d'appel. Fonctions de cette chambre de l'instruction : pour les crimes, la chambre de l'instruction examine l'appel de l'ordonnance de mise en accusation. L'acte d'accusation peut faire l'objet d'un appel devant la chambre de l'instruction. Articles 214 et 215 du code de procédure, juridiction d'appel des ordonnances rendues par le juge d'instruction.

Juridiction disciplinaire des OPJ.

Statuent sur les demandes d'extradition concernant les personnes réclamées par un Etat étranger. C'est elle qui va statuer sur les demandes de réhabilitation judiciaire.

Le juge des libertés et de la détention : création en l'an 2000. magistrat du siège : ce magistrat doit avoir rang de président ou de vice président de juridiction. C'est ce juge qui statue sur la détention provisoire et la mise en liberté des personnes détenues, article 137-1 du CPP.

## Chapitre 1 : le juge d'instruction

### Section 1 : la place du juge d'instruction dans la procédure

#### A. juge unique ou pluralité de juges

cette question est un débat récurrent dans la procédure pénale FR, on est plutôt favorable à la collégialité. Garantie à la prise de décision. Il y a un débat entre les 3 juges.

Il y a en FR, 130 TGI, parmi ceux ci, 1/3 n'a qu'un juge d'instruction. Exigence de collégialité : certains tribunaux n'auront plus d'instruction. Eloignement de cette juridiction par rapport aux justiciables ;

Le législateur a poursuivi dans cette voie, dès qu'il y a 2 juges d'instructions dans un tribunal, ils pourront être réunis dans un pôle, quand ils sont plus de 2, ils en font tous partis. Ce n'est pas aussi simple, c'est un décret qui doit dresser la liste des juridictions accueillant ces pôles. Sélection des tribunaux qui pourront accueillir ces pôles, seuls les juridictions comportant un pôle pourront instruire des affaires criminelles ainsi que pour les affaires où plusieurs juges sont désignés. Fonctionne du 1<sup>er</sup> mars 2008 au 1<sup>er</sup> janvier 2010, après ce serait une instruction collective faite par une instruction collégiale de 3 juges. La loi distingue les actes devant être pris sous forme collégiale ou par un seul juge. mise en examen, placement sous contrôle

judiciaire, ordonnance de règlement => forme collégiale pour décider. Les autres actes pourront être délégués à un des juge du collège ;

Concentration dans les grandes villes des moyens. Inconvénient : éloignement des juges des citoyens. Coût du déplacement, etc.

Désignation du juge d'instruction compétent par le président du TGI : acte d'administration judiciaire, ne sont pas normalement susceptibles de recours.

## B. attributions du juge d'instruction

compétence : toutes les infractions commises dans le ressort du tribunal, élargissement hors du ressort lorsque la personne mise en examen réside hors du ressort, article 52 du CPP. Article 93 du CPP. Sa compétence est toujours rattachée à un certain ressort. Ces attributions exactes : agent d'investigation et une juridiction. Il rend à la fois des jugements par voie d'ordonnance, actes de procédure.

saisine par un réquisitoire introductif du parquet où par une plainte avec constitution de partie civile. La victime doit porter plainte avant au parquet.

## Procédure pénale 14 mai 07

Le juge d'instruction est à la fois un agent d'instruction et un agent d'investigation. Le juge rend des décisions sous la forme d'ordonnances, susceptibles d'appel devant la chambre de l'instruction. L'arrêt d'appel peut faire l'objet d'un appel. Le juge d'instruction est en principe saisi que par quelqu'un d'autre, le juge ne peut pas s'auto saisir, soit via le parquet : réquisitoire introductif, victime : plainte avec constitution de partie civile ;

Si c'est la victime qui se constitue, un mémoire est déposé devant le doyen des juges d'instruction, cette plainte va être traitée et doit être suivi d'un réquisitoire du parquet. La plainte va être transmise au juge d'instruction et aussi au parquet qui va prendre un réquisitoire. C'est la plainte et non le réquisitoire qui va déterminé la saisine et l'étendue de cette saisine du juge d'instruction. L'acte initial de saisine est fondamental.

Si on est victime, il faut viser les faits le plus largement possible, comme ça, le juge peut instruire le plus largement possible ; la loi du 5 mars 2007 autorise la victime à se constituer devant le juge d'instruction mais elle doit porter devant le parquet. Le juge d'instruction peut être dessaisi en cours de procédure sans avoir ouvert l'instruction ou sans l'avoir terminé. Par exemple, cela peut être un dessaisissement volontaire, on regroupe l'affaire devant un seul juge d'instruction. Le juge peut être dessaisi à la demande du parquet dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, article 657 et 663 du CPP : affaires liées.

Le juge rend une ordonnance de dessaisissement, susceptible d'appel. Le juge peut refuser de se dessaisir. Dans ce cas là, le dessaisissement peut leur être imposé. Les parties peuvent demander le dessaisissement, article 84 du CPP. Suspicion légitime : cour de cassation peut ordonner le dessaisissement.

Si tout se passe bien, une fois saisi, il dispose d'un certain nombre de pouvoirs : pouvoirs de l'instruction : pouvoirs d'investigation, c'est un juge qui est très puissant. Principe de liberté de la preuve avec l'intime conviction. Respecter la loyauté et les règles légales ; peut procéder

à des interrogatoires, peut ordonner à la police de venir perquisitionner avec lui. Un juge d'instruction peut procéder à des perquisitions. Le juge peut procéder à des mises sur écoute à des conditions très encadrées ; article 100 et suivants. Une fois que l'instruction est terminée, il fait acte de juridiction, il va rendre une décision à la fin de son instruction, il va décider soit que les charges sont suffisantes pour renvoyer l'affaire en jugement, rend une ordonnance de renvoi, s'il décide que les charges sont insuffisantes, il rend une ordonnance de non lieu.

S'il s'agit d'un crime, c'est lui qui renvoie devant la cour d'assise. Article 185 et suivants du code de procédure pénale.

A l'égard des parties civiles et de la personne poursuivie, le juge est entièrement libre. Cela veut dire qu'il est entièrement libre de faire droit ou non aux demandes qu'ils feront. Demande de confrontation, demande d'expertise. Demande pour le juge pousse ses investigations ; pas de passivité à l'égard des parties, des demandes peuvent être formulées à l'égard du juge d'instruction. Lien avec le parquet : il est entièrement libre. Le juge d'instruction n'est pas soumis au contrôle du parquet. De plus, ce n'est pas le parquet qui répartit les affaires entre les juges d'instruction, c'est le président du TGI. article 83 du CPP.

Le juge d'instruction n'est pas obligé de déférer aux réquisitions du parquet. Normalement, le juge est indépendant sauf par rapport à la chambre de l'instruction qui contrôle les actes de l'instruction. Lien avec le JDLD, le juge qui mène une détention provisoire.

Section 2 : la saisine du juge d'instruction

Idée évoquée il y a un instant ; le juge ne peut pas s'auto saisir, le contenu de la saisine va être déterminant sur ces pouvoirs : mode de saisine : réquisitoire (parquet) ou constitution de partie civile.

Lorsque l'on vise des mineurs, c'est le juge des enfants qui est le juge d'instruction, il sera saisi par le parquet. Une fois qu'il est saisi, il va vérifier qu'il est bien compétent. Sa compétence d'attribution et compétence territoriale ;

Ensuite, le juge évalue la qualification des faits en terme d'infractions pénales. Il y a des cas où si pas d'infractions pénales : ordonnance de refus d'informer. Prescription acquise : le juge rend une ordonnance de refus d'informer.

S'il s'estime compétent, si les faits méritent que l'on s'y attarde. Il y a une obligation d'informer et d'instruire l'affaire. Le juge est in rem (faits) et non in personam (personnes). Ce qui explique que l'on peut porter contre X.

#### A. saisi des faits

cela veut dire qu'il peut qualifier librement ces faits. La victime & parquet peuvent habiller juridiquement les faits. Le juge n'est pas lié par les qualifications ; le juge n'est saisi que du fait brut. Le risque est qu'il y ait une ouverture sur la qualification la plus élevée : le crime. Cela permet de demander plus facilement une mise en détention provisoire plus facilement. Les pouvoirs et les demandes seront acceptés que sur le délit. Comme il est libre de qualifier, il n'est pas tenu de retenir le crime.

Question des faits qui apparaissent en cours de procédure : faits qui ne sont pas inclus dans la saisine initiale ; pour instruire sur ces faits nouveaux, il faut un réquisitoire supplétif du

parquet. La jurisprudence soutient le juge d'instruction. Le juge d'instruction peut inviter la personne à se rendre auprès du parquet et à dénoncer directement les faits ; le parquet est ensuite libre de choisir. Certains juges vont au bout des faits sur les faits nouveaux pour que le parquet ne puisse pas faire marche arrière.

#### B. le fait nouveau

la chambre criminelle a soutenu les juges d'instruction. Circonstances où la procédure du réquisitoire supplétif est trop lourde. Les faits nouveaux sont des circonstances aggravantes des premiers. Faits liés entre eux par un lien étroit de connexité.

La chambre criminelle a décidé que l'interdiction de principe d'instruire sur des faits nouveaux en l'absence de réquisitoire supplétif ne fait pas obstacle à ce que le juge d'instruction procède à des vérifications avant de saisir le parquet de ces nouveaux faits. Toute la question est de savoir ce qu'il faut entendre par vérification.

Affaire Alcatel., criminelle 30 mai 1996. 2 salariés d'une division de la société (transmission) : sont mises en examen par un juge d'instruction d'Evry pour des faits de corruptions liés à l'exercice de leur fonction. Le chef d'entreprise les licencie pour faute lourde et les salariés balancent tout au juge d'instruction d'Evry. ABS et falsification de prix à France télécom. Chez un autre juge, un autre salarié d'une autre division (commutation public) va voir la police et fait une déclaration à la police donc idem dans l'autre division. Les juges d'instruction informent sur les faits. Demande les PV au parquet de Versailles ; on peut demander des pièces d'un autre dossier.

Chambre criminelle : faits similaires, le juge peut procéder à des vérifications sans coercition concernant la pertinence des faits nouveaux. Le juge d'instruction non saisi des nouveaux faits procède à des perquisitions chez Alcatel. Le réquisitoire supplétif tarde et arrive plus tard. Actes coercitifs : tous les PV coercitifs sont nuls ;

Un juge d'instruction ne doit pas utiliser les actes coercitifs. Le juge d'instruction qui acquiert la connaissance de faits nouveaux peut en consigner la substance dans un PV et le cas échéant il peut effectuer des vérifications sommaires pour en apprécier la vraisemblance. On entend par vérification sommaire des actes non coercitifs. Les PV seront déclarés nuls ;

Concernant la saisine quant aux personnes,

#### C. la saisine quant aux personnes

article 80 al 2 du CPP. On voit que le réquisitoire du parquet peut être pris contre personne dénommée ou non dénommée. Le parquet a le choix de viser nominativement des personnes ou non. Un juge d'instruction met généralement en examen une personne visée. Il vaut mieux relater des faits que viser une personne directement. Personne non dénommée, le juge peut faire ce qu'il veut. La liberté du juge est totale.

## Chapitre 2 : les pouvoirs du juge d'instruction

Certains actes concrétisent la recherche des preuves, ce sont des actes d'information. D'autres sont des actes de décisions. Il y a deux pôles ;



## Section 1 : les pouvoirs d'information du juge d'instruction

### §1 : le cadre général

#### A. les actes possibles

article 81 du CPP qui est le texte qui évoque cette grande liberté du juge dans la recherche des preuves. Il instruit à charge ou à décharge. Les pouvoirs sont nombreux. Certaines des mesures évoquées ont été rencontrées par la police. Possibles mais à des conditions particulières. une garde à vue se passe généralement dans les locaux de la police sur commission rogatoire du juge d'instruction. Une instruction est aussi une forme d'enquête. Il peut y avoir enquête sans instruction, une instruction est aussi une enquête. Les actes vus au moment des enquêtes se retrouvent dans l'instruction, actes faits par la police sous le contrôle du juge d'instruction. Soumis à la liberté de la preuve, juge d'instruction. Article 427 du CPP doit se soumettre aux règles légales.

Arrêt Chambre d'accusation de Rennes, 14 août 1997 : affaire de viol d'une collégienne anglaise dans une auberge de jeunesse en France. La famille de la victime demande une expertise génétique général sur tous les hommes du village ; l'avocat des victimes se fonde sur l'article 16-11 du code civil. certains hommes refusent ; prélèvements forcés ? prohibé, le juge d'instruction ne peut pas forcer quelqu'un à se soumettre à une prise d'empreinte génétique. Loi du 17 juin 1998. crée un fichier d'empreinte génétique. Fichier national des empreintes génétiques. Personnes ayant été condamnées. Empreintes des personnes à l'encontre desquels des indices. Le juge d'instruction tient compte du refus ; si il n'existe pas d'indices graves, on peut refuser ;

#### B. étendue des obligations de la PJ à l'égard du juge d'instruction

cette question n'aurait pas du se poser, elle s'est posée lorsque la PJ refuse d'exécuter un ordre du juge d'instruction. Perquisitions faites au domicile de Tiberi. Le juge prévient la police au dernier moment. Le commissaire refuse car problème de délais et de préparation. Le juge d'instruction y va tout seul et demande des sanctions à l'encontre du commissaire. Affaire remonte devant la chambre criminelle prend un attendu : « un fonctionnaire de police lorsqu'il est responsable qu'une telle mission [assister le juge d'instruction] ne peut sauf à engager sa responsabilité personnelle refuser d'exécuter l'ordre donné par un juge d'instruction qu'après avoir expressément indiqué au magistrat les raisons pour lesquelles cet ordre lui paraît manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public. »

Procédure pénale 15 mai 07

#### C. les principaux actes effectués par le juge d'instruction

Mise en examen de ou des personnes poursuivies : autrefois, on parlait d'inculpation. Article 80-1 du code de procédure pénale qui évoque cette mise en examen. Le texte emploie des expressions que l'on a déjà rencontré : indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elle a participé comme auteur ou complice aux faits dont le juge est saisi. Dans 90% des

cas, la mise en examen se fait au début de la procédure après l'interrogatoire de première comparution. Article 116 du CPP. Il faut distinguer la mise en examen du témoin assisté qui est une personne qui est nommément mise en cause dans un réquisitoire ou dans une plainte. Les conditions nécessaires à la mise en examen n'existent pas, degré en dessous de la mise en examen, c'est le véritable statut de témoin assisté, article 113-2 du CPP, ce qui ne veut pas dire qu'en cours de procédure son statut ne va pas changer.

Etre témoin assisté permet d'exercer certains droits que l'on ne peut pas exercer si l'on n'est pas un témoin, on peut demander une confrontation, avocat, accès au dossier de la procédure. la loi du 5 mars 2007 a créé un nouveau texte, article 80-1-1 qui entre en vigueur au mois de juillet : permet au juge d'instruction qui a mis en examen une personne de lui demander de revenir sur sa décision. Délai de 6 mois. si le juge acquiesce, on devient témoin assisté et cas de détention provisoire, on est libéré. Un témoin assisté ne peut pas être mis en détention provisoire.

Commissions rogatoires : le juge d'instruction ne peut pas tout faire et ne peut pas être partout à la fois, le juge délègue l'exécution de certains actes, c'est un mandat, une délégation. Généralement, c'est la police qui procède à l'exécution de ces actes => délégation judiciaire : article 151 et suivants du CPP.

Le juge d'instruction a une assez grande liberté, le juge peut prendre des commissions rogatoires pour effectuer des actes dans son ressort et à l'extérieure de son ressort.

Le juge peut pratiquement tout déléguer : perquisitions, saisi, audition, il ne peut pas déléguer les interrogatoires des personnes mises en examen. Délégation uniquement à un autre juge. concernant le contenu de la commission rogatoire, elle est limitée aux actes qui se rattachent directement aux faits dont le juge est saisi. Dans l'acte matériel de la commission, l'infraction est bien manifestée pour que les délégataires n'outrepassent pas la commission rogatoire. On peut voir des faits nouveaux. Le juge doit demander un réquisitoire supplétif. Lors de l'exécution de la commission rogatoire, on dresse un PV qui fera partie du dossier d'instruction.

Le juge d'instruction peut délivrer des mandats : ordres écrits qui obligent une personne à faire quelque chose. Mandat de comparution : le juge ordonne à une personne de comparaître devant lui. Mandat d'amener : on va utiliser la force publique pour conduire la personne devant le juge. mandat d'arrêt : on va utiliser la force publique pour conduire la personne dans un établissement pénitentiaire. Mandat de dépôt : détention provisoire. Ces mandats, article 123 du CPP, sont exécutoires sur tout le territoire de la république.

Enquête de personnalité : le juge peut faire procéder à des enquêtes de personnes qui sont mises en examen : obligatoire en matière criminelle ; il peut faire procéder à d'autres examens ; médical et médico psychologique. L'expertise médicale est obligatoire en matière de délinquance sexuelle. Article 706-47-1 du CPP.

## §2 : le contrôle du bon déroulement de l'instruction

évidemment, on peut considérer que toutes les parties participent à un certain contrôle du bon déroulement de l'instruction. Tout le monde a intérêt à ce l'instruction se déroule bien et vite. Durée moyenne de l'instruction est de 19 mois. pour un crime, c'est 2 ans.

Contrôle ponctuel créé par la loi du 5 mars 2007 : enregistrement des interrogatoires des personnes mises en examen en matière criminelle ; pas d'enregistrement quand criminalité

organisée. On ne consulte pas librement ces enregistrements, on ne peut les consulter que si contestations sur la portée des déclarations. Contrôle qui émane des parties. Vigilance des parties qui peut être le fait de l'avocat de la personne mise en examen & avocat des parties civiles & parquet.

Idée d'égalité des armes de la procédure. jusqu'en dans les années 90, plus grand pouvoir pour le parquet. Dans les années 90 (1993) on a voulu faire une sorte d'égalité des droits et des obligations pour toutes les personnes concernées par la procédure. ces 20 dernières années, on constate une augmentation croissante des droits de la personne mise en examen de la partie civile. Vigilance quant aux actes d'investigation, vigilance sur la durée de la procédure. forme de régulation de la procédure. chambre de l'instruction : contrôle juridique des actes du juge d'instruction. Concernant cette vigilance, le parquet peut exiger à tout moment qu'on lui communique le dossier de la procédure, à charge pour le parquet de les restituer dans les 24h. le parquet peut s'il le veut assister à tous les interrogatoires. Article 119 du CPP.

Le parquet peut demander au juge d'instruction des actes d'instruction précis. Ceci a été généralisé aux autres parties de la procédure. ces droits n'obligent pas le juge à y faire droit. Le juge doit motiver ces refus. Pour les parties, depuis les années 90, elles peuvent faire des demandes d'investigation, confrontation, audition de témoin. Si le juge refuse, il doit motiver son refus. Depuis ces années 90, développement croissant des droits des parties.

Loi du 5 mars 2007 qui libéralise les demandes d'expertise faites par les parties. Risque d'alourdissement et de retard de la procédure. la loi permet au juge d'instruction de demander un supplément de consignation. Article 88-2 du code de procédure pénale sur les demandes d'expertise.

Pour la personne mise en examen, elle dispose d'un droit à être entendu, on ne peut lui refuser, à l'expiration d'un délai de 4 mois à l'issue de sa comparution. Article 82-1 du CPP.

Article 120-1 du CPP : droit à une confrontation. La chambre de l'instruction veille à la rapidité de la procédure. pour la chambre de l'instruction, article 220 et suivants du CPP : contrôle de la procédure et la régularité des actes, article 204 & 107 & 221.

## Section 2 : les pouvoirs de juridiction du juge d'instruction

Pouvoirs de décision du juge d'instruction. Le juge statue en tant que juridiction. Le juge d'instruction a le choix entre plusieurs possibilités, il va pouvoir décider d'en choisir une. Les décisions sont prises par voie d'ordonnance. Ces ordonnances n'ont pas toutes la même nature. Pouvoir de décision. Décision administrative : pas de choix. Le juge décide s'il existe des charges suffisantes contre la personne qu'il a mise en examen. Il va rendre une ordonnance de clôture à la fin de l'instruction. Le juge peut aussi prendre une décision dès le début. Les décisions peuvent être prises à tous les stades de la procédure.

§1 : ouverture et au cours de l'information

il y a toujours possibilités d'appel des ordonnances du juge d'instructions.

Le refus d'informer : le juge refuse d'ouvrir l'instruction

C'est soit une prescription acquise, soit pas d'infractions pénales, la constitution de partie civile est irrecevable, le parquet ne suit pas. Le juge peut être incompétent. Le juge peut

rendre une ordonnance de dessaisissement. Au cours de la procédure, il peut refuser de faire droit à une demande d'acte d'instruction. Il peut refuser une demande d'expertise, il rend une ordonnance motivée à chaque fois. Ordonnance de restitution des biens saisis : un bien saisi est généralement une pièce à conviction. Pas de doutes sur la propriété : OK. Le juge rend une ordonnance de restitution. Ordonnance de soit communiqué : le juge communique le dossier au parquet.

## §2 : la clôture de l'information

### A. ordonnance de clôture

résulte d'une ordonnance définitive, ordonnance de clôture ou ordonnance de règlement. Ces ordonnances ont été modifiées par la loi du 5 mars 2007, c'est un nouvel article qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007. article 175. le juge d'instruction va communiquer le dossier au parquet parce que le parquet va prendre à la fin de l'instruction un réquisitoire définitif qui sera joint à l'ordonnance de clôture. Le juge d'instruction va aviser les parties et leur avocat que l'instruction est terminée. Droit et délais qui vont commencer à courir. Délai d'un mois si la personne est incarcérée, 3 mois si pas d'incarcération, les parties peuvent formuler des demandes complémentaires dans ce délai. Les parties peuvent pointer des nullités.

A l'expiration de ce délai, il y a un nouveau délai de 10 jours qui va courir si la personne est détenue, formuler des observations en réponse aux informations qu'elles ont eu. Les avocats des différentes parties pourront répondre à ces différentes confrontations. Cette ordonnance de clôture va obliger le parquet à prendre ces réquisitions définitives. Le parquet peut demander le non lieu. Le parquet peut demander le renvoi. Il peut y avoir des avis & suites discordantes à donner. Là le juge rend une décision juridictionnelle qui peut faire l'objet d'un appel devant la chambre de l'instruction.

Si la personne mise en examen était en détention provisoire, toutes ces modalités cessent, on comparait libre devant une juridiction de jugement. Si c'est un crime, le juge d'instruction transmet le dossier au parquet qui le transmet au greffe de la cour d'assise. En matière de crime, le contrôle judiciaire et la détention provisoire sont maintenus.

Ordonnance de non lieu, article 177 du CPP : pas de délit, pas de crime, pas d'auteur, charges insuffisantes. Motivation en droit, cause d'irresponsabilité pénale. Ordonnance de non lieu a un caractère provisoire. Question des faits nouveaux. Le non lieu peut être total ou partiel. Assez grande liberté pour le non lieu.

### B. réouverture de l'information

cas rare, un non lieu n'est pas définitif juridiquement. On ne se pose pas la question pour le renvoi. Les conditions d'une réouverture sont évoquées à l'article 189 du code de procédure. la procédure est reprise au stade où elle avait été arrêtée.

CESDH, article 5 et 6 : exigence du délai raisonnable de la procédure : protection des droits des parties. Le droit FR prévoit certains délai. Article 175-1 du code.

## Chapitre 3 : la situation des parties pendant l'instruction

Egalité des armes. Le parquet dispose de possibilités plus nombreuses que les autres. On tend vers une égalité. Il n'est pas certain qu'il faille une réelle égalité. Des droits inégalitaires sont parfois nécessaires, l'égalité n'est pas un but en soi en terme de procédure ; il faut un vrai contradictoire en procédure pénale, concernant les éléments de preuve. Tous les points cruciaux doivent faire l'objet d'un débat contradictoire. Droit de solliciter des actes d'investigation, droit de contester la régularité de la procédure. cas d'une mise en détention provisoire. Le parquet peut contester la mise en liberté, pas égalité, le juge ne peut pas mettre en prison mais peut libérer. La victime ne peut contester que la partie civile de la procédure, donc pas de contestation de la mise en liberté donc pas égalité pour les parties civiles, on répartir les droits en fonction des intérêts.

## Section 1 : la situation de la personne mise en examen

### §1 : droits de la personne mise en examen

droits de la défense. Contenu mal défini. Valeur constitutionnelle ; on trouve le droit à l'assistance d'un avocat qui se manifeste dès le début de la procédure. on considère que parler c'est pouvoir se défendre. Le droit anglo saxon développe le droit de se taire. Pas le droit de se taire en droit FR mais via la CESDH. L'objectif est de développer la recherche de la vérité contrairement au règlement de la question en droit anglo saxon. Les participants à la procédure ont une culture de l'aveu. Cela explique que la définition de l'interrogatoire par la chambre criminelle : moyen de défense => interrogatoire n'est pas seulement un moyen d'information, c'est aussi un moyen de défense, il s'agit donc d'une formalité substantielle, 1849, chambre criminelle. D'où l'assistance d'un avocat.

### Procédure pénale 21 mai 07

#### Rôle et les attributions du juge d'instruction.

Un des principes affichés de la procédure pénale est l'égalité des armes. Les premiers droits de la personne mise en examen sont les droits de la défense : assistance d'un avocat, droit à être informé des chefs des poursuites, maintenir un débat contradictoire pour toutes les étapes concernant la personne mise en examen. Développement du contradictoire pour fortifier les droits de la défense.

Arrêt Chambre criminelle, 4 janvier 1994 : assistance de l'avocat, il s'agit ici de vol avec arme et les personnes sont mises en détention provisoire, l'une d'elle invoque un alibi au moment des faits et le juge d'instruction pour vérifier cet alibi envoie un questionnaire à la personne poursuivie. Réponse au questionnaire et plus tard, le magistrat lui téléphone pour la questionner à nouveau. Le juge d'instruction dresse un PV en ce qui concerne le questionnaire. Dans le PV, il évoque la discussion, insistance pour avoir des réponses claires. La personne poursuivie va attaquer les PV au motif que ces actes n'ont pas respectés les droits de la défense car pas de présence de l'avocat.

Les juges suivent cette argumentation car la personne mise en examen ne peut être interrogé qu'en présence de son conseil à moins que la personne y renonce expressément, les actes sont annulés. Dans tous les cas, l'assistance de l'avocat est primordiale.

## B. la participation à la procédure

Si on se place sur une assez longue période, les parties au procès étaient assez passives. Depuis 20 ans, il y a de plus en plus d'action des parties au procès dans la procédure. Pour participer à la procédure, il faut que l'on puisse accéder au dossier de la procédure. L'accès au dossier par les parties est récent. A partir du moment où l'on accepte que la personne mise en examen a un véritable droit de participation, on a le choix. Réforme de 1996. Seul avait accès aux pièces : l'avocat. En pratique, les avocats communiquaient les pièces aux parties et certains d'entre eux avaient été sanctionnés pour violation des règles de communication de pièce. Certains avocats ne disaient pas tout pour garder la maîtrise des dossiers.

Loi du 31 décembre 1996 : libéralise l'accès au dossier de la procédure. article 114 du CPP. Les avocats des parties ont accès au dossier, ils peuvent obtenir des reproductions des pièces du dossier. L'avocat peut demander la reproduction de certaines pièces, condition de temps : le juge d'instruction peut refuser pour certaines pièces : il faut un motif. On fait des photocopies des pièces du dossier. Communication aux clients ? oui, on peut transmettre les pièces au client y compris lorsque le client est en prison. Des tiers ne peuvent pas avoir accès au pièce => secret de l'instruction commande que le moins de choses possibles soient divulguées => article 114 du CPP concernant le régime.

Demandes et observations pouvant être faites tout au long de la procédure.

Participation à la procédure. on peut formuler des observations : l'avocat fait des notes & observations. Il y a aussi des demandes d'actes. On demande au juge d'instruction de faire tel ou tel acte. On peut faire des demandes d'expertise avec la victime. C'est nouveau (1990) chaque loi de procédure pénale rajoute des possibilités pour la personne poursuivie. On peut aussi demander des examens médicaux. On peut obtenir une mise en liberté pour raison médicale. Articles 81 et suivants du CPP et 167 et suivants du CPP. On donne aux parties la possibilité de contrôler la durée de la procédure, soumission du délai raisonnable de la CESDH. Appréciation au cas par cas. Pour essayer de cadrer la durée de procédure, le code prévoit deux repaires : délai de 4 mois évoqué lorsque la personne mise en examen n'a pas comparu depuis 4 mois. dans ce cas là, la personne peut exiger du juge être entendu dans le délai de 30 jours qui suit le délai d'expiration. Le juge d'instruction doit y faire droit dans les 7 jours de réception de la demande, article 82-1 du CPP.

Si aucun acte d'instruction n'a été accompli depuis 4 mois, 2 mois si détention provisoire ; une partie peut saisir la chambre de l'instruction et lui demander de prendre des mesures. Si cette inertie du juge d'instruction se prolonge, elle peut conduire à un dessaisissement du juge d'instruction. Article 221-2 du CPP sur la saisine de la chambre de l'instruction en cas d'inaction du juge d'instruction. On attend une certaine vigilance de la part des parties.

Ces droits sont assortis d'obligations.

§2 : obligations de la personne mise en examen.

Le principe pendant la phase d'instruction est le maintien en liberté de la personne mise en examen, corollaire de la présomption d'innocence. Les mesures de contraintes sont l'exception. Pour éviter la détention provisoire, le code de procédure prévoit une mesure intermédiaire. Contrôle judiciaire.

## A. contrôle judiciaire

mesures de contraintes en liberté, mesure assez souple pour éviter l'incarcération. Le contrôle judiciaire est évoqué aux articles 137 et suivants du CPP, ce contrôle judiciaire est ordonné par le juge d'instruction après avoir recueilli les réquisitions du parquet.

Ces mesures peuvent être apposées lorsque la personne encourt une peine d'emprisonnement correctionnelle ou une peine plus grave. Le juge va prendre dans une liste prévue par le code et va choisir de soumettre la personne à une obligation, article 138 : il y a 17 obligations possibles. Il peut choisir une ou plusieurs. Exemple : ne pas sortir de limites territoriales déterminées, présentation à des autorités désignées, pas avoir de contacts avec la partie civile, mesures de traitement médical, placement sous surveillance électronique. Une fois que le juge a choisi, le juge rend une ordonnance de placement sous contrôle judiciaire, cette mesure peut être prise à n'importe quel moment de la procédure. de même, le juge d'instruction peut changer de mesures en cours d'instruction. La main levée de la mesure de contrôle peut intervenir à tout moment. Cette ordonnance est susceptible d'appel devant la chambre d'instruction.

Exemple : cautionnement. On demande à la personne poursuivie de payer, article 138 du CPP. Interdiction de gérer, article 138-11 et -12, arrêt du 13 octobre 1998. placer la personne sous contrôle judiciaire => interdiction de gérer une entreprise et un cautionnement de 120 000€. La personne poursuivie fait appel en disant que l'on est pas dans les conditions d'un contrôle judiciaire avec interdiction de gérer car problème de remplir les conditions. le juge d'instruction n'a pas caractérisé le lien entre l'exercice de la profession et l'infraction, donc non valable. La personne concernée a obtenu la main levée de cette mesure de contrôle.

Si on n'exécute pas la mesure de contrôle judiciaire, le juge d'instruction peut décerner un mandat d'arrêt ou un mandat d'amener. A ce moment là, il peut saisir le JDLD pour une mise en détention provisoire. La mise en détention provisoire n'a pas à être motivée, c'est une sanction de l'inexécution du contrôle judiciaire ; cas particulier : on se soustrait au contrôle judiciaire ; article 141-2 du CPP : le parquet saisit le juge des libertés pour demander la mise en détention provisoire. Ces mesures cessent au moment du renvoi.

## B. la détention provisoire

La détention provisoire est une peine par anticipation. La durée de cette détention ampute la durée de la peine. c'est une mesure grave qui est très décriée, elle contrarie la liberté individuelle et la présomption d'innocence. L'incarcération peut avoir des conséquences désastreuses sur la profession d'une personne. principe du respect de la présomption d'innocence pour l'employeur. Risque d'atteinte à la réputation. Très difficile d'effacer cette tâche consécutif à la mise en détention.

Dans certaines circonstances, la détention provisoire est indispensable pour plusieurs raisons. Garantie contre un risque de fuite des personnes poursuivies. Risque de pression sur les témoins. Risque de destruction des preuves. Cas où la culpabilité ne fait pas de doute. Dans certains affaires économiques, on utilise la détention provisoire pour obtenir des aveux. Du fait cette situation, on a enlevé au juge d'instruction de mettre les personnes poursuivies en détention provisoire. Il faut faire la distinction entre l'instruction et la détention d'où la création du JDLD. Scission importante dans les compétences du juge d'instruction.

### Mise en détention provisoire

La loi va affirmer le caractère exceptionnel de la détention provisoire, elle ne doit être utilisée que si le contrôle judiciaire est insuffisant pour obtenir les garanties que l'on recherche. Ceci n'est pas suffisant, il faut en plus répondre sur le fond à certaines conditions : objectives & subjectives. Nature de l'infraction. il faut que l'infraction entraîne une peine  $\geq 3$  ans de prison. C'est le parquet qui sollicite la mise en détention dès le réquisitoire introductif, soit le parquet peut demander la mise en détention provisoire plus tard dans un réquisitoire supplétif (indispensable pour les faits nouveaux). La détention provisoire peut se faire en cas de flagrant délit sans instruction. Si pas de réquisitions du parquet, le juge d'instruction peut demander une incarcération au juge des libertés.

Il répondre à une condition prévue par l'article 144 du CPP, modifié par la loi du 5 mars 2007, qui a rajouté des cas de placement en détention provisoire. Il y en a 7 ans pour cadrer d'avantage la mise en détention. Il faut que la détention provisoire constitue un des 7 moyens : l'ordonnance doit être motivée. Quand il s'agit d'un mineur, règle particulière : durée de la peine, etc. article 11 de l'ordonnance de 1945.

Conditions tenant à la nature de l'infraction, insuffisance du contrôle judiciaire, le juge d'instruction doit saisir le juge des libertés et de la détention pour placer en détention. Cette saisine peut être aussi le fait du parquet. Le juge d'instruction refuse la demande du parquet de placer en détention et ne saisit pas le JLD, si on est en matière de crime ou peine  $\geq 10$  ans, le parquet peut saisir directement le juge des libertés d'une demande de détention provisoire. Le parquet doit se fonder sur le 4<sup>ème</sup> et le 7<sup>ème</sup> de l'article 144.

Devant le juge des libertés, la procédure est contradictoire. La personne poursuivie peut se défendre. Le juge des libertés doit rendre une ordonnance de mise en détention provisoire qui doit être motivée sur les conditions de l'article 144. il faut faire appel devant la chambre d'instruction si ce n'est pas motivé. Une fois que l'ordonnance est rendue, le juge va décerner un mandat de dépôt. La personne va être conduite dans un établissement pénitencier pour exécuter sa détention provisoire. Appel devant la chambre de l'instruction : référé liberté si trop long => demande de référé faite au président du TGI et c'est une mesure d'urgence, l'avocat de la personne poursuivie peut demander au président du TGI de suspendre la mise en détention. Personne compétente est le président de la chambre de l'instruction qui peut suspendre les effets du mandat de dépôt, article 147-1 du CPP. Si on est dans le cas d'un référé liberté, le président de la chambre de l'instruction va statuer immédiatement, il pourrait soit confirmer soit infirmer, si confirmation du mandat de dépôt, il faut une décision collégiale. Article 187-1 et suivants du CPP.

### Durée de la détention provisoire.

Article 144-1 : ne peut excéder une durée raisonnable. Pour avoir plus de précisions, il faut lire tous les textes relatifs à la détention provisoire. Plus l'affaire est grave et complexe, plus la détention provisoire va être longue et le délai est toujours proportionné à la gravité de l'infraction et aux circonstances de l'espèce. Jurisprudence fondée sur l'article 5 de la CESDH. Législateur ==> limites : pour encadrer la durée de la détention provisoire. Matière correctionnelle et matière criminelle d'où l'intérêt d'ouvrir sur une qualification criminelle pour le juge d'instruction. En matière correctionnelle, il y a des sous distinctions à faire. Article 145-1 du CPP. Le cas basic est le cas d'une personne n'ayant été jamais condamnée à une personne supérieure à 1 an et elle n'encourt pas une peine supérieure à 5 ans. Dans ce cas là, durée max = 4 mois. dans les autres cas, durée peut être prolongée de 4 mois et ainsi de suite avec 1 an maxi.



Exceptions : cas où on est un proxénète, c'est deux ans maxi.

Matière criminelle : article 145-2 du CPP. Exceptions concernant la durée : prolongation de 6 mois en 6 mois. pour certaines infractions, la durée peut atteindre 4 ans.

Article 145-3 ➔ cas de prolongation, décisions de prolongation de la détention provisoire doivent être sur motivées, notamment dans ces ordonnances sur motivé, le juge doit prévoir un délai prévisible d'achèvement de la procédure. on va exiger que l'ordonnance contiennent des indications particulières.

La détention provisoire prend fin par une décision du juge des libertés ou de la chambre de l'instruction, voir d'office dans certains cas.

Procédure pénale 22 mai 07

Lorsque l'on arrive au procès, le principe est une comparution libre. Les mesures doivent cesser. En matière criminelle, ce principe peut produire des effets pervers et donc la règle est inversée en matière criminelle, la détention provisoire est maintenue. Cette règle de maintien de la détention provisoire n'a pas pour effet de bloquer toute mise en liberté de la personne détenue. Article 148-1 du CPP. Demande à toute période de la procédure, alinéa 2 du texte vise le procès devant une cour d'assise. En matière criminelle, la cour d'assise peut ordonner la mise en liberté ou sinon c'est de la compétence de la chambre de l'instruction.

Si une mise en liberté a été acceptée, une nouvelle détention provisoire est-elle possible ? la réponse est normalement négative s'il s'agit des mêmes faits, mêmes conditions. une fois libérée, elle ne peut être réincarcérée, il faut que le juge constate des circonstances nouvelles qui entrent dans les prévisions de l'article 144, il pourra délivrer un second titre d'incarcération. Il doit fonder sa mise en détention => article 144.

En cas de jugement de condamnation à une peine de prison, la durée de la détention provisoire va s'imputer sur la durée de la peine. évidemment, cette règle qui est tout à fait normale peut avoir un effet pervers dans la mesure où les juges du procès vont avoir tendance à s'aligner sur la durée de la détention provisoire. On ne veut pas déjuger les collègues, on veut valider la détention provisoire ordonnée. On justifie les conditions de l'article 144, effet d'alignement. Si ce n'est pas un jugement de condamnation, la détention provisoire n'était pas justifiée, la personne a droit à une indemnisation pour le préjudice subi. Elle peut porter sa demande devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle a été prononcé la relaxe, l'acquittement, le non lieu => réunion sous forme de commissions d'indemnisation. Article 149-1 du CPP. La détention provisoire recouvre un régime complexe qui dépend beaucoup du juge.

Cas des indemnisations. Les personnes qui sont injustement incarcérées utilisent la voie de l'indemnisation. Finalement, c'est une mesure délicate. + contrôle de la CEDH. Cautionnement est des mesures essentielles pendant la phase préalable au jugement. Le cautionnement est donné au grefier du TGI, article 142 du CPP. Élément du contrôle judiciaire. Garantie de la représentation de l'intéressé, espèce de chantage implicite qui permet de garantir la représentation de l'intéressé devant la procédure. impact qui peut être très intéressant pour un juge. sûreté de certaines obligations. Garantit du paiement des dommages et intérêts. aspect indemnitaire. Garantit les restitutions. Garantit le paiement

d'une dette alimentaire. Ce cautionnement peut aussi être utilisé lorsqu'une personne en détention provisoire va être libérée. Il est aussi possible contre les personnes morales.

Lorsqu'un juge rend une ordonnance de cautionnement, il doit préciser quelles sont les sommes affectées au premier but et au second. Calcul en fonction des ressources de l'intéressé.

## Section 2 : la situation de la victime et du parquet

### §1 : la situation de la victime

idée qui dominait c'est que la partie civile était la partie la moins bien traitée dans la procédure d'instruction. Relation entre les autorités de poursuite et la personne mise en examen. La victime apparaît comme perturbatrice de la procédure pénale ; la victime poursuit d'abord une finalité indemnitaire et une finalité vindicative. Dans l'imaginaire de la procédure pénale, la victime est la 5<sup>e</sup> roue du carrosse. Depuis 20 ans, on donne à la victime des droits qui la mettent au niveau des droits des autres : parquet + personne mise en examen.

Actuellement, ce n'est pas trop le cas. On constate que la victime dispose aussi de l'assistance d'un avocat et ceux dès la première audition. La victime ne peut pas être confrontée aux auteurs prétendus sans son avocat. La victime peut renoncer à l'assistance d'un avocat. Globalement, on aligne les droits de la victime sur ceux de la personne mise en examen. La victime a accès aux pièces du dossier de la même façon que la personne mise en examen. Globalement, la victime peut demander des actes qui ne sont pas coercitifs. Ses droits sont limités aux voies de recours, liste de cas pour pouvoir contester les décisions du juge d'instruction => liste limitative, article 185 et 186 du CPP. La victime ne dispose de la voie d'appel que pour les mesures faisant grief à ses intérêts civils. La victime ne peut pas faire appel d'une ordonnance de mise en liberté. pas d'intervention au stade du débat contradictoire.

Paradoxe : on sait que l'action civile poursuit une double finalité, or au niveau des voies de recours, une seule finalité est respectée. La raison est simple : on veut concentrer ces droits là dans les mains du parquet.

### §2 : la situation du parquet

il y a deux idées pour le parquet : information & participation à la procédure

Ce sont des juges qui se connaissent. Le parquet est informé en temps réel de la procédure, ce qui n'est pas le cas des autres parties. Le parquet dispose d'un certain nombre de droits. Il a le droit d'être informé des actes qui vont être effectués. Si le juge d'instruction veut procéder à un interrogatoire et qu'il sait que le parquet veut y assister, il doit le prévenir au moins 48 heures avant. Si le juge d'instruction le sait, il doit en informer le parquet, article 119 du CPP. Le parquet est informé des ordonnances qui vont être rendus, le parquet peut demander le dossier de la procédure à tout moment. Avertissement de tout ordonnance qui sera rendu contrairement à ses réquisitions. Cette information est un point crucial dans la procédure, il peut réagir rapidement et rechercher des éléments allant dans son sens.

### Participation à la procédure

Le parquet ne doit pas influencer le juge d'instruction. Le juge d'instruction instruit à charge ou à décharge. Rare sont les parquets qui envisagent une relaxe ou un non lieu. Le parquet ne doit pas influencer le juge. le parquet peut formuler des demandes, interrogatoires, etc. le parquet n'a pas à motiver ses demandes alors que les autres parties doivent le faire. Le seul cas où il doit motiver sa demande c'est la demande de mise en détention. Le parquet peut bloquer une procédure en cas de faits nouveaux quand il ne délivre pas de réquisitoires supplétifs. Bloque l'instruction sur les faits nouveaux. Le parquet va donner son avis sur le contrôle judiciaire, sur la détention provisoire et sur les mesures qui y mettent fin. On voit bien que sans aucun doute, le parquet est l'autorité privilégiée dans la procédure pénale FR que ce soit en amont ou pendant la phase de l'instruction.

### Chapitre 3 : la chambre de l'instruction

Jusqu'en 2010, le juge d'instruction est un homme seul et on se méfie des juges uniques, on a tenté d'avoir des collégialités. Exigence d'impartialité. On a essayé de compenser cette solitude par une chambre de l'instruction plus puissante. Les risques que peut créer un juge unique vont être limités par l'établissement des chambres d'instruction : soupape de sécurité de l'instruction. Cette solitude tend à être limitée, technique de la co saisine des juges d'instruction en cas d'affaires complexes. On pense que la collégialité pourra non pas tarir mais au moins limiter les risques que les juges d'instruction peuvent courir. Idée que l'on va diluer le risque. Les clients en matière criminelles sont souvent dangereux. La collégialité devrait entrer en vigueur en 2010.

Pour contrôler, la loi prévoit une juridiction particulière : la chambre de l'instruction. Le président de la chambre de l'instruction s'assure du bon fonctionnement des cabinets d'instruction, il va avoir des rapports avec les cabinets. On veut opérer un contrôle de la durée et un contrôle de qualité. Contrôle des détentions provisoires, il peut être saisi des demandes tendant à démontrer que la détention est abusive, rouage essentiel du principe du référé liberté. il y a une idée de vigilance qui est le propre du président de la chambre de l'instruction ; la chambre d'instruction est la chambre d'appel du juge de l'instruction. Le droit d'appel du parquet est général, le parquet peut faire appel de toutes les ordonnances alors que la personne mise en examen et la partie civile ne peuvent faire appel que de certaines ordonnances prévues par la loi. L'appel est en principe suspensif. L'ordonnance du juge d'instruction ne peut pas être exécutée, seul la question faisant l'objet du recours va être examinée par la cour d'appel. La chambre de l'instruction exerce un double contrôle sur les actes d'instruction. Contrôle de l'opportunité des actes & contrôle de la régularité.

#### Section 1 : contrôle de la régularité

La chambre vérifie la régularité des actes du juge d'instruction : pas de vices. On a vu les actes que pouvaient faire le juge d'instruction. Si un acte ne répond pas aux conditions légales. L'acte ne répond pas aux conditions légales, il peut être attaqué. Quand on attaque une acte en annulation, ce n'est pas la voie d'appel que l'on utilise, c'est une voie particulière qui est une action en nullité ;

Sanction disciplinaire : police judiciaire, la chambre de l'instruction est l'organe disciplinaire de la police judiciaire. Contentieux de l'acte et un contentieux disciplinaire si la PJ ne remplit pas les obligations qu'elles devaient remplir. Annuler un acte peut avoir des effets dévastateurs sur la procédure. il faut trouver un juste milieu entre le respect de la loi et les risques de voir anéantir la procédure. les textes sont les articles 170 et suivants du CPP.

Le juge d'instruction lui même peut demander l'annulation d'un acte irrégulier. Toutes les parties peuvent le demander. De ce point de vue là, le contentieux de la nullité est très ouvert. Les cas de nullité : nullité textuelle : la loi prévoit dans son texte une formalité à peine de nullité. Nullité substantielle : on admet des nullités sans texte, la nullité est possible, l'irrégularité est très grave et va nuire à la procédure, on va la sanctionner. Au départ, ces nullités étaient de pures créations de la jurisprudence, article 171 a tenté de fonder les nullités substantielles. Condition qu'il y ait une atteinte aux droits de la partie concernée. Il faudra que la personne qui attaque l'acte invoque le caractère substantielle de l'irrégularité et que l'acte fait grief. Appréciation au cas par cas donc aléatoire.

La chambre de l'instruction joue un rôle essentiel. Sa saisine a été modifiée par la loi du 5 mars 2007 aux articles 175 et suivants. Requête à la chambre de l'instruction qui doit être motivée. La chambre de l'instruction va faire une audience avec un débat sur la cause de nullité.

On peut invoquer de grosses causes de nullité pour faire porter l'examen sur des leurres et faire passer des choses qui sont viciées. Ordonnance de règlement : s'opère une purge des nullités. Les nullités ne peuvent plus être évoquées pendant l'audience de jugement. Le tribunal ne peut pas voir invoquer devant lui des causes de nullité qui ont été invoquées avant d'où des stratégies judiciaires. Le critère de l'efficacité va primer la régularité. Effets de la nullité : sanction à l'acte irrégulier. Effet de la nullité. On va annuler aussi l'acte irrégulier, les actes postérieurs dont l'acte était le support. Il peut y avoir un effet boomerang. On va enlever du dossier de la procédure tous les actes annulés.

## Section 2 : contrôle de l'opportunité

Le contrôle concerne le cas où la chambre d'instruction va se monter interventionniste dans l'instruction. Elle peut elle même procéder à des actes complémentaires, elle peut procéder à une mise en liberté d'office de la personne mise en examen, elle peut procéder elle même à une mise en examen, bref, elle va corriger les erreurs & omissions qui sont du fait du juge d'instruction. Ce sont des cas rares mais c'est possible.